



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 FÉVRIER 2019
GEMEENTERAAD VAN 26 FEBRUARI 2019

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Séverine De Laveleye, *Présidente/Voorzitster* ;
Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia
Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre,
Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Anne Noémie Rakovsky,
Catherine Suzanne Jacqueline Beauthier, Nabil Boukili, Fatima Abbach, Caroline Dupont,
Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie
Jans, Michael Francis Van Vlasselaer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusé
Verontschuldigd

Alexander Frank Paul Billiet, *Conseille(è)r(e) communal(e)/Gemeenteraadslid*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le conseil approuve les procès-verbaux des séances du 18 décembre 2018 et 21 janvier 2019.

Madame Michaux est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

De Raad keurt het proces-verbaal van de zittingen van 18 december 2018 en 21 januari 2019 goed.

Mevrouw Michaux wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Madame la Présidente annonce que Monsieur Al Masude siègera comme indépendant.

Mevrouw de Voorzitster kondigt aan dat de heer Al Masude als onafhankelijke zal zetelen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public: Tram numéro 7.

Interpellatie van het publiek: Tram nummer 7.

- **Monsieur le Bourgmestre,**
 - **Mesdames et Messieurs les membres du Collège,**
 - **Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,**
-
- **Je m'exprime ce soir au nom d'un collectif de citoyens, encore informel, à ce stade, riverains du Parc de Forest, qui ont été alertés par un article paru dans le journal « Le Soir » du 22 janvier dernier, signé Mr Patrice Leprince, annonçant un projet de prolongation du tram 7 jusqu'à la place Albert, et de là jusqu'à la place de Rochefort via les avenues Besme et Reine Marie-Henriette.**
 - **Depuis lors, l'existence de ce projet nous a été confirmée par Monsieur le Ministre SMET, en charge de la Mobilité en Région de Bruxelles-Capitale, le 19 février courant. En précisant cependant qu'une étude est actuellement en cours enfin d'examiner différentes hypothèses, le tracé en surface via les avenues Besme et Reine Marie-Henriette n'étant qu'une des options possibles.**
 - **Quoique ce projet de liaison ne soit prévu qu'à l'horizon 2024, il semblerait que certaines décisions de principe doivent déjà être prises en cette fin de février 2019. On est en droit de s'étonner, d'une part, que l'existence même d'un tel projet, si lourd d'impact pour la population riveraine, n'est été portée à la connaissance du public que si tardivement par rapport au calendrier envisagé, et ce par une unique source, les confirmations par d'autres sources n'étant apparues qu'en réponse à nos questions ; et que d'autre part, qu'aucune précision n'a, jusqu'ici, été apportée quant au calendrier décisionnel et procédural qui serait suivi dans cette affaire.**
 - **Enfin, précisons, que les réponses reçues jusqu'à présent, n'explicitent pas clairement le pouvoir décisionnel de différents niveaux d'autorité, Région, Communes, conseil d'administration de la STIB. En l'état actuel de nos informations, et à ce stade précoce d'avancement du projet, le Conseil communal nous est apparu comme l'organe le plus approprié.**
 - **Tous les soussignés sommes résidents permanents à Bruxelles, nous sommes soucieux de la viabilité et de l'agrément de notre ville, et ce pour l'ensemble de la population. Dans cette perspective, nous sommes bien conscients des enjeux liés à la mobilité en région de Bruxelles-capitale, et du développement des transports en commun que cela implique; aussi est-ce dans une optique constructive que nous nous adressons à vous.**
 - **Cependant, alors qu'entre 1958 et 1970, la priorité absolue accordée à la voiture a conduit à des destructions et des ravages dans notre patrimoine urbain qui ont provoqué l'apparition du néologisme « bruxellisation » ; il ne faudrait pas que le développement d'une politique totalement inverse en faveur des transports en commun et aux dépens de la voiture aboutisse à une deuxième vague de « bruxellisation » aux dépens de ce qui nous reste de patrimoine urbain !**

- Pour les personnes directement concernées, il est impossible de faire l'impasse sur l'impact environnemental engendré par l'installation d'une éventuelle ligne de tram entre la place Albert et la place de Rochefort qui emprunterait les avenues Besme et Reine Marie-Henriette, sans qu'il soit envisagé de développer des alternatives pour relier le haut et le bas de Forest.
- En effet, il serait difficilement compréhensible que ne soit pris en compte que l'intérêt de la partie des usagers habitant aux extrémités du parcours envisagé et non de celle résidant le long dudit parcours.
- Ce qui est actuellement planifié, ce sont des travaux lourds et extrêmement coûteux, qui grèveront pour des décennies le budget régional (si pas communal ?) qui impacteront négativement et définitivement tout un quartier de Forest, voulu jadis comme un ensemble urbanistique spécifique autour des deux parcs de Forest et Duden. Est-ce judicieux d'entreprendre un tel projet, qui sera effectif au plus tôt en 2024, alors que les évolutions modales pour les déplacements tant individuels que collectifs connaissent une accélération incroyable (que l'on songe au développement du vélo et de la trottinette électrique, de la voiture électrique autonome, des bus électriques articulés qui suivent un rail unique d'alimentation et de conduite etc...). De grâce, ne faisons pas de notre réseau de transport en commun, notre Airbus A380 régional !
- Au surplus, au plan technique, a-t-on sérieusement réfléchi aux problèmes d'implantation d'une double ligne de tram (de tram T4000, probablement) dans une voirie en forte pente en forme de « S », d'une douzaine de mètres de large ? *(sur la suggestion du ministre Smet, nous sommes allés voir les aménagements réalisés pour prolonger les lignes 8 et 9 : aucune comparaison possible, toutes les voiries concernées ont entre 20 et 30m, et permettent des voies en site propre tout en conservant la circulation dans les deux sens)*. Quid des deux ronds-points ? Quid des vibrations dues au freinage ? En particulier, nous nous permettons de rappeler les problèmes sonores et de stabilité des immeubles apparus avenue Rogier à Schaerbeek. Quid des emplacements de parking ? (les résidents ont généralement des garages, mais les autres ?).
- Notre souhait est que la problématique de la mobilité entre le haut et le bas de Forest soit abordée de manière transversale intégrant mobilité et environnement. Ne serait-il pas judicieux d'améliorer la fréquence des bus 48 et 54 et des trams 3, 4 et 51 ? De tester une ligne de bus navettes électriques ralliant la place Albert à l'avenue Van Volxem /Wielemans Ceuppens via la place de Rochefort ?
- Bref, Mesdames et Messieurs, nous sommes ouverts au dialogue et à une réflexion démocratique intégrant toutes les parties concernées : les Autorités responsables, les usagers, mais aussi les riverains. La manière dont l'existence de ce projet est parvenue à notre connaissance a suscité de légitimes inquiétudes quant à la transparence démocratique avec laquelle on compte le gérer et le développer ; nous espérons que ce n'est qu'un faux départ et que la suite se déroulera dans une concertation au grand jour à laquelle aspire tous les citoyens de la commune, et probablement de la Région.
- Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre bonne attention.

Monsieur Mugabo :

Remercie la personne d'être venue interpeller le Conseil et d'aborder une question importante et fondamentale pour les forestois.

« J'ai appris en même temps que vous via la presse ce projet. A Bruxelles 600 personnes décèdent accidentellement en cause du CO2, lié au transport à Bruxelles. Mais il faut développer des alternatives à la voiture, renforcer les transports en commun mais pas n'importe comment. Il faut travailler ceci avec les habitants, mener une concertation avec chacun d'entre eux. »

Il précise qu'il y a une étude de faisabilité en cours qui étudie les différentes possibilités. Aucune décision n'est encore prise.

La position du Collège est claire à ce sujet. Beaucoup de pollution est liée aux transports, il faut développer une alternative à l'utilisation de la voiture.

Il faut prévoir une augmentation des transports en commun et augmenter leur fréquence.

Le Collège a la volonté de concrétiser ce projet en concertation avec les habitants.

Parmi les projets étudiés pour le prolongement du tram 7 il y a une option de créer un tunnel et de passer sous le parc de Forest, ce projet a déjà été présenté au précédent Collège et est inacceptable pour Forest.

Il est hors de question de toucher à ce parc.

Il faut garder cet espace vert , patrimoine de la commune, intact.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Remercie la personne.

Il fait part des inquiétudes au sein du MR par rapport à ce projet. Le MR étudie les différentes possibilités.

Il signale qu'il y a clairement un défaut d'information de la part de la Région et non de la commune. Il faut préserver les places de parking et les trottoirs.

Les places de parking seront d'office supprimées si ce projet prend forme.

Le projet du tunnel sous le parc ne pose pas de problème. A Bruxelles c'est le cas et personne ne s'en plaint, aucune vibration n'a été constatée.

Il pense qu'il faut étudier le projet du tracé sous le parc et demander à la STIB s'il y a déjà un plan de ce parcours et des travaux.

Monsieur Hacken :

Remercie pour l'interpellation.

Il relève l'importance du sujet.

Il déclare avoir également eu l'information via la presse et que c'est le Bourgmestre lui-même qui a dit à la presse que c'était une bonne idée de réaliser ce projet avec un tunnel sous le parc.

Il dit qu'on se moque de la commune, soit disant pour protéger les arbres alors qu'ils ont été abattus.

Le tram 7 sera d'office en sous-terrain vu qu'il passera par la station Albert qui est déjà en sous-terrain. Forcément, il y aura temporairement des nuisances sonores dans le parc de Forest si les travaux devaient passer par la !

Il espère que le collège sera plus honnête prochainement.

Monsieur Pierre – De Permentier :

« le MR restera attentif à ce projet »

Monsieur Loewenstein :

Remercie pour l'interpellation

Il est surpris par la réponse de Mr Mugabo qui semble découvrir le projet par l'article de presse, or c'est un point important pour Forest. C'est un projet qui a déjà été abordé au collège auquel

participait déjà le bourgmestre et, vu le fonctionnement si participatif d'Ecolo, il ne doute pas que la communication se soit faite avec le nouvel échevin Monsieur Mugabo, à l'époque secrétaire politique de la locale forestoise.

Il l'invite à prendre contact très rapidement avec la STIB.

Le Parc de Forest est classé : pour y faire passer le tram en souterrain, il eut fallu creuser une tranchée et la recouvrir (technique « cut and cover »). Faire passer un tunnelier aurait eu un impact sur la stabilité du sol. Le projet du parc a donc été abandonné. La STIB a refait un projet et estime que le passage par l'Avenue Marie Henriette est la seule alternative.

C'est une voirie avec de belles maisons et de qualité avec peu d'habitants. Ils ont sans doute choisi d'habiter là pour la vue sur le parc et pas une vue sur un tram.

Les transports actuels : le bus 48 passe par là et la nouvelle ligne de bus 52 prendra le même trajet que celle du 48 et le 7 si tout se fait comme projeté.

C'est bien d'avoir une ligne directe mais quel sera l'impact pour les autres lignes et en termes de ruptures de charge ?

Le point positif est une ligne directe de l'université jusque Forest.

Les points négatifs sont les impacts sur les lignes actuelles, les impacts sur cette voirie en pente et sinueuse, les vibrations, la largeur de la chaussée ...

Plusieurs questions qui doivent se poser pour le passage sur l'Avenue Marie Henriette : Voirie sinueuse, le bruit des rails et les voiries en pentes, la largeur de la voirie ?

Il demande au Collège d'être le porte-parole des habitants auprès de la STIB pour les habitants de Forest et qu'une concertation soit organisée afin de ne pas mettre les habitants sur le fait accompli.

Monsieur Roberti :

On a bien entendu les interpellations et les réponses des conseillers communaux, le collège fera en sorte de voir ça avec la STIB. A chaque proposition de la STIB nous serons vigilants sur l'impact par rapport aux riverains concernés.

Le but du Collège est de développer les transports en commun dans le respect du niveau de vie des habitants.

Il faut étudier chaque proposition de la STIB pour voir l'impact sur les riverains.

Il faut être vigilant au point de vue des nuisances pour les riverains et pour améliorer la mobilité et les nuisances supplémentaires du bus ou tram. Mais il faut savoir que ça permet aussi d'améliorer l'accès à certains endroits, plus précisément Anderlecht, ULB, qui sont des endroits très difficile d'accès.

Interpellant :

Pour le moment les exemples donnés ne sont pas concluants.

Les prolongations du 8 et 9 ne sont pas concluantes. Ce n'est pas le bus qui dérange les riverains.

La proposition d'une navette test entre Wielemans Ceuppens et Albert est favorable. Le bus 52 correspond à ce type de test et les riverains seront décidés à le soutenir.

Un tram est plus dérangeant (le poids du tram et la durée des travaux ainsi que le coût - pour exemple les travaux du tram 51).

Nous voulons préserver ce parc. La rénovation de celui-ci nous inquiète très fort.

- Geachte heer burgemeester,

- Geachte dames en heren van het College,
 - Geachte dames en heren van de Raad,
-
- Ik neem vanavond het woord in naam van een – in dit stadium nog informeel – burgercollectief van omwonenden van het Park van Vorst, die gealarmeerd werden door een artikel in de krant ‘Le Soir’ van 22 januari jl., van de hand van dhr. Patrice Leprince, waarin een project ter verlenging van tram 7 tot aan het Albertplein en van daaruit tot aan het Rochefortplein via de Besme- en de Maria-Hendrikalaan aangekondigd werd.
 - Sindsdien werd ons op 19 februari jl. het bestaan van dit project bevestigd door minister Smet, belast met de Mobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze preciseerde echter dat er op dit ogenblik een studie wordt uitgevoerd om de verschillende hypothesen te onderzoeken, waarbij het bovengrondse traject via de Besme- en de Koningin Maria-Hendrikalaan slechts een van de mogelijkheden is.
 - Hoewel dit verbindingproject pas tegen 2024 wordt voorzien, schijnen bepaalde principiële beslissingen reeds eind februari 2019 te moeten worden genomen. Men mag zich terecht verbazen over enerzijds het feit alleen al dat een dergelijk project, met een dermate zware impact voor de omwonenden, pas zo laat t.a.v. de vooropgestelde timing aan het publiek wordt meegedeeld en dit slechts via een enkele bron, aangezien de bevestigingen door andere bronnen slechts verschenen zijn bij wijze van antwoord op onze vragen, en anderzijds over het feit dat er tot op heden geen enkele precisering werd aangebracht voor wat betreft de planning van de beslissingen en procedures die in deze zaak gevolgd zullen worden.
 - Laten we tot slot preciseren dat de tot op heden ontvangen antwoorden de beslissingsmacht van de verschillende beleidsniveaus – Gewest, Gemeenten, raad van bestuur van de MIVB – niet duidelijk expliciteren. Op basis van de inlichtingen waar we nu over beschikken en in dit prille vorderingsstadium van het project leek de Gemeenteraad ons de geschiktste instelling.
 - Alle ondertekenaars zijn permanente inwoners van Brussel; we zijn bezorgd om de leefbaarheid en de fraaiheid van onze stad, en dit voor het geheel van de bevolking. Tegen deze achtergrond zijn wij ons bewust van de uitdagingen in verband met de mobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de ontwikkeling van het openbaar vervoer die deze met zich meebrengen; ook is het vanuit een constructief oogpunt dat wij ons tot u richten.
 - Terwijl de absolute prioriteit die tussen 1958 en 1970 aan de auto werd verleend tot afbraak en ravages in ons stedelijk erfgoed heeft geleid, wat zorgde voor het ontstaan van het neologisme ‘verbrusseling’, mag het echter niet zo zijn dat de ontplooiing van een volledig tegenovergesteld beleid ten voordele van het openbaar vervoer en ten koste van de auto tot een tweede golf van ‘verbrusseling’ leidt, ten koste van wat ons overblijft aan stedelijk erfgoed!
 - Voor de rechtstreeks betrokkenen is het onmogelijk geen rekening te houden met de weerslag op het leefmilieu waar de plaatsing van een nieuwe tramlijn tussen het Albertplein en het Rochefortplein via de Besme- en de Maria-Hendrikalaan voor zou zorgen, zonder dat er alternatieven om Hoog- en Laag-Vorst met elkaar te verbinden worden onderzocht.
 - Het zou immers moeilijk te vatten zijn als er enkel rekening wordt gehouden met het

belang van dat deel van de gebruikers dat aan de uiteinden van het vooropgestelde parcours woont en niet van diegenen die langs dit parcours wonen.

- Wat op dit ogenblik gepland wordt, zijn ingrijpende en zeer dure werkzaamheden, die de begroting van het gewest (en de gemeente?) gedurende decennia zullen belasten, een negatieve en definitieve impact zullen hebben voor een hele wijk in Vorst, een wijk die eens werd beoogd als een specifiek stedenbouwkundig geheel rond beide parken, dat van Vorst en het Dudenpark. Is het verstandig een dergelijk project, dat ten vroegste in 2024 effectief zal zijn, aan te vatten, terwijl de modale ontwikkelingen voor zowel de individuele als collectieve verplaatsingen een ongelooflijke versnelling doormaken (denk maar aan de ontwikkeling van de elektrische fiets en step, van de zelfrijdende elektrische wagen, van de elektrische gelede bussen die een voedings- en looprail volgen, enz.)? Laten we van ons openbaarvervoersnet alstublieft niet onze gewestelijke Airbus A380 maken!
- Heeft men bovendien op technisch vlak ernstig nagedacht rond de problemen van de aanleg van een dubbele tramlijn (waarschijnlijk van tram T4000) in een weg met een sterke hellingsgraad in S-vorm, met een breedte van een twaalfstal meter? *(Op voorstel van minister Smet zijn we een kijkje gaan nemen op de aanlegwerkzaamheden voor de verlenging van lijnen 8 en 9: geen vergelijking mogelijk, alle betrokken wegen zijn tussen de 20 en 30m breed en laten sporen in eigen bedding toe met behoud van het verkeer in beide richtingen).* Quid beide rotonden? Quid de trillingen ten gevolge van het remmen? In het bijzonder nemen we de vrijheid te herinneren aan de problemen inzake geluidsoverlast end de stabiliteit van de gebouwen in de Rogierlaan te Schaarbeek. Quid de parkeerplaatsen? (De bewoners hebben meestal wel garages, maar de anderen?)
- Onze wens is dat het vraagstuk van de mobiliteit tussen Hoog- en Laag-Vorst op een transversale manier wordt benaderd, rekening houdende met mobiliteit en leefmilieu. Zou het niet oordeelkundig zijn de frequentie van bussen 48 en 54 en trams 3, 4 en 51 te verbeteren? Een elektrische pendelbus tussen het Albertplein en de Van Volxem-/Wielemans Ceuppenslaan via het Rochefortplein uit te testen?
- Kortom, dames en heren, wij staan open voor dialoog en een democratisch denkproces met alle betrokken partijen: de verantwoordelijke overheden, de gebruikers, maar ook de buurtbewoners. De wijze waarop wij het bestaan van dit project hebben vernomen, heeft tot legitieme ongerustheid over de democratische transparantie waar men het project mee wenst te beheren en ontwikkelen geleid; wij hopen dat dit slechts een valse start zal blijken en dat het vervolg zal verlopen via een openbaar overleg, iets waar alle burgers van de gemeente, en waarschijnlijk van het Gewest, naar verlangen.
- Dames en heren, ik dank u voor uw aandacht.

De heer Mugabo:

Bedankt diegene die de Gemeenteraad heeft geïnterpelleerd en een belangrijk en fundamenteel vraagstuk voor alle Vorstenaren heeft aangesneden.

“Ik heb het bestaan van dit project gelijktijdig met u via de pers vernomen. In Brussel sterven er jaarlijks 600 mensen onnodig ten gevolge van de Co2-uitstoot van het vervoer in Brussel. Maar er moeten alternatieven voor de auto worden ontwikkeld, het openbaar vervoer moet worden versterkt, maar niet op om het even welke manier. Hier moet samen met de bewoners aan worden gewerkt, er moet met elk van hen worden overlegd.”

Hij verduidelijkt dat er op dit ogenblik een haalbaarheidsstudie wordt uitgevoerd waarin de

verschillende mogelijkheden worden onderzocht. Er werd nog geen enkele beslissing genomen. Het standpunt van het College hierover is duidelijk. Veel vervuiling is verbonden met het vervoer; er moet een alternatief voor het autogebruik worden ontwikkeld.

Er moet een verhoging van het openbaar vervoer en zijn frequentie worden voorzien.

Het College wil dit project concretiseren in overleg met de inwoners.

Onder de projecten die voor de verlenging van tram 7 onderzocht worden bevindt zich de optie van het maken van een tunnel onder het Park van Vorst; dit project werd reeds aan het voorgaande College voorgelegd en is onaanvaardbaar voor Vorst.

Aan dit park raken is onbespreekbaar.

Deze groene ruimte, die deel uitmaakt van het erfgoed van de gemeente, moet behouden blijven.

De heer Pierre-De Permentier:

Dankt de persoon.

Hij meldt de bezorgdheden binnen de MR rond dit project. De MR onderzoekt de verschillende mogelijkheden.

Hij wijst erop dat er duidelijk een gebrek aan informatie vanwege het Gewest is, en niet vanwege de gemeente. De parkeerplaatsen en voetpaden moeten behouden blijven.

Indien dit project tot stand wordt gebracht, zullen de parkeerplaatsen hoe dan ook worden afgeschaft.

Het project van de tunnel onder het park vormt geen probleem. In Brussel is dit reeds het geval en niemand klaagt erover; er werden geen trillingen vastgesteld.

Hij denkt dat het project van het traject onder het park onderzocht moet worden en dat aan de MIVB gevraagd moet worden of er reeds een plan voor dit parcours en de werkzaamheden bestaat.

De heer Hacken:

Dankt voor de interpellatie.

Hij benadrukt het belang van het onderwerp.

Hij verklaart de informatie tevens via de pers te hebben vernomen en dat het de Burgemeester zelf was die aan de pers had gezegd dat het een goed idee was dit project met een tunnel onder het park uit te voeren.

Hij zegt dat men zich niets aantrekt van de gemeente. Zogezegd wil men de bomen beschermen, terwijl deze omgehakt werden.

Tram 7 zal hoe dan ook ondergronds rijden, aangezien hij via het station Albert, dat reeds ondergronds is, zal rijden. Natuurlijk zou er tijdelijk geluidsoverlast zijn in het Park van Vorst indien de werken daar zouden uitgevoerd worden.

Hij hoopt dat het College in het vervolg eerlijker zal zijn.

De heer Pierre-De Permentier:

“De MR zal aandachtig blijven inzake dit project.”

De heer Loewenstein:

Dankt voor de interpellatie.

Hij verbaast zich over het antwoord van dhr. Mugabo, die het project via het persartikel lijkt te ontdekken, terwijl dit een belangrijk onderwerp voor Vorst is. Het gaat om een project dat reeds ter sprake was gebracht in het College waar de burgemeester reeds aan deelnam en gezien de o zo participatieve werking van Ecolo twijfelt hij er niet aan dat het meegedeeld werd aan de nieuwe

schepen, de heer Mugabo, die destijds politiek secretaris van de Vorstse afdeling was.

Hij verzoekt hem zeer spoedig contact op te nemen met de MIVB.

Het Park van Vorst is beschermd: opdat de tram er ondergronds door zou rijden, moest men een geul graven en opnieuw toedekken ("cut-and-cover"-techniek). Het gebruik van een tunnelboormachine zou een impact hebben op de bodemstabiliteit. Het project met het park werden zodoende opzij geschoven. De MIVB heeft een nieuw project gemaakt en is van oordeel dat de doortocht door de Maria-Hendrikalaan het enige alternatief is.

Dit is een weg met mooie en kwaliteitsvolle huizen met weinig bewoners. Allicht hebben zij ervoor gekozen hier te wonen vanwege het zicht op het park en niet om zicht op een tram te hebben. De huidige vervoersmogelijkheden: bus 48 rijdt hierdoor en de nieuwe lijn van bus 52 zal hetzelfde traject als dat van de 48 nemen, net als de 7 indien alles zoals vooropgesteld wordt uitgevoerd. Een rechtstreekse verbinding hebben is een goede zaak, maar wat zal de weerslag zijn op de andere lijnen en op het vlak van overstappen?

Het positieve punt is een rechtstreekse verbinding van de universiteit tot Vorst.

De negatieve punten zijn de weerslag op de huidige lijnen, de weerslag op deze hellende en bochtige weg, de trillingen, de breedte van de rijbaan, ...

Meerdere vragen die gesteld moeten worden voor wat de doortocht door de Koningin Maria-Hendrikalaan betreft. Een bochtige weg, het geluid van de sporen en de hellende wegen, de breedte van de weg?

Hij vraagt het College de woordvoerder te zijn van de inwoners van Vorst ten aanzien van de MIVB en dat er overleg wordt georganiseerd om de inwoners niet voor een voldongen feit te plaatsen.

De heer Roberti:

Wij hebben goed geluisterd naar de interpellaties en de antwoorden van de gemeenteraadsleden. Het College zal ervoor zorgen dit te bekijken met de MIVB. Bij ieder voorstel van de MIVB zullen wij aandachtig zijn voor de impact voor de betrokken buurtbewoners.

Het College heeft als doelstelling het openbaar vervoer te ontwikkelen met eerbied voor de levensstandaard van de inwoners.

Ieder voorstel van de MIVB moet worden onderzocht om de impact voor de buurtbewoners te bekijken.

We moeten waakzaam zijn op het vlak van de overlast voor de buurtbewoners voor de verbetering van de mobiliteit en op het vlak van de bijkomende overlast door de bus of tram. Maar u moet weten dat dit het ook mogelijk maakt de bereikbaarheid van bepaalde plekken te verbeteren, meer bepaald Anderlecht, de ULB, ... die zeer moeilijk bereikbare plekken zijn.

Interpellant:

Voorlopig zijn de gegeven voorbeelden niet overtuigend.

De verlengingen van de 8 en de 9 zijn niet overtuigend. Het is niet de bus die de buurtbewoners stoort.

Het voorstel van een proefpendelbus tussen Wielemans Ceuppenslaan en Albert is positief. Bus 52 stemt overeen met dit soort tests en de buurtbewoners zullen dit beslist steunen.

Een tram is storender (het geluid van de tram en de duur van de werkzaamheden alsook hun kostprijs – kijk maar naar het voorbeeld van de werkzaamheden voor tram 51).

Wij wensen het park te vrijwaren. De renovatie hiervan verontrust ons ten zeerste.

2 **Interpellation du public: Lutte pour le climat et transports en commun.**

Interpellatie van het publiek: Strijd voor het klimaat en aantrekkelijk openbaar vervoer.

Lutte pour le climat et transports en commun :

Monsieur Mugabo :

On a fixé un rendez-vous avec la STIB, nous allons les rencontrer pour qu'ils nous fassent part de tous leurs projets sur le territoire de Forest. Je vous promets de donner une suite à votre interpellation. Forest est partant pour tester toutes les propositions.

Il faut une mobilité douce à Forest.

Monsieur Ghysels :

Il s'étonne que les Conseillers communaux disent qu'ils ont découvert ceci via la presse. Ceci est assez remarquable et intéressant alors que certains travaillent dans les ministères...

Il dit que depuis qu'il siège au collège, il y a plus de 10 ans, il y avait déjà eu des projets de la STIB.

Tous les 3 mois, il y a un nouveau projet ... Il trouve que ce que Monsieur Mugabo propose de rencontrer la STIB est bien mais pourquoi ne pas les inviter au conseil communal afin d'avoir des réponses directement et pourquoi ne pas faire un débat citoyens avec la STIB pour qu'ils viennent exposer tous leurs projets.

Monsieur De Beer :

On trouve ça tout à fait normal de s'intéresser à ce sujet et c'est un point positif.

Il faut plus de fréquence et plus de mobilité. Il faut aussi prendre en compte le point de vue environnemental. Le PTB se demande quel sera le coût pour les usagers.

Le PTB revendique la gratuité des transports en commun car si gratuité il y a, le stress des chauffeurs va diminuer car il n'y aura plus de transactions de vente des ticket ce qui entrainera aussi la diminution des vols ...

Monsieur Loewenstein :

Tout le monde est d'accord concernant les problèmes climatiques. Une motion a d'ailleurs été dernièrement adoptée à l'unanimité par le conseil communal.

Si nous voulons avoir un dialogue constructif, il faut faire des propositions réalistes.

Tout le monde ici au Conseil voudrait trouver une réponse et des solutions pour améliorer l'offre des transports publics.

Une cadence de 3 minutes, n'est pas réaliste, est impossible.

Quant à la proposition du PTB au sujet de la gratuité des transports : Le réseau de la STIB est

plus que saturé, si nous rajoutons la gratuité, il y aura encore plus de monde ! Et qui va financer les chauffeurs, trams et bus supplémentaires ? Nous préférons investir dans l'amélioration du réseau, notamment métro, que de financer la gratuité.

Si on veut travailler dans l'intérêt des Forestois, il faut venir avec des propositions concrètes et réalistes.

Monsieur Hacken :

La mobilité est un grand enjeu qui va revenir sur le tapis le 26/05/2019 lors des élections. Outre le coté obtus et têtu de la STIB, je ne vois pas comment arriver à augmenter les fréquences et élargir les lignes, cela demandera beaucoup trop de choses à faire et à prévoir. Quand on voit la place pour le passage des bus 54 à certains endroits, l'élargissement des voies semble difficile. Par contre il faut trouver une solution pour éviter la voiture durant le week-end, mais aussi sans avoir un temps d'attente beaucoup plus long que pendant la semaine.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Je trouve que c'est une brillante idée d'inviter la STIB et je rejoins donc Monsieur Ghysels dans sa proposition. Je pense que l'idéal serait déjà de venir avec des chiffres concrets.

Et nous pourrions déjà réagir quant à la propreté et la sécurisation des arrêts et dans les transports.

Le collègue doit prendre contact avec la STIB.

Strijd voor het klimaat en het openbaar vervoer:

De heer Mugabo:

We hebben een afspraak gemaakt met de MIVB. We zullen hen ontmoeten opdat ze ons al hun projecten voor het grondgebied van Vorst meedelen. Ik beloof u gevolg te geven aan uw interpellatie. Vorst is bereid alle voorstellen te testen.

Vorst heeft een zachte mobiliteit nodig.

De heer Ghysels:

Hij verbaast zich erover dat er Gemeenteraadsleden zijn die zeggen dit via de pers te hebben vernomen. Dit is vrij opmerkelijk en interessant, aangezien sommigen in de ministeries werken. Hij zegt dat er, sinds hij in het College zetels, meer dan 10 jaar geleden al, al projecten van de MIVB waren.

Elke drie maanden komt er een nieuw project. Hij vindt dat het voorstel van de heer Mugabo om de MIVB te ontmoeten goed is, maar waarom nodigen we ze niet uit op de gemeenteraad om rechtstreeks antwoorden te krijgen en waarom geen burgerdebat met de MIVB organiseren opdat ze ons al hun projecten komen uiteenzetten?

De heer De Beer:

We vinden het volstrekt normaal zich voor dit onderwerp te interesseren en dit is een positief punt. Er is nood aan een hogere frequentie en meer mobiliteit. Er moet ook rekening worden gehouden met het milieuaspect. De PVDA vraagt zich af wat de kostprijs voor de gebruikers zal zijn.

De PVDA eist de kosteloosheid van het openbaar vervoer, want bij kosteloosheid zal de stress van de chauffeurs afnemen, aangezien er geen ticketverkoop meer zal zijn, wat ook het aantal diefstallen zal verminderen ...

De heer Loewenstein:

Iedereen is het eens over de klimaatproblemen. Overigens heeft de Gemeenteraad onlangs met eenparigheid van stemmen een motie aangenomen.

Indien we een constructieve dialoog wensen, moeten we realistische voorstellen formuleren.

Iedereen hier in de Gemeenteraad wil graag een antwoord en oplossingen vinden om het aanbod inzake openbaar vervoer te verbeteren.

Een regelmaat van 3 minuten is niet realistisch, is onmogelijk.

Wat betreft het voorstel van de PVDA over de kosteloosheid van het vervoer: het MIVB-net is meer dan verzadigd. Als we daar nog de kosteloosheid aan toevoegen, zullen er nog meer mensen van gebruikmaken! En wie zal de bijkomende chauffeurs, trams en bussen financieren? Wij verkiezen investeringen in de verbetering van het net, in het bijzonder de metro, boven de financiering van de kosteloosheid.

Indien we in het belang van de Vorstenaren willen werken, moeten we met concrete en realistische voorstellen komen.

De heer Hacken:

Mobiliteit is een belangrijke uitdaging, die opnieuw ter sprake zal komen op 26/05/2019 tijdens de verkiezingen. Behalve traagheid en koppigheid van de MIVB zie ik niet hoe we tot hogere frequenties kunnen komen en de lijnen kunnen uitbreiden. Hiervoor zou teveel moeten worden gedaan en voorzien. Wanneer we zien hoeveel ruimte er op bepaalde plaatsen voor de doortocht van de 54 is, lijkt een verbreding van de wegen moeilijk. Daarentegen moeten we een oplossing vinden om de auto tijdens het weekend te vermijden, maar ook zonder een veel langere wachttijd te hebben dan tijdens de week.

De heer Pierre-De Permentier:

Ik vind het een schitterend idee om de MIVB uit te nodigen en steun dus het voorstel van de heer Ghysels. Ik denk dat het ideaal zou zijn om al met concrete cijfers te komen.

En we zouden al kunnen reageren voor wat de netheid en de beveiliging van de halten en in het vervoer betreft.

Het College moet contact opnemen met de MIVB.

1 annexe / 1 bijlage

3 Interpellation du public : 160 logements. (Complémentaire)

Interpellatie van het publiek : 160 woningen. (Aanvullend)

Monsieur Mugabo :

Remercie les intervenants.

C'est un dossier assez complexe. On s'est déjà rencontré chez votre voisine par rapport à ce dossier.

Nous sommes conscients de nos responsabilités.

Je ne suis pas certain que tout le monde comprenne le projet.

Ce PU arrivait à terme le 08/02. Il semble qu'il existe d'autres types de jurisprudence que celle proposée par votre interpellation. J'attends toujours une analyse par le service Urbanisme et par l'avocat de la commune. Ce n'est pas aussi évident que de la manière dont vous venez de la présenter.

Le sujet préoccupant est de savoir si le chantier a vraiment été entamé.

Il semblerait que ce projet ait été racheté par la Société Régionale des Logements Sociaux, ça permet au moins de vous rassurer que le chantier va réellement aboutir. Par rapport à tous les autres éléments, à savoir le fait qu'il y ait un certain nombre d'infractions par rapport aux travaux, c'est en cours d'analyse pour connaître le degré des infractions éventuelles.

Quant à la question du document papier qui a été affiché, il s'agit d'un modèle préétabli qui n'avait pas été mis à jour ...

Monsieur Loewenstein :

Malgré qu'il soit préformaté, utiliser un document après le 4 décembre 2018 avec la signature de l'ancien Bourgmestre, c'est grave. Il s'agit d'un document officiel !

Il ne faut pas penser aux collusions politiques ni aux pouvoirs de l'argent, ce sont des idées fausses.

Il y a des règles à respecter, nous resterons toujours vigilants face à ça, et j'espère que le Collège respectera ses engagements et travaillera dans l'objectif de défendre les forestois.

Madame Koplowicz :

Nous pensons qu'il y a des questions d'argent derrière beaucoup de choses, nous sommes dans un système où nous faisons passer les intérêts privés et l'argent avant le reste.

On pourrait arrêter le chantier immédiatement et repenser le projet.

Votre politique met l'accent sur le climat, sur le social ...

Vous avez l'opportunité de mettre cela en pratique. On espère que la commune va faire quelque chose de courageux.

Monsieur Hacken :

Il y a un sentiment de ras-le-bol du béton, des projets démesurés, des immeubles vides ...

A Forest il y beaucoup de constructions mais pas de logements sociaux.

Fermez ce chantier, même si le promoteur n'est pas d'accord. Ce sera à lui de prouver qu'il est dans son droit.

Le collège doit fixer ses priorités.

Monsieur Pierre - De Permentier :

Je m'inquiète également des logements non habités dans ce quartier, j'ai l'impression que le projet de la SLRB ne voit pas le jour.

Il y a une pénurie de crèches et d'écoles.

On espère plus d'espaces verts et un espace pour des logements sociaux.

Et en ce qui concerne la signature de l'ancien BG, est ce que la commune contrôle bien ?

Monsieur Ghysse :

Concernant ma signature sur ce document, je ne peux pas ne pas réagir. Quand j'entends les autres conseillers, je trouve ça assez malsain, à ma connaissance ma dernière signature en tant que Bourgmestre date du 04/12/2018, alors que ma signature a été mise sur un document qui date de février 2019.

Monsieur Mugabo signale qu'il s'agit d'une signature électronique.

Je demande qu'on veuille corriger. J'espère que vous veillerez aux prochains courriers et qu'il n'y aura plus ma signature sur des courriers futurs.

Pour l'historique de ce chantier, cet emplacement était un chancre depuis 20 ans...

Madame Huytebroeck

Je suis fortement déçue de l'intervention de certains alors qu'ils ont fait des études de juriste ou de droit ...

L'Echevin signale qu'il y a une étude en cours à ce sujet. J'attends donc de nouvelles informations de l'échevin.

L'affectation de ce projet est la construction d'immeubles. Il est donc impossible d'en faire un espace vert.

Le groupe sera vigilant.

Interpellant:

Huit pieux ont été plantés le long d'une maison existante, cela signifie-t-il qu'il s'agit d'un début de chantier ou pas, c'est la question qu'il faut se poser.

En fonction des dates, nous considérons que le chantier est illégal, ce chantier doit être arrêté.

De heer Mugabo:

Dankt de interveniënten.

Dit is een vrij complex dossier. We hebben reeds een ontmoeting gehad met uw buurvrouw in verband met dit dossier.

We zijn ons bewust van onze verantwoordelijkheden.

Ik ben niet zeker of iedereen het project begrijpt.

Deze SV verviel op 08/02. Er schijnen andere soorten jurisprudentie te zijn dan die, die wordt aangereikt in uw interpellatie. Ik wacht nog steeds op een analyse door de Dienst Stedenbouw en door de advocaat van de gemeente. Het is niet zo vanzelfsprekend als hoe u het zonet heeft voorgesteld.

Het belangrijkste is te weten of de werkzaamheden reeds werden aangevat.

Het lijkt erop dat dit project overgekocht werd door de Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Dit stelt tenminste in staat u gerust te stellen dat de werkzaamheden wel degelijk tot een resultaat zullen leiden. Wat de andere elementen betreft, namelijk het feit dat er een aantal overtredingen is ten aanzien van de werkzaamheden: dit wordt op dit ogenblik geanalyseerd teneinde de omvang van de eventuele overtredingen te weten te komen.

Wat de vraag van het aangeplakte papieren document betreft: dit gaat om een vooraf opgesteld

model dat niet werd geactualiseerd.

De heer Loewenstein:

Hoewel het om een gepreformateerd document gaat, is het gebruik, na 4 december 2018, van een document met de handtekening van de vorige Burgemeester een ernstige zaak. Het betreft een officieel document !

U moet niet denken aan politieke samenspanning of de macht van het geld; dat zijn verkeerde gedachten. Er bestaan regels die moeten worden nageleefd. We moeten hier steeds aandachtig voor zijn, en ik hoop dat het College zijn verbintenissen zal nakomen en zal werken met het oog op de verdediging van de belangen van de Vorstenaren.

Mevrouw Klopkowicz:

Wij denken dat er achter veel zaken geldkwesties schuilen. We bevinden ons in een systeem waar we de privébelangen en de belangen van het geld voor laten gaan op al het overige.

We zouden de werkzaamheden onmiddellijk kunnen stilleggen en het project opnieuw overdenken.

Uw beleid legt de nadruk op het klimaat, op de sociale dimensie, ...

U heeft de kans dit in daden om te zetten. We hopen dat de gemeente zich moedig zal tonen.

De heer Hacken:

Er heerst een gevoel dat men het beton beu is, de bovenmaatse projecten, de leegstaande gebouwen, ...

In Vorst wordt er veel gebouwd, maar geen sociale woningen.

Sluit deze bouwplaats, ook al is de projectontwikkelaar het er niet mee eens. Het is aan hem om te bewijzen dat hij in zijn recht is.

Het College moet zijn prioriteiten stellen.

De heer Pierre-De Permentier:

Ook ik maak me zorgen om de leegstaande woningen in deze wijk. Ik heb de indruk dat het project van de BGHM het licht niet zal zien.

Er is een tekort aan kinderdagverblijven en scholen.

We hopen op meer groene ruimten en een ruimte voor sociale woningen.

En wat de handtekening van de vorige burgemeester betreft: controleert de gemeente wel?

De heer Ghyssels:

Wat mijn handtekening op dit document betreft, kan ik niet niet reageren. Wanneer ik de andere raadsleden zo hoor, vind ik dat nogal abnormaal. Bij mijn weten dateert mijn laatste handtekening als Burgemeester van 04/12/2018, terwijl mijn handtekening op een document werd geplaatst dat van februari 2019 dateert.

De heer Mugabo wijst erop dat het om een elektronische handtekening gaat. Ik vraag dat men dit corrigeert. Ik hoop dat u oplettend zult zijn bij de volgende brieven en dat mijn handtekening niet meer op toekomstige briefwisseling zal verschijnen.

Voor de historiek van deze bouwplaats: deze plaats was al 20 jaar een stadskanker...

Mevrouw Huytebroeck:

Ik ben sterk ontgoocheld door de tussenkomst van sommigen, terwijl ze rechten of voor jurist hebben gestudeerd ...

De Schepen meldt dat op dit ogenblik een studie rond dit onderwerp wordt uitgevoerd. Ik verwacht

du nieuwe inlichtingen van de schepen.

Dit project is bestemd voor de bouw van flatgebouwen. Het is dan ook onmogelijk er een groene ruimte van te maken.

De fractie zal waakzaam blijven.

Interpellant:

Langs een bestaande woning werden er acht palen geplaatst. Betekent dit dat er werkzaamheden werden aangevat of niet, dat is de vraag die we ons moeten stellen.

Op basis van de data menen we dat deze bouwplaats onwettig is en dus stilgelegd moet worden.

2 annexes / 2 bijlagen

4 **Affaires générales - Mandats (Famille Forestoise) - Désignations.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Famille Forestoise, notamment l'article 12 ;

Considérant que la commune dispose de 8 membres au sein de l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de membres de l'AG de l'asbl Famille Forestoise : Mme Sabrina IANNAZZONE, domiciliée avenue Jupiter, 57bte5 à 1190 Forest ; Mme Espérance ZANINKA, domiciliée rue Toots Thielemans, 5 à 1190 Forest ; Mme Mariam EL HAMIDINE, domiciliée rue Henri Maubel, 80 à 1190 Forest ; Mme Anne RAKOVSKY, domiciliée rue du Monténégro, 192 à 1190 Forest ; Mme Esmeralda VAN DEN BOSCH, domiciliée avenue Van Volxem, 411 à 1190 Forest ; Mme Sophie-Charlotte CAUJET, domiciliée rue Georges Leclercq, 88 à 1190 Forest ; Mme Nathalie VANHERBERGHEN, domiciliée rue Auguste Heene, 18/bte4 à 1190 Forest ; Mme Andréa PEREZ BUITRAGO, domicilié avenue Mozart, 60 bte6 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Famille Forestoise) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Famille Forestoise, in het bijzonder artikel 12;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 8 leden binnen de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van leden van de AV van de vzw Famille Forestoise: Mevr. Sabrina IANNAZZONE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 57bus5 te 1190 Vorst; Mevr. Espérance ZANINKA, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat, 5 te 1190 Vorst; Mevr. Mariam EL HAMIDINE, gedomicilieerd Henri Maubelstraat, 80 te 1190 Vorst; Dhr./Mevr. Anne RAKOVSKY, gedomicilieerd Monténégrostraat, 192 te 1190 Vorst; Mevr. Esmeralda VAN DEN BOSCH, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 411 te 1190 Vorst; Mevr. Sophie-Charlotte CAUJET, gedomicilieerd Georges Leclercqstraat, 88 te 1190 Vorst; Mevr. Nathalie VANHERBERGHEN, gedomicilieerd Auguste Heenestraat, 18/bus4 te 1190 Vorst; Mevr. Andréa PEREZ BUITRAGO, gedomicilieerd Mozartlaan, 60 bus6 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

5 Affaires générales - Mandats (Ecole Régionale et Intercommunale de Police) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, notamment les articles 15a et 25b ;

Considérant que la commune dispose d'un représentant à l'AG et que le Bourgmestre est membre de droit du CA ;

DECIDE,

De désigner M. Stéphane ROBERTI, Bourgmestre, en qualité de représentant à l'AG de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police.

De désigner M. Stéphane ROBERTI, Bourgmestre, en qualité de membre de droit du CA de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Gewestelijke en Intercommunale Politieschool) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool, inzonderheid artikelen 15a en 25b;

Overwegende dat de gemeente beschikt over één vertegenwoordiger bij de AV en dat de Burgemesster lid van rechtswege van de RvB is;

BESLIST,

Dhr. Stéphane ROBERTI, Burgemeester, aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger bij de AV van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool.

Dhr. Stéphane ROBERTI, Burgemeester, aan te stellen in de hoedanigheid van lid van rechtswege van de RvB van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

6 Affaires générales - Mandats (Mission Locale pour l'Emploi de Forest) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Mission Locale pour l'Emploi de Forest, notamment les articles 8 et 13 ;

Considérant que la commune dispose de 6 membres au sein de l'AG, également membres du CA :

- le Bourgmestre ;
- 2 échevins ;
- 3 membres supplémentaires ;

DECIDE,

De désigner en qualité de membres de l'AG de l'asbl Mission Locale pour l'Emploi de Forest et également membres du CA :

- M. Stéphane ROBERTI, Bourgmestre ;
- M. Charles SPAPENS, Échevin ;
- Mme Mariam EL HAMIDINE, Échevine ;
- Mme Isabelle GRIPPA, domiciliée boulevard Guillaume Van Haelen, 110 à 1190 Forest ;
- Mme Michèle BOURGUET, domiciliée avenue du Globe, 53 bte29 à 1190 Forest ;
- M. Stéphane PEYCKER, domicilié chaussée d'Alseberg, 247 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Mission Locale pour l'Emploi de Forest) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Mission Locale pour l'Emploi de Forest, inzonderheid artikelen 8 en 13;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 6 leden binnen de AV, eveneens leden van de RvB:

- de Burgemeester;
- 2 Schepenen;
- 3 bijkomende leden;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van leden van de AV van de vzw Mission Locale pour l'Emploi de Forest en eveneens leden van de RvB:

- Dhr. Stéphane ROBERTI, Burgemeester;
- Dhr. Charles SPAPENS, Schepen;
- Mevr. Mariam EL HAMIDINE, Schepen;
- Mevr. Isabelle GRIPPA, gedomicilieerd Guillaume Van Haelenlaan, 110 te 1190 Vorst;
- Mevr. Michèle BOURGUET, gedomicilieerd Globelaan, 53 bus29 te 1190 Vorst;
- Dhr. Stéphane PEYCKER, gedomicilieerd Alsebergsesteenweg, 247 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

7 Affaires générales - Mandats (Agence Locale pour l'Emploi) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Agence Locale pour l'Emploi de Forest ;

Considérant que la commune dispose de 12 représentants à l'AG ;

Considérant qu'une représentation proportionnelle basée sur la clé d'Hondt priverait un groupe politique de représentation au sein de l'AG ;

Que le groupe Ecolo-Groen OU PS-SP.A, qui peut prétendre à 4 représentants, consent à céder un mandat au bénéfice du groupe CDH ;

Considérant que chaque groupe politique sera de la sorte représenté au sein de l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Agence Locale pour l'Emploi de Forest : M. Xavier BODSON, domicilié boulevard Guillaume Van Haelen, 110 à 1190 Forest ; Mme Michèle BOURGUET, domiciliée avenue du Globe, 53 bte29 à 1190 Forest ; M. Thierry LUCY, domicilié avenue Monté Carlo, 9 à 1190 Forest ; M. Mathieu DE POORTER, domicilié avenue Albert, 2 bteE8 à 1190 Forest ; Mme Bouchera BOUDIBA, domiciliée avenue Stuart Merrill, 9 à 1190 Forest ; M. Yves ROLAND, domicilié rue Henri Maubel, 35 à 1190 Forest ; Mme Iris VLODAVER, domiciliée rue de l'Escrime, 38 à 1190 Forest ; M. Mathieu SCHULTE, domicilié avenue Mozart, 16 bte6 à 1190 Forest ; M. Stéphane PEPIN, domicilié rue du Tulipier, 32 à 1190 Forest ; Mme Sabrina IANNAZZONE, domiciliée avenue Jupiter, 57bte5 à 1190 Forest ; M. Jean TSATSAKIS, domicilié avenue Van

Volxem, 140 à 1190 Forest ; Mme Espérance ZANINKA, domiciliée rue Toots Thielemans, 5 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Vorst;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 12 vertegenwoordigers bij de AV;

Overwegende dat een evenredige vertegenwoordiging gebaseerd op de D'Hondt-verdeelsleutel een fractie vertegenwoordiging binnen de AV zou ontnemen;

Dat de fractie Ecolo-Groen OF PS-SP.A, die aanspraak kan maken op 4 vertegenwoordigers, ermee instemt om een mandaat af te staan ten gunste van de fractie CDH;

Overwegende dat elke fractie zo vertegenwoordigd zal zijn binnen de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Vorst: Dhr. Xavier BODSON, gedomicilieerd Guillaume Van Haelenlaan, 110 te 1190 Vorst ; Mevr. Michèle BOURGUET, gedomicilieerd Globelaan, 53 bte29 te 1190 Vorst ; Dhr. Thierry LUCY, gedomicilieerd Monté Carlolaan, 9 te 1190 Vorst ; Dhr. Mathieu DE POORTER, gedomicilieerd Albertlaan, 2 busE8 te 1190 Vorst ; Mevr. Bouchera BOUDIBA, gedomicilieerd Stuart Merrillaan, 9 te 1190 Vorst ; Dhr. Yves ROLAND, gedomicilieerd Henri Maubellaan, 35 te 1190 Vorst ; Mevr. Iris VLODAVER, gedomicilieerd Schermkunst, 38 te 1190 Vorst ; Dhr. Mathieu SCHULTE, gedomicilieerd Mozartlaan, 16 bus6 te 1190 Vorst; Dhr. Stéphane PEPIN, gedomicilieerd Tulpenboomstraat, 32 te 1190 Vorst; Mevr. Sabrina IANNAZZONE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 57bus5 te 1190 Vorst; Dhr. Jean TSATSAKIS, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 140 te 1190 Vorst; Mevr. Espérance ZANINKA, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat, 5 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

8 Affaires générales - Mandats (Maison des Jeunes de Forest) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Maison des Jeunes de Forest ;

Considérant que la commune dispose de 10 représentants à l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Maison des Jeunes de Forest : Mme Nadia EL YOUSFI, domiciliée avenue du Globe, 55bte17 à 1190 Forest ; Mme Sabrina IANNAZZONE, domiciliée avenue Jupiter, 57bte5 à 1190 Forest ; Mme Karima AHRAS, domiciliée rue des Alliés, 133 à 1190 Forest ; Mme Bouchera BOUDIBA, domiciliée avenue Stuart Merrill, 9 à 1190 Forest ; M. Karim BENSALÉM, domicilié rue Auguste Heene, 27 bte2 à 1190 Forest ; M. David LECLERCQ, domicilié rue Jules Franqui, 26 bte2 à 1190 Forest ; M. Youssef LAKHLOUFI, domicilié avenue Minerve, 21 bte75 à 1190 Forest ; Mme Michèle AMICO, domiciliée rue du Texas, 8 à 1190 Forest ; M. Charles HINKEL, domicilié avenue Alexandre Bertrand, 35 bte4 à 1190 Forest ; M. Nabil BOUKILI, domicilié avenue Albert, 277 bte1 à 1190 Forest.

Le conseil retire le point lors de l'approbation du procès-verbal.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Jeugdhuis van Vorst) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Jeugdhuis van Vorst;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 10 vertegenwoordigers bij de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Jeugdhuis van Vorst: Mevr. Nadia EL YOUSFI, gedomicilieerd Globelaan, 55bus17 te 1190 Vorst; Mevr. Sabrina IANNAZZONE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 57bus5 te 1190 Vorst; Mevr. Karima AHRAS gedomicilieerd Bondgenotenstraat, 133 te 1190 Vorst; Mevr. Bouchera BOUDIBA, gedomicilieerd Stuart Merrillaan, 9 te 1190 Vorst; Dhr. Karim BENSALÉM, gedomicilieerd Auguste Heenestraat, 27 bus2 te 1190 Vorst; Dhr. David LECLERCQ, gedomicilieerd Jules Franquistraat, 26 bus2 te 1190 Vorst; Dhr. Youssef LAKHLOUFI, gedomicilieerd Minervalaan, 21 bus75 te 1190 Vorst; Mevr. Michèle AMICO, gedomicilieerd Texasstraat, 8 te 1190 Vorst; Dhr. Charles HINKEL, gedomicilieerd Alexandre Bertrandlaan, 35 bus4 te 1190 Vorst; Dhr. Nabil BOUKILI, gedomicilieerd Albertlaan, 277 bus1 te 1190 Vorst.

De raad haalt het punt van het proces-verbaal.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

9 **Affaires générales - Mandats (Maison de Quartier Saint-Antoine) - Désignations.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Maison de Quartier Saint-Antoine ;

Considérant que la commune dispose de 5 représentants à l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Maison de Quartier Saint-Antoine : Mme Nadia EL YOUSFI, domiciliée avenue du Globe, 55bte17 à 1190 Forest ; Mme Sabrina IANNAZZONE, domiciliée avenue Jupiter, 57bte5 à 1190 Forest ; M. Karim BENSALÉM, domicilié rue Auguste Heene, 27 bte2 à 1190 Forest ; Mme Samira BOUAÏD, domiciliée rue Berthelot, 21 à 1190 Forest ; M. Youssef LAKHLOUFI, domicilié avenue Minerve, 21 bte75 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Buurthuis Sint-Antonius) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Buurthuis Sint-Antonius;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 5 vertegenwoordigers bij de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Buurthuis Sint-Antonius: Mevr. Nadia EL YOUSFI, gedomicilieerd Globelaan, 55bus17 te 1190 Vorst; Mevr. Sabrina IANNAZZONE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 57bus5 te 1190 Vorst; Dhr. Karim BENSALÉM, gedomicilieerd Auguste Heenestraat, 27 bus2 te 1190 Vorst; Mevr. Samira BOUAÏD, gedomicilieerd Berthelotstraat, 21 te 1190 Vorst; Dhr. Youssef LAKHLOUFI, gedomicilieerd Minervalaan, 21 bus75 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

10 **Affaires générales - Mandats (Forest Centre Culturel) - Désignations.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Forest Centre Culturel ;

Considérant que la commune dispose de 18 représentants à l'AG (chambre publique), parmi lesquels le Bourgmestre ou son délégué ;

Considérant que chaque groupe politique sera représenté au sein de l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Forest Centre Culturel : M. Charles SPAPENS, échevin de la Culture ; Mme Evelyne HUYTEBROECK, domiciliée avenue Van Volxem, 171 à 1190 Forest ; Mme Marie ARENA, domiciliée avenue Kersbeek, 94 à 1190 Forest ; Mme Béatrice FILEE, domiciliée rue Alfred Orban, 6 à 1190 Forest ; Mme Nathalie DAVID, domiciliée avenue Molière, 17 à 1190 Forest ; Mme Martine DRAPS, domiciliée avenue Minerve, 15bte125 à 1190 Forest ; Mme Esmeralda VAN DEN BOSCH, domiciliée avenue Van Volxem, 411 à 1190 Forest ; M. Théodore BOERMANS, domicilié avenue Kersbeek, 64 à 1190 Forest ; Mme Maud DE RIDDER, domiciliée avenue Kersbeek, 12 à 1190 Forest ; M. Nicholas YATES, domiciliée rue des Primeurs, 50 à 1190 Forest ; M. Nicolas VAN YSENDYCK, domicilié rue Roosendaal, 226 à 1190 Forest ; M. Jean JOURDAIN, domicilié chaussée de Bruxelles, 176 à 1190 Forest ; Mme Valérie PAUWELS, domiciliée avenue Molière, 38 bte4 à 1190 Forest ; Mme Valentine ROELANTS du VIVIER, domiciliée avenue Minerve, 24 à 1190 Forest ; Mme Marie POULAERT, domiciliée rue Roodenbach, 145 à 1190 Forest ; M. Jean-Marie LEBRUN, domicilié rue Saint-Denis, 63 à 1190 Forest ; M. Simon-Marin GHYS, domicilié avenue Albert, 74 à 1190 Forest ; Mme Stéphanie KOPLOWICZ, domiciliée chaussée de Bruxelles, 305/3 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Forest Centre Culturel) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Forest Centre Culturel;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 18 vertegenwoordigers bij de AV (openbare kamer), waaronder de Burgemeester of zijn afgevaardigde;

Overwegende dat elke fractie vertegenwoordigd zal zijn binnen de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Forest Centre Culturel: Dhr. Charles SPAPENS, schepen van Cultuur; Mevr. Evelyne HUYTEBROECK, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 171 te 1190 Vorst; Mevr. Marie ARENA, gedomicilieerd Kerbeeklaan, 94 te 1190 Vorst; Mevr. Béatrice FILEE, gedomicilieerd Alfred Orbanstraat, 6 te 1190 Vorst; Mevr. Nathalie DAVID, gedomicilieerd Molierelaan, 17 te 1190 Vorst; Mevr. Martine DRAPS, gedomicilieerd Minervalaan, 15bus125 te 1190 Vorst; Mevr. Esmeralda VAN DEN BOSCH, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 411 te 1190 Vorst; Dhr. Théodore BOERMANS, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 64 te 1190 Vorst ; Mevr. Maud DE RIDDER, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 12 te 1190 Vorst; Dhr. Nicholas YATES, gedomicilieerd Vroegegroentenstraat, 50 te 1190 Vorst; Dhr. Nicolas VAN YSENDYCK, gedomicilieerd Roosendaelstraat, 226 te 1190 Vorst; Dhr. Jean JOURDAIN, gedomicilieerd Brusselsesteenweg, 176 te 1190 Vorst; Mevr. Valérie PAUWELS, gedomicilieerd Molièrelaan, 38 bus4 te 1190 Vorst; Mevr. Valentine ROELANTS du VIVIER, gedomicilieerd Minervalaan, 24 te 1190 Vorst; Mevr. Marie POULAERT, gedomicilieerd Roodenbachstraat, 145 te 1190 Vorst; Dhr. Jean-Marie LEBRUN, gedomicilieerd Sint-Denijsstraat, 63 te 1190 Vorst; Dhr. Simon-Marin GHYS, gedomicilieerd Albertlaan, 74 te 1190 Vorst; Mevr. Stéphanie KOPLOWICZ, gedomicilieerd Brusselsesteenweg, 305/3 te Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

11 Affaires générales - Mandats (Agence immobilière sociale de Forest) - Désignations - Revu.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 21 janvier 2019 désignant des représentants à l'AG de l'asbl AISF ;

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Agence immobilière sociale de Forest, notamment les articles 12 et 20 ;

Considérant que la commune dispose de 4 représentants à l'Assemblée générale, parmi lesquels l'échevin ayant le Logement dans ses attributions (membre de droit) ;

Considérant qu'il appartient à la commune de désigner un administrateur avec voix consultative, sur proposition des groupes de l'opposition ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Agence immobilière sociale de Forest :

- Mme Maud DE RIDDER, Échevine du Logement ;
- M. Denis STOKKINK, domicilié avenue des 7 Bonniers, 205 à 1190 Forest ;
- M. David LECLERCQ, domicilié rue Jules Franqui, 26 bte2 à 1190 Forest ;
- Mme Martine DRAPS, domiciliée avenue Minerve, 15bte125 à 1190 Forest.

De désigner en qualité d'administrateur avec voix consultative, sur proposition des groupes de l'opposition :

- M. Camille RONGE, domicilié avenue Victor Rousseau, 121 bte5 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Sociaal Verhuurkantoor van Vorst) - Aanstellingen - Herzien.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 21 januari 2019 herzien waarin vertegenwoordigers bij de AV van de vzw SVKV werden aangesteld;

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Sociaal Verhuurkantoor van Vorst, in het bijzonder artikelen 12 en 20;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 4 vertegenwoordigers bij de Algemene Vergadering, waaronder de schepen bevoegd voor huisvesting (lid van rechtswege);

Overwegende dat het de taak van de gemeente is om een bestuurder met raadgevende stem aan te stellen, op voorstel van de fracties van de oppositie;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Sociaal Verhuurkantoor van Vorst:

- Mevr. Maud DE RIDDER, Schepen van Huisvesting;
- Dhr. Denis STOKKINK, gedomicilieerd Zevenbunderslaan, 205 te 1190 Vorst;
- Dhr. David LECLERCQ, gedomicilieerd Jules Franquiststraat, 26 bus2 te 1190 Vorst;
- Mevr. Martine DRAPS, gedomicilieerd Minervalaan, 15bus125 te 1190 Vorst.

Op voorstel van de fracties van de oppositie, aan te stellen in de hoedanigheid van bestuurder met raadgevende stem:

- Dhr. Camille RONGE, gedomicilieerd Victor Rousseaulaan, 121 bus5 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

12 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 56, alinéa 6 du code Bruxellois du Logement ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment les articles 26 et suivants ;

Considérant que la commune dispose de 5 membres effectifs au CA, ainsi qu'un membre avec voix

consultative, issu de l'opposition ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter deux candidats membres du CA avec voix consultative, étant entendu qu'un seul de ces deux candidats sera désigné par l'AG ;

Considérant que lors de la désignation par l'AG des membres du CA avec voix consultative, priorité sera donnée aux groupes qui ne sont représentés dans aucun des Collèges des bourgmestre et échevins des deux communes concernées ;

Que constituent l'opposition : les groupes MR, DÉFI, PTB*PVDA et CDH à Forest et les groupes MR et PTB*PVDA à Saint-Gilles ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE,

De désigner en qualité de candidats administrateurs du Foyer du Sud :

- Mme Maud De Ridder, domiciliée avenue Kersbeek, 12 à 1190 Forest.
- M. Nicolas Lonfils, domicilié rue Toots Thielemans, 42 à 1190 Forest.
- Mme Véronique Laurent, domiciliée avenue Kersbeek, 253 à 1190 Forest.
- Mme Martine Draps, domiciliée avenue Minerve, 15bte125 à 1190 Forest.
- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.

De désigner, sur proposition des groupes de l'opposition, en qualité de candidats administrateurs avec voix consultative du Foyer du Sud :

- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.
- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.

Le point est reporté.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 56, 6e lid van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder artikelen 26 en volgenden;

Overwegende dat de gemeente er beschikt over 5 effectieve leden bij de RvB, alsook over een lid met raadgevende stem, afkomstig uit de oppositie;

Overwegende dat het aangewezen is twee kandidaat-leden van de RvB met raadgevende stem voor te dragen, wetende dat er slechts één van deze twee kandidaten aangesteld zal worden door de AV;

Overwegende dat bij de aanstelling door de AV van de leden van de RvB met raadgevende stem voorrang gegeven zal worden aan de fracties die in geen enkel van de Colleges van burgemeester en schepenen van de twee betrokken gemeenten vertegenwoordigd zijn;

Dat de volgende fracties de oppositie vormen: de fracties MR, DéFI, PTB*PVDA en CDH in Vorst en de fracties MR en PTB*PVDA in Sint-Gillis;

Overwegende dat de leden van de Raad van bestuur benoemd en afgezet worden door de Algemene vergadering;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders van de Zuiderhaard:

- Mevr. Maud De Ridder, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 12 te 1190 Vorst.
- Dhr. Nicolas Lonfils, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat, 42 te 1190 Vorst.
- Mevr. Véronique Laurent, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 253 te 1190 Vorst.
- Mevr. Martine Draps, gedomicilieerd Minervalaan, 15bus125 te 1190 Vorst.
- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.

Op voorstel van de fracties van de oppositie, aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders met raadgevende stem van de Zuiderhaard:

- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.
- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.

Het punt wordt verdaagd.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene zaken

13 Affaires générales - Mandats (Intercommunale de Crémation) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de la SCRL Intercommunale de Crémation ;

Considérant que la commune dispose d'un délégué au sein de l'AG de l'Intercommunale de Crémation ;

DECIDE,

De désigner Monsieur Denis STOKKINK, membre du Conseil communal, domicilié avenue des Sept Bonniers, 205 à 1190 Forest, en qualité de délégué à l'AG de l'Intercommunale de Crémation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Intercommunale voor Crematie) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de CVBA Intercommunale voor Crematie;

Overwegende dat de gemeente beschikt over een afgevaardigde binnen de AV van de Intercommunale voor Crematie;

BESLIST,

Dhr. Denis STOKKINK, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Zevenbunderslaan, 205 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van de Intercommunale voor Crematie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

14 **Affaires générales - Mandats (Brulabo) - Désignations.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de la SCRL Brulabo, notamment l'article 12 ;

Considérant que chaque commune associée dispose d'un délégué au sein de l'AG de Brulabo ;

Considérant qu'aucune procuration n'est prévue au sein de l'AG, mais qu'il est permis de désigner un ou plusieurs délégués suppléants ;

DECIDE,

De désigner M. Ahmed OUARTASSI, Echevin, en qualité de délégué effectif à l'AG de Brulabo.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Brulabo) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de CVBA Brulabo, in het bijzonder artikel 12;

Overwegende dat elke geassocieerde gemeente over een afgevaardigde binnen de AV van Brulabo beschikt;

Overwegende dat er binnen de AV geen enkele volmacht voorzien is, maar dat het toegestaan is één of meerdere plaatsvervangende afgevaardigden aan te stellen;

BESLIST,

Dhr. Ahmed OUARTASSI, Schepen, aan te stellen in de hoedanigheid van gewone afgevaardigde bij de AV van Brulabo.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

15 Affaires générales - Mandats (Vivaqua) - Désignations.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 7 février 2019 désignant Monsieur Denis STOKKINK, membre du Conseil communal, domicilié avenue des Sept Bonniers 205 à 1190 Forest, en qualité de délégué unique de la commune lors de l'Assemblée générale extraordinaire de Vivaqua du 20 février 2019 et en qualité de candidat administrateur de Vivaqua, ce pour une durée de 6 ans ;

Vu l'article 20 des nouveaux statuts de Vivaqua, qui dispose que "*Chaque commune associée est représentée à l'Assemblée générale à raison de 2 délégués par commune de moins de septante mille habitants [...]*" ;

Vu l'article 26 des nouveaux statuts de Vivaqua, qui prévoit que "*Les autres communes associées faisant partie de la Région de Bruxelles-Capitale sont représentées dans le Conseil d'administration par un administrateur chacune, présenté par lesdites communes*" ;

DECIDE,

De désigner M. Denis STOKKINK, membre du Conseil communal, domicilié avenue des Sept Bonniers 205 à 1190 Forest , en qualité de délégué à l'AG et en qualité de candidat administrateur de Vivaqua pour exercer le mandat réservé à la commune pour une durée de 6 ans.

De désigner M. Alain MUGABO, Echevin, en qualité de second délégué à l'AG de Vivaqua, ce pour une durée de 6 ans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Vivaqua) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College dd. 7 februari 2019 waarin de heer Denis STOKKINK, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Zeven Bunderslaan 205 te 1190 Vorst, werd aangesteld in de hoedanigheid van enige afgevaardigde tijdens de buitengewone AV van Vivaqua van 20 februari 2019 en in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurder van Vivaqua, voor een looptijd van 6 jaar;

Gelet op artikel 20 van de statuten van Vivaqua, dat bepaalt dat "*Elke geassocieerde gemeente wordt in de Algemene vergadering vertegenwoordigd door twee afgevaardigden per gemeente van minder dan zeventigduizend inwoners [...]*";

Gelet op artikel 26 van de statuten van Vivaqua, dat voorziet dat "*De andere geassocieerde gemeenten die deel uitmaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden in de Raad van bestuur vertegenwoordigd door één bestuurder per gemeente, voorgedragen door de betrokken gemeenten*";

BESLIST

De heer Denis STOKKINK, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Zeven Bunderslaan 205 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van Vivaqua en in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurder van Vivaqua om het mandaat voorbehouden aan de gemeente uit te oefenen voor een looptijd van 6 jaar.

Dhr. Alain MUGABO, Schepen, aan te stellen in de hoedanigheid van tweede afgevaardigde bij de AV van Vivaqua, voor een looptijd van 6 jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

16 Affaires générales - Mandats (Sibelga-Interfin) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts des SCRL Sibelga-Interfin ;

Considérant que Monsieur Rachid Barghouti, membre du CA de Sibelga-Interfin, n'a pas été réélu à la suite des élections communales du 14 octobre 2018 ;

Qu'il convient dès lors de le remplacer par un nouvel administrateur qui achèvera son mandat jusqu'à la prochaine AG de Sibelga-Interfin ;

Considérant que les statuts des SCRL prévoient un renouvellement complet de leur CA lors de l'AG de Sibelga-Interfin (juin 2019) ;

DECIDE,

De désigner Mme Caroline DUPONT, membre du Conseil communal, domiciliée rue Jean-Baptiste Baeck, 5 à 1190 Forest, en qualité de candidat administrateur des SCRL Sibelga-Interfin pour achever le mandat devenu vacant réservé à la commune, ce jusqu'à leur prochaine AG (juin 2019) et ensuite en

qualité de candidat administrateur de Sibelga-Interfin pour exercer le mandat réservé à la commune pour une durée de 6 ans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Sibelga-Interfin) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de CVBA's Sibelga-Interfin;

Overwegende dat de heer Rachid Barghouti, lid van de RvB van Sibelga-Interfin, niet herverkozen werd volgend op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018;

Dat het bijgevolg aangewezen is hem te vervangen door een nieuwe bestuurder die zijn mandaat zal afmaken tot aan de volgende AV van Sibelga-Interfin;

Overwegende dat de statuten van de CVBA's een volledige hernieuwing van hun RvB voorzien tijdens de AV van Sibelga-Interfin (juni 2019);

BESLIST,

Mevr. Caroline DUPONT, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Jean-Baptiste Baeckstraat, 5 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurder van de CVBA's Sibelga-Interfin om het vacant geworden mandaat voorbehouden aan de gemeente af te maken, en dit tot hun volgende AV (juni 2019) en vervolgens in de hoedanigheid van kandidaat-bestuurder van Sibelga-Interfin om het mandaat voorbehouden aan de gemeente uit te oefenen voor een looptijd van 6 jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

17 Affaires générales - Délégation en matière de personnel.

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 6 février 2007 donnant délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour les recrutements, les licenciements et les démissions d'agents contractuels ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que cette délégation a pour effet de faciliter la gestion quotidienne de l'administration ;

DECIDE,

De donner délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour :

- L'engagement et la fin de contrat des agents contractuels de tous niveaux ;
- L'admission au stage, la nomination et la promotion des agents communaux jusqu'au niveau B.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 23 votes positifs, 9 votes négatifs, 4 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Abstentions : Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude.

Algemene zaken - Delegatie op het gebied van personeel.

DE RAAD,

Zijn beraadslaging van 6 februari 2007 herzien waarin de bevoegdheid voor de aanwerving, het ontslag en de ontslagneming van de contractuele agenten aan het College van Burgemeester en Schepenen werd opgedragen;

Gelet op artikel 149 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat deze delegatie tot gevolg heeft het dagelijks beheer van de administratie te vergemakkelijken;

BESLIST,

Aan het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid op te dragen:

- tot het aanwerven en beëindigen van het contract van de contractuele agenten van alle niveaus;
- tot het toelaten tot stage, het benoemen en het bevorderen van ambtenaren tot niveau B.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 23 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Onthoudingen : Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude.

Monsieur Van Vlasselaer :

Quelle est la situation antérieure ? Quelles modifications ?

Madame Moens :

La délégation existe actuellement pour les agents contractuels

Nous avons rajouté la mise en stage jusqu'au niveau B.

Monsieur Van Vlasselaer :

Si la délégation est accordée par le conseil est ce qu'on aura un rapport régulier sur la situation?

Monsieur Roberti :

Les PV du collègue sont envoyés au chefs de groupe donc vous y avez accès, nous enverrons aussi aux membres du conseil. Aucun problème de le faire de manière régulière un état de la situation, à

raison de 1/2/3/4 x par an.

Monsieur Van Vlasselaer :

Quelle garantie avons-nous sur le respect du cadre ?

Monsieur Ghysse :

Mr Van Vlasselaer connaît la réponse, vous ne devez pas demander ça au Collège si vous connaissez déjà la réponse.

Le Collège fera de son mieux avec les moyens dont il dispose.

Monsieur Roberti :

Il y a un principe de réalité, il y a des fonctions qui ne sont pas inscrites au cadre. La volonté du Collège est de faire les choses correctement.

Monsieur Van Vlasselaer :

En ajoutant les engagements des statutaires jusqu'au niveau B on ne suit pas la Loi.

Monsieur Roberti :

C'est une proposition faite par l'administration, si elle n'est pas conforme ...

Monsieur Loewenstein :

Vu que le conseil perd un contrôle par rapport aux nominations, c'est une dépossession du pouvoir des conseillers et cela empêche le contrôle effectif.

C'est plus facile pour les services de passer par le Collège, mais le conseil est censé avoir un contrôle sur le personnel. Nous voterons donc contre.

Monsieur Hacken :

Si il y a un rapport comme le Bourgmestre le dit, il faudrait le rajouter au point.

Je voudrais un rapport de manière annuelle ans le cadre d'un huis-clos.

De heer Van Vlasselaer:

Hoe zag de situatie er voordien uit? Welke wijzigingen?

Mevrouw Moens:

Op dit ogenblik bestaat de overdracht voor contractuelen.

Hier hebben we de benoeming in stage tot niveau B aan toegevoegd.

De heer Van Vlasselaer:

Indien de overdracht door de Raad wordt toegekend, zullen we dan regelmatig een verslag over de situatie ontvangen?

De heer Roberti:

De pv's van het College worden doorgestuurd aan de fractieleiders; u zult er dus toegang toe hebben. We zullen ze ook aan de leden van de Raad overmaken. Het is geen probleem om regelmatig een overzicht van de situatie te geven, naar rato van 1/2/3/4 x per jaar.

De heer Van Vlasselaer:

Welke waarborgen hebben we voor wat betreft de naleving van het kader?

De heer Ghyssels:

De heer Van Vlasselaer kent het antwoord. U moet dit niet aan het College vragen indien u het antwoord al kent.

Het College zal zijn best doen met de middelen waar het over beschikt.

De heer Roberti:

Er bestaat een realiteitsbeginsel; er zijn functies die niet in het kader opgenomen werden. De wens van het College is om de zaken correct te doen.

De heer Van Vlasselaer:

Door de aanwervingen van statutairen tot en met niveau B toe te voegen, volgen we de Wet niet.

De heer Roberti:

Dit is een voorstel dat gedaan werd door het bestuur, indien het niet conform is ...

De heer Loewenstein:

Aangezien de Raad een controle verliest op het vlak van de benoeming, betekent dit dat de raadsleden van hun macht worden beroofd en dit verhindert de effectieve controle.

Voor de diensten is het gemakkelijker via het College te gaan, maar de Raad wordt verondersteld een controle te hebben op het personeel. Wij zullen dus tegenstemmen.

De heer Hacken:

Indien er een verslag is, zoals de Burgemeester zegt, moet dit aan het punt worden toegevoegd. Ik zou een jaarlijks verslag willen, in besloten vergadering.

18 Affaires générales - Mandats (Brulocalis) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Brulocalis, notamment l'article 15 ;

Considérant que chaque commune associée dispose d'au moins un membre au sein de l'AG et du CA de Brulocalis ;

DECIDE,

De désigner Mme Esmeralda Van Den Bosch, membre du Conseil communal, domiciliée avenue Van Volxem, 411/3D à 1190 Forest, en qualité de membre de l'AG et du CA de Brulocalis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Brulocalis) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Brulocalis, inzonderheid artikel 15;

Overwegende dat elke geassocieerde gemeente beschikt over ten minste een lid binnen de AV en de RvB van Brulocalis;

BESLIST,

Mevr. Esmeralda Van Den Bosch, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 411/3D te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van lid van de AV en van de RvB van Brulocalis.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

19 Affaires générales - Mandats (Citydev) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'organisme public Citydev, notamment l'article 6 ;

Considérant que chaque commune associée dispose d'au moins un délégué au sein de l'AG de Citydev ;

DECIDE,

De désigner M. Charles Spapens domicilié avenue Van Volxem, 385/V16 à 1190 Forest, en qualité de délégué à l'AG de Citydev.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Citydev) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de statuten van de publiekrechtelijke instelling Citydev, in het bijzonder artikel 6;

Overwegende dat elke geassocieerde gemeente beschikt over ten minste een afgevaardigde binnen de AV van Citydev;

BESLIST,

Dhr. Charles Spapens, gedomicilieerd Van Volxemlaan, 280 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van Citydev.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

20 **Affaires générales - Mandats (Institut Decroly) - Désignations.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Institut Decroly, notamment les articles 6 et 26 ;

Considérant la commune dispose de 4 représentants au sein de l'AG et du CA, parmi lesquels l'Échevine de l'Enseignement, membre de droit ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG et membres du CA de l'asbl Institut Decroly :

- Mme Mariam EL HAMIDINE, membre du Conseil communal, domiciliée rue Henri Maubel, 80 à 1190 Forest ;
- Mme Séverine DE LAVELEYE, membre du Conseil communal, domiciliée rue des Primeurs, 50 à 1190 Forest ;
- Mme Caroline DUPONT, membre du Conseil communal, domiciliée rue Jean Baptiste Baeck, 5 à 1190 Forest.

De désigner Mme Maud DE RIDDER, Échevine de l'Enseignement, en qualité de membre de droit du CA de l'asbl Institut Decroly.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Institut Decroly) - Aanstellingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Institut Decroly, in het bijzonder artikelen 6 en 26;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 4 vertegenwoordigers binnen de AV en de RvB, waaronder de Schepen van Onderwijs, lid van rechtswege;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV en leden van de RvB van de vzw Institut Decroly:

- Mevr. Mariam EL HAMIDINE, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Henri Maubelstraat, 80 te 1190 Vorst;
- Mevr. Séverine DE LAVELEYE, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Vroege Groentenlaan, 50 te 1190 Vorst;
- Mevr. Caroline DUPONT, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Jean-Baptiste Baeckstraat, 5 te 1190 Vorst.

Mevr. Maud DE RIDDER, Schepen van Onderwijs aan te stellen in de hoedanigheid van lid van rechtswege van de RvB van de vzw Institut Decroly.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

21 **Affaires générales - Délégation en matière de marchés publics.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 4 juillet 2017 déléguant certaines compétences au Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de marchés publics ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et suivants ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant que cette délégation a pour effet de faciliter la prise de décision, en particulier pour toute une série de marchés publics pour lesquels un besoin de célérité se fera sentir, alors même que le Conseil ne se réunit en général qu'une fois par mois, avec des ordres du jour de plus en plus denses et complexes ;

DÉCIDE,

De déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour ce qui concerne le budget ordinaire ;

De déléguer ces mêmes pouvoirs au collège des bourgmestre et échevins pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu, sauf en ce qui concerne les décisions d'attributions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Algemene zaken - Delegatie inzake overheidsopdrachten.

DE RAAD,

Zijn beraadslaging van 4 juli 2017 herzien waarin bepaalde bevoegdheden inzake overheidsopdrachten aan het College van Burgemeester en Schepenen werden overgedragen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat deze delegatie als doel heeft de besluitvorming te vergemakkelijken, in het bijzonder voor een hele reeks overheidsopdrachten die een snelle behandeling vergen, terwijl de gemeenteraad doorgaans slechts één maal per maand vergadert, met een agenda die steeds voller staat en almaar complexer wordt;

BESLIST,

Zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen aan het College van Burgemeester en Schepenen over te dragen voor wat betreft de gewone begroting.

Deze zelfde bevoegdheden over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor de opdrachten op grond van een afgesloten raamovereenkomst, behalve wat betreft de gunningen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Monsieur Van Vlasselaer :

La situation est-elle identique à la décision antérieure ?

Madame Moens :

Auparavant on délégait uniquement les marches au budget ordinaire. On a rajouté les concessions de marché publics.

Monsieur Loewenstein :

Les attributions continuent à passer au Conseil ?

Madame Moens :

Oui.

De heer Van Vlasselaer:

Is de situatie identiek aan de eerdere beslissing?

Mevrouw Moens:

Vroeger delegeerden we enkel de opdrachten van de gewone begroting. We hebben de concessies voor overheidsopdrachten toegevoegd.

De heer Loewenstein:

Blijven de toewijzingen via de Raad verlopen?

Mevrouw Moens:

Ja.

Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 22 **Revitalisation des quartiers – Litige entre la commune de Forest et la Société Anonyme Entreprise Générale M & M Sitty – Marché « Rue de la Station, 17 - Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + Crèche communale » – Transaction.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 4 octobre 2010 relative à l'attribution du marché "Rue de la Station, 17 - Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + Crèche communale" à M&M SITY s.a., route de Beaumont 150-152 à 6030 Marchienne-au-Pont pour le montant d'offre contrôlé de 2.485.986,18 € HTVA ou 3.008.043,28 €, 21% TVAC ;

Vu le litige entre la Commune de Forest et la société M&M Sitty sur certains points relatifs à la construction du bâtiment sis rue de la station 17 ;

Vu la citation signifiée le 4 décembre 2015 dans laquelle la SA M&M Sitty a assigné la Commune de Forest devant le tribunal des céans ;

Vu le jugement rendu, contradictoirement le 15/09/2017 par la quatrième chambre du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles (Numéro de rôle 2017/22155) ;

Vu la décision prise par le Collège échevinal du 30 août 2018 dans ce dossier ;

Vu la décision du Conseil Communal du 04/09/2018 d'acquiescer du jugement du 15 septembre 2017

de la 4^{ème} chambre du tribunal de première instance francophone de Bruxelles rendu dans l'affaire qui oppose la commune de Forest et la Société Anonyme Entreprise Générale M & M Sitty (Numéro de rôle 2017/22155) ;

Considérant que lors du jugement du 15.09.2017 il a été décidé que certains points soient confiés à une mission d'expertise à Monsieur Luc DECELLE ;

Considérant que ce dernier, après avoir réuni une seule fois les parties le 07.11.2017 et communiqué le 31.12.2017 le procès-verbal de la réunion, n'a plus jamais donné signe de vie ;

Considérant que par suite, les parties ont négocié entre elles et ont transigé (transaction faisant l'objet d'une convention), en manière telle que la cause les ayant opposées peut être déclarée sans objet auprès de la 4^{ème} chambre du tribunal de première instance francophone de Bruxelles ;

Considérant que cette transaction règle définitivement et irrévocablement les droits des parties dans le cadre du marché public litigieux, et ce tant pour les problématiques déferées au Tribunal de Première Instance Francophone de Bruxelles que pour les autres (telles la problématique des châssis et des ouvrants de type porte-fenêtre), présentes ou futures ;

Considérant que le décompte se présente dès lors comme suit :

- Intérêts sur le principal de 2.565,00 € (décompte 37):	661,24€
- Intérêts sur les états 9 à 22 :	12.161,10€
- Décompte 32 :	19.131,83€
- Frais de citation (50%) :	207,34 €
Total :	32.161,51 €

DECIDE :

(sous réserve d'approbation du budget 2019 par l'autorité supérieure)

De conclure une transaction avec la société M&M Sitty SA afin de régler définitivement et irrévocablement les droits des parties dans le cadre du marché public litigieux, et ce tant pour les problématiques déferées au Tribunal de Première Instance Francophone de Bruxelles que pour les autres (telles la problématique des châssis et des ouvrants de type porte-fenêtre), présentes ou futures ;

D'approuver à cet effet les termes de la convention ci-annexée;

En conséquence de verser la somme au paiement de laquelle la commune de Forest a négocié la transaction à savoir 32.161,51 €

De payer la somme énumérée sur le compte tiers BE95 2400 3847 5658 – GEBABEBB ;

D'imputer les dépenses suivantes aux articles extraordinaires et ordinaires du budget 2019 (les articles feront l'objet d'un ajustement interne afin de permettre ces imputations) :

Pour le décompte 32 - TTVAC **19.131,83€** à l'article 9301/722-60/45 du budget 2019 ;

Pour les Intérêts du décompte 37 (recalculés) 14/09/2015 au 14/09/2018 = **661,24€** à l'article 000/215-01/13 « intérêts moratoires, de retard et assimilés »;

Pour les intérêts sur les états 9 à 22 **12.161,10€** à l'article 000/215-01/13 « intérêts moratoires, de retard et assimilés »;

Pour les frais de citation (50%) : **207,34 €** à l'article 9301/123-15/45 « frais de procédure et

de poursuite ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Geschil tussen de gemeente Vorst en de Naamloze Vennootschap Entreprise Générale M & M Sitty – Opdracht “Stationstraat, 17 - Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerde antenne ACTIRIS + Gemeentelijk kinderdagverblijf” – Dading.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 oktober 2010 betreffende de gunning van de opdracht "Stationstraat, 17 - Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerde antenne ACTIRIS + Gemeentelijk kinderdagverblijf" aan M&M SITY n.v., route de Beaumont 150-152 te 6030 Marchienne-au-Pont voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.485.986,18 € excl. BTW of 3.008.043,28 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op het geschil tussen de Gemeente Vorst en de vennootschap M&M Sitty over bepaalde punten met betrekking tot de bouw van het pand gelegen Stationstraat 17;

Gelet op de dagvaarding betekend op 4 december 2015, waarin de NV M&M Sitty de Gemeente Vorst heeft gedagvaard voor de onderhavige rechtbank;

Gelet op het tegensprekelijke vonnis van 15/09/2017 door de vierde kamer van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel (Rolnummer 2017/22155);

Gelet op de beslissing van het Schepencollege 30 augustus 2018 inzake dit dossier;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 04/09/2018 om in te stemmen met het vonnis van 15 september 2017 van de 4^e kamer van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel in de zaak die de Gemeente Vorst en de Naamloze Vennootschap Entreprise Générale M & M Sitty tegenover elkaar stelt (Rolnummer 2017/22155);

Overwegende dat bij het vonnis van 15.09.2017 beslist werd dat bepaalde punten toevertrouwd zouden worden aan een expertiseopdracht door de heer Luc DECELLE;

Overwegende dat deze laatste, nadat hij een enkele keer de partijen heeft samengebracht op 07.11.2017 en op 31.12.2017 het proces-verbaal van de vergadering heeft meegedeeld, nooit meer een teken van leven heeft gegeven;

Overwegende dat de partijen vervolgens onderling hebben onderhandeld en tot een vergelijk zijn gekomen (dading die het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst), zodat de zaak die hen tegenover elkaar stelde zonder voorwerp kan worden verklaard bij de 4^e kamer van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel;

Overwegende dat deze dading de rechten van de partijen in het kader van de omstreden overheidsopdracht definitief en onherroepelijk regelt, en dit zowel voor de problematieken gebracht voor de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel als voor de andere huidige of

toekomstige problemen (zoals die inzake de ramen en de vleugels van het type glasdeur);

Overwegende dat de afrekening er dus als volgt uitziet:

- Interests op het hoofdbedrag van 2.565,00 € (afrekening 37):	661,24€
- Interests op de staten 9 tot 22:	12.161,10€
- Afrekening 32:	19.131,83€
- Dagvaardingskosten (50%):	207,34€
Totaal:	32.161,51€

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2019 door de hogere overheid)

Een dading af te sluiten met de vennootschap M&M Sitty SA om de rechten van de partijen in het kader van de omstreden overheidsopdracht definitief en onherroepelijk te regelen, en dit zowel voor de problematieken gebracht voor de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel als voor de andere huidige of toekomstige problemen (zoals die inzake de ramen en de vleugels van het type glasdeur);

Met het oog hierop de voorwaarden van de overeenkomst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

Bijgevolg het bedrag te storten dat de gemeente Vorst in de dading onderhandeld heeft namelijk 32.161,51 €;

Het genoemde bedrag te betalen op de derdenrekening BE95 2400 3847 5658 – GEBABEBB;

De volgende uitgaven aan te rekenen op de artikelen van de gewone en de buitengewone dienst van de begroting 2019 (de artikelen zullen het voorwerp uitmaken van een interne aanpassing om deze aanrekeningen mogelijk te maken):

Voor afrekening 32 - BTW inbegrepen **19.131,83€** op artikel 9301/722-60/45 van de begroting 2019;

Voor de interests van afrekening 37 (herberekend) 14/09/2015 tot 14/09/2018 = **661,24€** op artikel 000/215-01/13 “achterstalligheids-, verwijl- en gelijkaardige interests”;

Voor de interests op de staten 9 tot 22 **12.161,10€** op artikel 000/215-01/13 “achterstalligheids-, verwijl- en gelijkaardige interests”;

Voor de dagvaardingskosten (50%): **207,34€** op artikel 9301/123-15/45 “rechtsplegings- en vervolgingskosten”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Madame Koplowicz :

Je demande des éclaircissements car je pense que la société qui s’occupe des blocs jaunes est la même qui s’occupe des travaux pour Saint-Gilles où cela c’était mal passé ? Y a-t-il un lien ?

Monsieur Spapens :

Il s'agit d'un bâtiment au bout de la rue de la Station.

On parle de la maison de l'emploi, dans lequel il y a une crèche et Actiris.

Dans la construction de ce bâtiment il y a eu des problèmes à cause de châssis et parois vitrées. Il y a 2-3 ans une paroi est tombée dans la crèche. On a attaqué la firme pour cela. Il y a aussi eu un problème de chaufferie.

Un accord a été obtenu par compromis, nous sommes arrivés à ne pas devoir tout leur payer.

Le marché des blocs jaunes est géré par le foyer du sud.

Le plus affolant c'est qu'on se retrouve systématiquement dans les marchés de constructions avec des entrepreneurs qui font payer particulièrement bas pour les contrats de quartier. On se retrouve toujours avec des avocats.

Mevrouw Koplowicz:

Ik wens verduidelijkingen, aangezien ik denk dat de maatschappij die instaat voor de gele blokken dezelfde is als die, die instaat voor de werkzaamheden voor Sint-Gillis, waar dit slecht is verlopen. Is er een verband?

De heer Spapens:

Het betreft een gebouw aan het uiteinde van de Stationstraat.

We hebben het over het Jobhuis, waar zich een kinderdagverblijf en Actiris in bevinden.

Bij de bouw van dit gebouw waren er problemen door de raamwerken en de glazen wanden. 2-3 jaar geleden is er in het kinderdagverblijf een wand omgevallen. We hebben de firma hiervoor voor de rechter gesleept. Ook was er een probleem in het stooklokaal.

We hebben een compromis bereikt, waardoor we hun niet alles hoeven uit te betalen.

De opdracht voor de gele blokken wordt beheerd door de Zuiderhaard.

Het meest ontstellende is dat we bij opdrachten voor bouwwerken stelselmatig te maken hebben met aannemers die bijzonder lage prijzen vragen voor de wijkcontracten. We moeten altijd een beroep doen op advocaten.

2 annexes / 2 bijlagen

Cédric Pierre entre en séance / treedt in zitting.

Nadia El Yousfi quitte la séance / verlaat de zitting.

-
- 23 **Logement - Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération D.1.3 « Logements accessibles, 74 rue de Belgrade » – Marché de services – Mission d'auteur de projet relative à la « rue de Belgrade 74 : rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements » – Approbation des conditions et du mode de passation du marché , de l'Avis de marché et du Cahier Spécial des Charges.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 Avril 2018 :

- *De prendre acte des avis exprimés par la Commission de concertation du 13 mars 2018 ;*
- *D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;*
- *D'adopter le Rapport d'Incidence Environnementale relatif au programme du CQD Wiels-sur-Senne ;*
- *De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;*
- *De solliciter les subventions de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en œuvre du programme du CQD Wiels-sur-Senne;*
- *De marquer son accord sur la participation financière de la Commune telle que reprise au dossier de base.*

Vu la décision du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW en sa séance du 5 juillet 2018 ;

Vu l'Arrêté du 4 février 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi et les règles de procédures applicables à la SLRB, aux SISP, communes et CPAS, et propres au financement des projets d'acquisition, d'expropriation, de réhabilitation, de démolition et de reconstruction d'immeubles ;

Vu le courrier de la SLRB adressé à la Commune de Forest le 26 juillet 2016 l'informant que le Conseil d'Administration de la SLRB, en sa séance du 18 juillet 2016, a approuvé la demande de subside de la Commune de Forest pour un montant de 1.119.214,03 euros TVAC ;

Vu la décision du conseil du 13 septembre 2016 :

- *D'approuver l'acquisition de l'immeuble sis rue de Belgrade 74, pour cause d'utilité publique, en vue de le rénover et le transformer pour créer environ 14 logements moyens, sous réserve de l'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale sur la demande de la Commune de Forest en vue de faire subsidier l'opération dans le cadre de l'appel à projets de l'Alliance Habitat 2016 ;*
- *D'approuver le montant de l'acquisition à 1.175.000 euros augmenté d'une estimation de tous les frais inhérents à cette acquisition estimé à 45.000 euros, soit un montant total de 1.220.000 euros;*
- *D'imputer la dépense à l'article 922/712-60 39 du service extraordinaire du budget 2016 ;*
- *De financer la dépense par la subvention régionale Alliance habitat à concurrence de 1.119.214,03 euros ;*
- *De financer le solde par emprunt à concurrence de 100.785,97 euros.*

Vu la décision du conseil du 28 mars 2017 :

- *D'approuver le montant total de l'acquisition de l'immeuble rue de Belgrade 74 à 1.178.310,72 euros;*
- *De financer la dépense par la subvention régionale Alliance habitat à concurrence de 348.072,99 euros;*

- *D'inscrire la recette à l'article 922/663-51 du service extraordinaire du budget 2016;*
- *De financer le solde par le prêt que la SLRB octroie à la Commune à concurrence de 830.237,73 euros remboursable en 30 ans au taux d'intérêt fixe de 1,425% ;*
- *D'inscrire la recette à l'article 922/961-51 du service extraordinaire du budget 2016 ;*
- *D'inscrire l'annuité s'élevant à 34 722,84 annuellement aux articles 922/211-01 et 922/911-01 des exercices concernés;*

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, §1er, 1° b) « (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes » ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu le courrier de la SLRB adressé à la Commune de Forest le 21 décembre 2018 l'informant que le Conseil d'Administration de la SLRB, en sa séance du 20 décembre 2018, a approuvé la demande de la Commune de Forest, de garder la maîtrise de l'ouvrage du projet « Belgrade 74 », sous réserve de l'approbation du Gouvernement et a approuvé l'octroi d'un délai supplémentaire jusqu'au 30 septembre 2022 pour commencer les travaux, délai correspondant à celui du Contrat de quartier Wiels-sur-Senne dans lequel le projet Belgrade s'inscrit et ce, sous réserve d'approbation du gouvernement;

Considérant que le projet de rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements assimilés au social, concerne l'opération D.1.3 « Logements accessibles, 74 rue de Belgrade » du programme du Contrat Quartier Durable Wiels-sur-Senne;

Considérant que l'inscription du projet dans le programme Contrat de quartier Wiels-sur-Senne ne permet plus la création de logements moyens mais bien de logement assimilés au social;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché et de sa nature, il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation, conformément à l'article 38, §1er, 1° b) de la loi du 17 juin 2016 « (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes »;

Considérant que la deuxième phase de la procédure (dépôt et défense orale des offres) seront encadrées par un Comité d'Avis qui apportera rigueur et professionnalisme, transparence et égalité au traitement des candidatures et des offres;

Considérant que la deuxième phase de la présente procédure comprend entre autre l'élaboration d'une esquisse et que ces propositions nécessiteront des arbitrages qui ne pourront raisonnablement être faits sans dialogue avec le pouvoir adjudicateur;

Considérant que le pouvoir adjudicateur souhaite se réserver le droit d'initier ce dialogue en amont de l'attribution du marché et que seule la procédure négociée offre cette possibilité;

Considérant que l'estimation du marché dépasse le seuil d'application de la publicité européenne et que l'Avis de Marché sera dès lors publié au bulletin des adjudications du Moniteur belge ainsi qu'au Journal officiel de l'Union Européenne;

Considérant l'avis de marché joint en annexe, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et le Service Logement, ayant pour objet un : Appel à demande de participation - Mission d'auteur de projet relative à la « rue de Belgrade 74 : rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements »;

Considérant le Cahier Spécial des Charges joint en annexe, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et le Service Logement, ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la « rue de Belgrade 74 : rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements »;

Considérant que le montant estimé pour le présent marché s'élève à 290.016,00 euros hors TVA, 350.919,36 euros 21% TVA comprise;

Considérant qu'un montant de 29.001,60 euros hors TVA, soit 35.091,94 euros TVA comprise, équivalant à 10% de l'estimation du présent marché, est également prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus;

Considérant que le montant total estimé pour cette mission est de 319.017,06 euros hors TVA (révisions des prix et imprévus compris), soit 386.011,30 euros TVA comprise;

Considérant que le montant nécessaire à la désignation de l'auteur de projet pour la tranche ferme est inscrit à l'article 9308/722-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019;

Considérant que cette dépense sera financée à hauteur de 33%, par le subsidie Alliance Habitat, inscrit à l'article des recettes 9308/722-60/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune ;

Considérant qu'entre trois et cinq candidats seront sélectionnés au terme de la première phase du marché et seront invités à remettre offre pour la deuxième phase;

Considérant que conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme, ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attributions, se verra proposer une indemnité forfaitaire de 5.000,00 euros ;

Considérant que s'agissant d'une indemnité, le régime de la T.V.A. n'est pas d'application;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du

budget 2019;

DECIDE,

D'approuver le projet de rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau rue de Belgrade 74 en immeuble de logements assimilés au social ;

De choisir la procédure concurrentielle avec négociation comme mode de passation du marché et de soumettre l'avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne ;

D'approuver l'avis de marché ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la « rue de Belgrade 74 : rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements » ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure et les conditions d'exécution du marché ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la « rue de Belgrade 74 : rénovation et reconversion complète d'un bâtiment de bureau en immeuble de logements » ;

D'approuver le montant total estimé pour cette mission (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus) à 319.017,06 euros hors TVA, soit 386.011,30 euros TVA comprise ;

De prévoir le financement de la dépense par un crédit inscrit à l'article 9308/722-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer la dépense à hauteur de 33%, par le subside Alliance Habitat, inscrit à l'article des recettes 9308/722-60/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune ;

D'approuver, conformément aux conditions du marché et suite à la deuxième phase de la procédure : le dépôt d'une offre, l'indemnité de 5.000,00 euros octroyée à chaque soumissionnaire (minimum trois et maximum cinq), pour autant qu'il ait remis une offre complète conforme, ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attributions, s'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application ;

De prévoir le financement nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires par un crédit à inscrire à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2019 ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Huisvesting - Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie D.1.3 'Toegankelijke woningen, Belgradostraat 74' – Opdracht voor diensten – Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de 'Belgradostraat 74: renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw' – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht, van de Opdrachtaankondiging en van het Bijzondere

Bestek.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 april 2018 om:

- *Akte te nemen van de adviezen geformuleerd door de Overlegcommissie van 13 maart 2018;*
- *Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;*
- *Het Milieueffectenrapport met betrekking tot het programma van het DWC Wiels aan de Zenne aan te nemen;*
- *Het geheel van het dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;*
- *De subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitvoering van het programma van het DWC Wiels aan de Zenne aan te vragen;*
- *In te stemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente zoals opgenomen in het basisdossier.*

Gelet op de beslissing van de Gewestregering in zitting van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de procedureregels van toepassing op de BGHM, de OVM's, de gemeenten en de OCMW's en eigen aan de financiering van projecten van aankoop, onteigening, herstel, afbraak en heropbouw van woningen;

Gelet op het schrijven van de BGHM gericht aan de Gemeente Vorst op 26 juli 2016, waarin deze werd meegedeeld dat de Raad van Bestuur van de BGHM in zijn zitting van 18 juli 2016 goedkeuring heeft verleend aan de subsidieaanvraag van de Gemeente Vorst voor een bedrag van 1.119.214,03 euro, BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van de raad van 13 september 2016 om:

- *Goedkeuring te verlenen aan de aankoop ten algemene nutte van het gebouw gelegen Belgradostraat 74 met de bedoeling dit te renoveren en te verbouwen om ongeveer 14 middenklassewoningen op te richten, onder voorbehoud van het akkoord van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het verzoek van de Gemeente Vorst om de operatie te laten subsidiëren in het kader van de projectoproep van de Alliantie Wonen 2016;*
- *Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag ten belope van 1.175.000 euro, verhoogd met een raming van alle kosten eigen aan deze aankoop, die geraamd worden op 45.000 euro, d.w.z. een totaalbedrag van 1.220.000 euro;*
- *De uitgave in te schrijven op artikel 922/712-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;*
- *De uitgave te financieren door de gewestelijke subsidie Alliantie Wonen ten belope van 1.119.214,03 euro;*

- *Het saldo te financieren door een lening ten belope van 100.785,97 euro.*

Gelet op de beslissing van de raad van 28 maart 2017 om:

- *Het totale bedrag van de aankoop van het gebouw in de Belgradostraat 74 van 1.178.310,72 euro goed te keuren;*
- *De uitgave te financieren door de gewestelijke subsidie Alliantie Wonen ten belope van 348.072,99 euro;*
- *De ontvangst in te schrijven op artikel 922/663-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;*
- *Het saldo te financieren door de lening die de BGHM toekent aan de Gemeente voor een bedrag van 830.237,73 euro, terugbetaalbaar over 30 jaar aan de vaste rentevoet van 1,425%;*
- *De ontvangst in te schrijven op artikel 922/961-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;*
- *De jaarlijkse annuïteit voor een bedrag van 34.722,84 € in te schrijven op artikelen 922/211-01 en 922/911-01 van de betrokken dienstjaren;*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, §1, 1° b) “(...) de diensten die het voorwerp van de opdracht uitmaken bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen”;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het schrijven van de BGHM gericht aan de Gemeente Vorst op 21 december 2018, waarin werd meegedeeld dat de Raad van Bestuur van de BGHM in zijn zitting van 20 december 2018 goedkeuring heeft verleend aan het verzoek van de Gemeente Vorst het bouwheerschap voor het project ‘Belgrado 74’ te behouden, onder voorbehoud van de goedkeuring door de Regering, en goedkeuring heeft verleend aan de toekenning van een bijkomende termijn tot 30 september 2022 om de werkzaamheden te beginnen, waarbij deze termijn overeenstemt met die van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne waarin het Belgrado-project kadert, en dit onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering;

Overwegende dat het project voor de renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot gebouw met aan sociale woningen gelijkgestelde woningen betrekking heeft op operatie D.1.3 ‘Toegankelijke woningen, Belgradostraat 74’ van het programma van het Duurzame Wijkcontract

Wiels aan de Zenne;

Overwegende dat de opname van het project in het programma Wijkcontract Wiels aan de Zenne de vorming van middenklassewoningen niet langer toelaat, maar wel die van huisvesting die met sociale huisvesting gelijkgesteld is;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werkzaamheden voor de renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw;

Overwegende dat, gelet op de raming van de opdracht en diens aard, voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een mededingingsprocedure met onderhandeling, conform artikel 38, §1, 1°, b) van de wet van 17 juni 2016 "(...) de diensten die het voorwerp van de opdracht uitmaken bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen";

Overwegende dat de tweede fase van de procedure (indiening en mondelinge verdediging van de offertes) zal plaatsvinden onder begeleiding van een Adviescomité dat zal zorgen voor nauwkeurigheid en professionalisme, transparantie en gelijkheid in behandeling van de kandidaatstellingen en offerten;

Overwegende dat de tweede fase van deze procedure o.m. de uitwerking van een schetsontwerp omvat en dat deze voorstellen zullen nopen tot beslechtingen die slechts redelijkerwijs kunnen plaatsvinden mits dialoog met de aanbestedende overheid;

Overwegende dat de aanbestedende overheid zich het recht wenst voor te behouden deze dialoog vóór de gunning van de opdracht aan te gaan en dat slechts de onderhandelingsprocedure in deze mogelijkheid voorziet;

Overwegende dat de raming van de opdracht de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking overschrijdt en dat de Opdrachtaankondiging bijgevolg gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Overwegende de opdrachtaankondiging in bijlage, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en de Huisvestingsdienst, met als voorwerp een: Oproep tot aanvraag tot deelneming – Opdracht van projectontwerper met betrekking tot 'Belgradostraat 74: renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw';

Overwegende het Bijzondere Bestek in bijlage, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en de Huisvestingsdienst, met als voorwerp: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot 'Belgradostraat 74: renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw';

Overwegende dat de raming voor de huidige opdracht 290.016,00 euro excl. BTW bedraagt of 350.919,36 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat er tevens een bedrag van 29.001,60 euro excl. BTW, of 35.091,94 euro BTW inbegrepen, wat overeenkomt met 10% van de raming van de huidige opdracht, voorzien is om de prijsherzieningen en de eventuele onvoorziene kosten op te vangen;

Overwegende dat het bedrag voor deze opdracht geraamd wordt op 319.017,06 euro excl. BTW (prijsherzieningen en onvoorziene kosten inbegrepen), d.w.z. 386.011,30 incl. BTW;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de aanstelling van de projectontwerper voor de vaste schijf ingeschreven is op artikel 9308/722-60/88 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Overwegende dat deze uitgave voor 33% gefinancierd zal worden door de 'Alliantie Wonen'-subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/722-60/88 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds' en dat het saldo daarbij ten laste is van de Gemeente;

Overwegende dat er na afloop van de eerste fase van de opdracht drie à vijf kandidaten geselecteerd zullen worden en uitgenodigd zullen worden een offerte in te dienen voor de tweede fase;

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend die een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria, een forfaitaire vergoeding van 5.000,00 euro zal ontvangen;

Overwegende dat, aangezien het om een vergoeding gaat, de BTW-regeling niet van toepassing is;

Overwegende dat het bedrag nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers ingeschreven is op artikel 9308/122-48/88 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2019;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het project voor de renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw te Belgradostraat 74 tot gebouw met aan sociale woningen gelijkgestelde woningen;

Te kiezen voor de mededingingsprocedure met onderhandeling als gunningswijze van de opdracht en de opdrachtaankondiging voor te leggen in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Goedkeuring te verlenen aan de opdrachtaankondiging met als voorwerp de: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot 'Belgradostraat 74: renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw';

Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure en de uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht met als voorwerp de: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot 'Belgradostraat 74: renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot woongebouw';

Goedkeuring te verlenen aan het totaal geraamde bedrag voor deze opdracht (met inbegrip van honoraria, prijsherzieningen en onvoorziene kosten) van 319.017,06 euro excl. BTW, of 386.011,30 euro BTW inbegrepen;

De financiering van de uitgave te voorzien door een krediet ingeschreven op artikel 9308/722-60/88 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave voor 33% te financieren door de 'Alliantie Wonen'-subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/722-60/88 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds' en dat het saldo daarbij ten laste is van de Gemeente;

Conform de voorwaarden van de opdracht en volgend op de tweede fase van de procedure, goedkeuring te verlenen aan: de indiening van een offerte, de vergoeding van 5 000,00 euro toegekend aan elke inschrijver (minstens drie en hoogstens vijf), voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend die een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria - aangezien het om een vergoeding gaat, is de BTW-regeling niet van toepassing;

De financiering nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers te voorzien door een krediet dat ingeschreven moet worden op artikel 9308/122-48/88 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2019;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

18 annexes / 18 bijlagen

Nadia El Yousfi entre en séance / treedt in zitting.

24 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – B3 – Antenne de quartier - Travaux d'aménagement - Approbation des conditions, du mode de passation et attribution du marché – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros au Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW en sa séance du 5 juillet 2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 17 janvier 2019, décidant entre autre :

De passer un marché public de faible montant ;

D'approuver l'appel d'offre pour le marché public « Travaux d'aménagement de l'antenne du CQDW » établi par l'équipe du CQDW, les conditions étant fixées dans ce dernier et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

D'approuver la consultation des trois entreprises suivantes pour ce marché :

CASABLANCO asbl - Avenue François Malherbe 42 - 1070 Anderlecht;

BOULOT asbl - rue Fransman 131 - 1020 Laeken;

MURMUUR srl – rue du chimiste 34 – 1070 Anderlecht ;

D'attribuer le marché à la seule entreprise ayant remis une offre régulière, soit Casablanca asbl, pour un montant de 5.722,25 euros HTVA, soit 6.923,92 euros TVAC ;

D'imputer la dépense, conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal portant le règlement

*général de la comptabilité communale, à l'article 9308/723-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2018;
De financer cette dépense à 100% par le subside régional.*

DECIDE :

De prendre pour information la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 17 janvier 2019 décidant :

De passer un marché public de faible montant ;

D'approuver l'appel d'offre pour le marché public « Travaux d'aménagement de l'antenne du CQDW » établi par l'équipe du CQDW, les conditions étant fixées dans ce dernier et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

D'approuver la consultation des trois entreprises suivantes pour ce marché :

CASABLANCO asbl - Avenue François Malherbe 42 - 1070 Anderlecht;

BOULOT asbl - rue Fransman 131 - 1020 Laeken;

MURMUUR srl - rue du chimiste 34 - 1070 Anderlecht ;

D'attribuer le marché à la seule entreprise ayant remis une offre régulière, soit Casablanca asbl, pour un montant de 5.722,25 euros HTVA, soit 6.923,92 euros TVAC ;

D'imputer la dépense, conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité communale, à l'article 9308/723-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2018;

De financer cette dépense à 100% par le subside régional.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – B3 – Wijkantenne – Inrichtingswerken – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de gunning van de opdracht – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro aan het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gewestregering in zitting van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 januari 2019 waarin onder andere beslist werd:

Een overheidsopdracht van beperkte waarde te gunnen;

Goedkeuring te verlenen aan de offerteoproep voor de overheidsopdracht 'Inrichtingswerken voor de antenne van het DWCW', opgesteld door het team van het DWCW, waarbij de voorwaarden in deze laatste en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten werden vastgelegd;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de drie volgende ondernemingen voor deze opdracht:

CASABLANCO vzw – François Malherbelaan 42 – 1070 Anderlecht;

BOULOT vzw – Fransmanstraat 131 – 1020 Laken;

MURMUUR cvba – Scheikundigestraat 34 – 1070 Anderlecht;

De opdracht toe te wijzen aan de enige onderneming die een regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk Casablanca vzw, voor een bedrag van 5.722,25 euro excl. BTW ofte 6.923,92 incl. BTW;

De uitgave, conform artikel 14 van het Koninklijk Besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, in te schrijven op artikel 9308/723-60/88 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de gewestelijke subsidie.

BESLIST:

Kennis te nemen van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 17 januari 2019, waarin beslist werd om:

Een overheidsopdracht van beperkte waarde te gunnen;

Goedkeuring te verlenen aan de offerteoproep voor de overheidsopdracht 'Inrichtingswerken voor de antenne van het DWCW', opgesteld door het team van het DWCW, waarbij de voorwaarden in deze laatste en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten werden vastgelegd;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de drie volgende ondernemingen voor deze opdracht:

CASABLANCO vzw – François Malherbelaan 42 – 1070 Anderlecht;

BOULOT vzw – Fransmanstraat 131 – 1020 Laken;

MURMUUR cvba – Scheikundigestraat 34 – 1070 Anderlecht;

De opdracht toe te wijzen aan de enige onderneming die een regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk Casablanca vzw, voor een bedrag van 5.722,25 euro excl. BTW ofte 6.923,92 incl. BTW;

De uitgave, conform artikel 14 van het Koninklijk Besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, in te schrijven op artikel 9308/723-60/88 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de gewestelijke subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Monsieur Hacken :

Où est l'antenne ?

Monsieur Spapens

À l'angle de l'avenue Wielemans Ceuppens et de l'avenue Van Volxem

On a acheté il y a 1 ans et demi la Banque BNP-PARIBAS pour les contrats de quartier.

De heer Hacken:

Waar ligt de antenne?

De heer Spapens:

Op de hoek van de Wielemans Ceuppenslaan en de Van Volxemlaan.

Anderhalf jaar geleden hebben voor de wijkcontracten het bankkantoor van BNP PARIBAS aangekocht.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

25 Finances – Achat de matériel informatique – Revu.

LE CONSEIL,

Etant donné que la MB 9 (tutelle 08/11/2018) stipule que la dépense au 121/742-53/-/15 pour un montant de 2.000€ est financée par emprunt ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18/12/2018 concernant l'achat de 2 laptops pour le service Facturation chez le fournisseur Econocom ;

Vu que la délibération du 18/12/2018 ne mentionne pas le mode de financement repris dans la MB 9.

Etant donné que malgré cela, la Receveuse communale exige un revu de ce point ainsi que les documents suivants :

- Le mode de financement ;
- Preuve envoi Tutelle ;
- Approbation Tutelle pour la délibération du 18/12/2018 ;

avant de libérer le bon de commande pour le fournisseur.

DECIDE,

D'approuver le mode de financement de la dépense par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Financiën – Aankoop van informaticamateriaal - Herziening.

DE RAAD,

Overwegende dat de begrotingswijziging 9 (Toezicht 08/11/2018) vermeldt dat de uitgave op artikel 121/742-53/-/15 voor een bedrag van 2.000€ gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18/12/2018 betreffende de aankoop van 2 laptops voor de dienst Facturatie bij de leverancier Econocom;

Overwegende dat de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18/12/2018 de financieringswijze voorzien in de begrotingswijziging 9 niet vermeldt;

Overwegende dat de Gemeenteontvanger desondanks een herziening van dit punt eist alsook van de volgende documenten:

- De financieringswijze;
- Bewijs van opsturen naar de Toezichthoudende overheid
- Goedkeuring van de Toezichthoudende overheid voor de beraadslaging van 18/12/2018;

alvorens de bestelbon vrij te geven voor de leverancier.

BESLIST,

De financieringswijze van deze uitgave via lening goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat

26 **Service central d'achats - Adhésion à la centrale d'achat de fournitures de bureau écologiques lancée par Bruxelles Environnement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6°, a) et 7°, b) et 47, § 1er, al. 2, 1° et § 2 relatifs aux centrales d'achats ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 ;

Vu sa décision du 20 novembre 2018 d'autoriser la disposition de quatre douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars et avril 2019 ;

Vu sa décision du 22 mars 2016 « d'adhérer à la centrale de marchés lancée par Bruxelles-Environnement ayant pour objet "Fournitures pendant 12 mois d'articles de bureau, de papier, produits avec des matériaux et par des procédés écologiques, et destinés aux membres du personnel de l'IBGE sous la forme d'une centrale de marchés pour les administrations bruxelloises" » ;

Considérant que ce marché s'est terminé le 6 janvier 2019 ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a lancé un nouveau marché de fournitures de bureau écologiques sous forme de centrale d'achat (d'une durée de 48 mois) ;

Vu le cahier des charges du marché intitulé « Livraison de fournitures de bureau et articles de papeterie destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » (2018D0285) établi par Bruxelles Environnement et se trouvant en annexe ;

Vu la « charte centrale d'achat » se trouvant en annexe ;

Considérant que l'intérêt pour la Commune de Forest d'adhérer à une telle centrale d'achat est toujours présent ;

Considérant que la charte prévoit que « tout organisme adhérent à la centrale de fournitures de bureau écologiques peut lancer son propre marché de fournitures de bureau et/ou peut décider à tout moment de ne plus commander via la centrale en question », ce qui laisse une certaine marge de manœuvre à la Commune ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront inscrits aux articles concernés des services ordinaire et extraordinaire des budgets 2019 à 2023 ;

DECIDE,

D'adhérer à la centrale d'achat de fournitures de bureau écologiques lancée par Bruxelles Environnement ;

D'approuver et de signer la « charte centrale d'achat » se trouvant en annexe ;

D'inscrire les dépenses aux articles concernés des services ordinaire et extraordinaire des budgets 2019 à 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Centrale aankoopdienst - Toetreding tot de aankoopcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbenodigheden opgericht door Leefmilieu Brussel.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 2, 6°, a) en 7°, b) en 47, §1, 2de lid, 1° en §2 betreffende de aankoopcentrales;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14;

Gelet op zijn beslissing van 20 november 2018 om de beschikking van vier voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari, maart en april 2019 toe te staan;

Gelet op zijn beslissing van 22 maart 2016 om “toe te treden tot de opdrachtcentrale opgestart door Leefmilieu Brussel met als voorwerp 'Levering gedurende 12 maanden van kantoor- en papierbenodigdheden, vervaardigd van milieuvriendelijke materialen en met behulp van milieuvriendelijke procedés, en bestemd voor de personeelsleden van het BIM in de vorm van een opdrachtcentrale voor de Brusselse besturen”;

Overwegende dat deze opdracht op 6 januari 2019 geëindigd is;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een nieuwe opdracht voor milieuvriendelijke kantoorbenodigdheden in de vorm van een aankoopcentrale (van een duur van 48 maanden) heeft gelanceerd;

Gelet op het bestek van de opdracht met als titel “Levering van kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen” (2018D0285) opgesteld door Leefmilieu Brussel en opgenomen in bijlage;

Gelet op het “aankoopcentralehandvest” opgenomen in bijlage;

Overwegende dat het belang voor de Gemeente Vorst om tot zulke aankoopcentrale toe te treden nog steeds aanwezig is;

Overwegende dat het handvest het volgende voorziet: “Elke organisatie die aangesloten is bij de aankoopcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbenodigdheden kan zelf ook opdrachten uitschrijven voor de levering van kantoorbenodigdheden en/of kan op eender welk moment beslissen om geen bestellingen meer te plaatsen via de aankoopcentrale”, wat aan de Gemeente een zekere speelruimte laat;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zullen worden op de betrokken artikelen van de gewone en buitengewone diensten van de begrotingen 2019 tot 2023;

BESLIST:

Toe te treden tot de aankoopcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbenodigdheden opgericht door Leefmilieu Brussel;

Het “aankoopcentralehandvest” opgenomen in bijlage goed te keuren en te ondertekenen;

De uitgaven in te schrijven op de betrokken artikelen van de gewone en buitengewone diensten van de begrotingen 2019 tot 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

27 **Service central d'achats - Service des sports - Marchés publics - Acquisition d'un marquoir électronique pour le complexe sportif du Petit Palais des Sports - Urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles - Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle Loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3, 236, 249 § 1er al. 2 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (montant du marché estimé < 30.000,00 € HTVA) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018, jointe en annexe ;

Considérant que le marquoir électronique du Petit Palais des Sports est tombé en panne et est irréparable;

Considérant qu'il est indispensable d'acheter dans les plus brefs délais un nouveau marquoir électronique afin que puisse avoir lieu le championnat de basket;

Considérant que les crédits nécessaires n'avaient pas été prévus au budget 2018 et qu'il y a lieu de procéder à l'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

Considérant qu'un marché public a été lancé afin de procéder à cet achat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.785,12 € hors TVA ou 7.000,00 € 21% TVA comprise ;

Considérant que ce marché est un marché public de faible montant ;

Considérant que l'offre du 9 novembre 2018 d'IDEMASPORT, Avenue Wiener 98 à 1170 Bruxelles au montant de 5.332,40 € hors TVA (6.452,20 € TVA comprise) était l'unique offre reçue ;

Considérant qu'aucun motif d'exclusion n'a été relevé pour le soumissionnaire et que l'offre est régulière ;

Considérant que la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018, décidait notamment :

" Art 1er : De faire application de l'article 249, § 1^{er} al. 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition d'un marquoir électronique mural afin que puisse avoir lieu le championnat de basket au Petit Palais des Sports ;

Art 2 : D'approuver la description technique et le montant estimé du marché, établis par le service des sports. Le montant estimé s'élève à 5.785,12 € hors TVA, soit 7.000,00 € TVA 21 % comprise ;

Art 3 : De recourir à la procédure de marché public de faible montant ;

[...]

Art 6 : D'attribuer ce marché au seul soumissionnaire ayant remis l'unique offre soit IDEMASPORT, Avenue Wiener 98 à [1170] Bruxelles au montant de 5.332,40 € hors TVA (6.452,20 € TVA 21 % comprise) ; "

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire à l'article 764/724-60/26 du service extraordinaire du budget 2018 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 décembre 2018 jointe en annexe ;

DECIDE:

Art. 1 : D'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13 décembre 2018 en application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'achat d'un marquoir électronique à 5.332,40 € hors TVA (6.452,20 € TVA comprise) auprès de la société IDEMASPORT ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 6.452,20 € à l'article 764/724-60/26 du service extraordinaire du budget 2018 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 27 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Centrale Aankoopdienst - Sportdienst – Overheidsopdrachten – Aankoop van een elektronisch scorebord voor het sportcomplex van het Kleine Sportpaleis – Dwingende spoed voortvloeiend uit

onvoorzienbare gebeurtenissen – Toepassing van artikel 249 §1 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet – Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3, 236, 249, §1, 2de lid;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (geraamd bedrag van de opdracht < € 30.000,00 excl. BTW);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 13 december 2018, toegevoegd in bijlage;

Overwegende dat het elektronische scorebord van het Kleine Sportpaleis uitgevallen is en niet meer hersteld kan worden;

Overwegende dat het onontbeerlijk is om zo snel mogelijk een nieuw elektronisch scorebord te kopen opdat het kampioenschap basketbal zou kunnen plaatsvinden;

Overwegende dat de nodige kredieten niet voorzien werden in de begroting 2018 en de nodige kredieten in de begroting ingeschreven moeten worden;

Overwegende dat er een overheidsopdracht opgestart werd om tot deze aankoop te kunnen overgaan;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 5.785,12 excl. BTW of € 7000,00 incl. 21% BTW, bedraagt;

Overwegende dat deze opdracht een overheidsopdracht met een beperkte waarde is;

Overwegende dat de offerte van 9 november 2018 van IDEMASPORT, Léopold Wienerlaan 98 1170 Watermaal-Bosvoorde voor het bedrag van € 5.332,40 excl. BTW (€ 6.452,20 BTW inbegrepen) de enige ontvangen offerte was;

Overwegende dat er voor de inschrijver geen enkele uitsluitingsgrond vastgesteld werd en dat de offerte regelmatig is;

Overwegende dat de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december 2018 onder meer besliste:

“Art 1: Artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop van een elektronisch muurscorebord opdat het kampioenschap basketbal zou kunnen plaatsvinden in het

Kleine Sportpaleis;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving en de raming van de opdracht, opgemaakt door de Sportdienst. De raming bedraagt € 5.785,12 excl. BTW of € 7.000,00 incl. 21 % BTW;

Art 3: Beroep te doen op de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde;

[...]

Art 6: Deze opdracht te gunnen aan de enige inschrijver die een offerte heeft ingediend, namelijk IDEMASPORT, Wienerlaan 98 te [1170] Brussel, voor het bedrag van € 5.332,40 excl. BTW (€ 6.452,20 incl. 21 % BTW);”

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven moet worden op artikel 764/724-60/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december 2018 toegevoegd in bijlage;

BESLIST:

Art. 1: In te stemmen met de uitgave die voortvloeit uit de bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 december 2018 in toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet, voor de aankoop van een elektronisch scorebord voor € 5.332,40 excl. BTW (€ 6.452,20, BTW inbegrepen) bij de vennootschap IDEMASPORT;

Art. 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 6.452,20 € op artikel 764/724-60/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

Art. 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 27 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Monsieur Loewenstein estime qu’il ne s’agit pas d’une vraie urgence, le dispositif nécessitait déjà une intervention lors de la législature précédente. Il faut respecter la loi, l’article 249 de la NLC n’est pas justifié. Les conseillers ne peuvent pas voter un point illégal. Il rajoute si Monsieur Quartassi peut affirmer qu’il y a des éléments neufs qui sont apparus depuis peu et qui font en sorte que l’appareil est défectueux aujourd’hui et que l’urgence est justifiée depuis peu, son groupe est prêt à voter le point.

Monsieur Quartassi répond que l’urgence est aujourd’hui justifiée.

Monsieur Loewenstein ne dit pas être convaincu par la réponse aléatoire de Monsieur Quartassi. Son groupe s’abstiendra donc sur ce point.

De heer Loewenstein is van mening dat het hier geen echte hoogdringendheid betreft, er moest al

tussengekomen worden tijdens de vorige legislatuur. De wet moet nageleefd worden, artikel 249 van de NGW is hier niet gerechtvaardigd. De gemeenteraadsleden mogen een onwettig punt niet stemmen. Hij zegt dat indien de heer Quartassi kan bevestigen dat er nieuwe elementen zijn die sinds kort zijn opgedoken die maken dat het apparaat vandaag defect is en die de hoogdringendheid sinds kort rechtvaardigen, zijn groep bereid is om het punt te stemmen.

De heer Quartassi antwoordt dat vandaag de hoogdringendheid gerechtvaardigd is.

De heer Loewenstein zegt dat hij niet overtuigd is door het onduidelijke antwoord van de heer Quartassi. Zijn groep zal zich dus voor dit punt onthouden.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Environnement - Milieu

- 28 **Environnement – Appel à projets 2018 à l’intention des communes et CPAS – Bruxelles Environnement - Convention relative à l’octroi d’une subvention pour le projet « commerces engagés dans la réduction de leur déchets » - Bruxelles Environnement – Montant 25.000€.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 07 juin 2018 de répondre à l’appel à projets 2018 à l’intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que la commune a déposé un dossier de candidature pour le projet « commerces engagés dans la réduction de leurs déchets » ;

Vu la lettre de Bruxelles-Environnement datée du 10 décembre 2018 accordant un subside à la commune de Forest pour ce projet d’un montant global de 25.000€ ;

Considérant qu’il y a lieu d’approuver la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D’adopter la convention jointe au dossier, entre la Région Bruxelles environnement et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Leefmilieu – Projectoproep 2018 gericht aan de gemeenten en OCMW's – Leefmilieu Brussel – Overeenkomst met betrekking tot de toekenning van een toelage voor het project 'Handelszaken die zich engageren voor de inperking van hun afval' – Leefmilieu Brussel – Bedrag € 25.000.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 7 juni 2018 om de projectoproep 2018 voor de Brusselse gemeenten en OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten te beantwoorden;

Overwegende dat de Gemeente een kandidaatstellingsdossier heeft ingediend voor het project 'Handelszaken die zich engageren voor de inperking van hun afval';

Gelet op de brief van Leefmilieu Brussel van 10 december 2018 waarin aan de Gemeente Vorst voor dit project een toelage voor een totaalbedrag van € 25.000 wordt toegekend;

Overwegende dat de overeenkomst opgenomen in bijlage bij het dossier goedgekeurd moet worden;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen Leefmilieu Brussel en de Gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

29 **Environnement – Appel à projets Fonds Suzanne et Louise Matelart –Convention relative à l'octroi d'une subvention pour le projet « Kaleidogarden » - Fondation Roi Baudouin – Montant 15.000€.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 25 octobre 2018 de répondre à l'appel à projets Fonds Suzanne et Louise Matelart pour la mise en œuvre de projets de mise valeur et l'amélioration de lieux publics par la création, la réalisation ou la rénovation d'espaces publics et par le placement d'oeuvres d'art;

Considérant que la commune a déposé un dossier de candidature pour le projet « Kaleidogarden » ;

Vu la lettre de la fondation Roi Baudouin datée du 26 décembre 2018 accordant un subside à la commune de Forest pour ce projet d'un montant global de 15.000€ ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Fondation Roi Baudouin et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Leefmilieu – Projectoproep Fonds Suzanne en Louise Matelart – Overeenkomst met betrekking tot de toekenning van een toelage voor het project “Kaleidogarden” - Koning Boudewijnstichting – Bedrag 15.000€.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 25 oktober 2018 om te antwoorden op de projectoproep Fonds Suzanne en Louise Matelart voor de uitvoering van projecten van herwaardering en opfrissing van openbare plaatsen door de creatie, de aanleg of de renovatie van openbare ruimten en door de installatie van kunstwerken;

Overwegende dat de gemeente een kandidaatstellingsdossier heeft ingediend voor het project “Kaleidogarden”;

Gelet op de brief van de Koning Boudewijnstichting van 26 december 2018 waarin aan de gemeente Vorst voor dit project een subsidie voor een totaalbedrag van € 15.000 wordt toegekend;

Overwegende dat de overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, goedgekeurd moet worden;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen de Koning Boudewijnstichting en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

30 **Marchés Publics – 2013-T-038 - Pavillon Joséphine – Réalisation des mesures de protection – Lot 2 : Fourniture et pose d'un échafaudage – Prolongation de la location de l'échafaudage - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le Conseil est informé des décisions prises par le Collège sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services sur base de l'habilitation conférée au Collège par cet alinéa ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o f ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que le marché de rénovation n'avait pas abouti et qu'il était donc nécessaire de prolonger la location de l'échafaudage afin de protéger le pavillon des intempéries dans l'attente de la désignation de l'entrepreneur pour la réalisation des travaux au Parc J. Brel, Pavillon Joséphine et que cette prolongation était indubitablement liée à l'objet initial du marché «2013-T-038 - Pavillon Joséphine – Réalisation des mesures de protection – Lot 2 : Fourniture et pose d'un échafaudage» ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2015 faisant choix d'approuver la prolongation de la location de l'échafaudage au Parc J. Brel dans le cadre du marché «2013-T-038 - Pavillon Joséphine – Réalisation des mesures de protection – Lot 2 : Fourniture et pose d'un échafaudage», sur base de l'article 26 § 1^{er}, 1^o,f) de la loi du 15 juin 2006, pour le montant 29.200,00 € TTC, inscrit à l'article 766/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 et financé à 80 % par un subside de Monuments et Sites (article de recette 766/665-52/03);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2015 faisant choix d'approuver la prolongation de la location de l'échafaudage au Parc J. Brel dans le cadre du marché «2013-T-038 - Pavillon Joséphine – Réalisation des mesures de protection – Lot 2 : Fourniture et pose d'un échafaudage», sur base de l'article 26 § 1^{er}, 1^o,f) de la loi du 15 juin 2006, pour le montant 29.200,00 € TTC, financé à 80 % par un subside de Monuments et Sites (article de

recette 766/665-52/03), le reste étant financé par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 766/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2013-T-038 - Paviljoen Joséphine – Realisatie van de beschermingsmaatregelen – Perceel 2: Levering en plaatsing van een stelling – Verlenging van de huur van de stelling - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen genomen door het College wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten op basis van de bevoegdheid die door dit lid wordt toegekend aan het College;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, in het bijzonder artikel 26, §1, 1°, f;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de renovatie-opdracht niet afgerond was en dat het bijgevolg noodzakelijk was om de huur van de stelling te verlengen teneinde het paviljoen te beschermen tegen de slechte weersomstandigheden in afwachting van de aanstelling van de aannemer voor de uitvoering van de werkzaamheden in het J. Brelpark, Paviljoen Joséphine en dat deze verlenging zeker verband hield met het oorspronkelijke voorwerp van de opdracht “2013-T-038 - Paviljoen Joséphine – Realisatie van de beschermingsmaatregelen – Perceel 2: Levering en plaatsing van een stelling”;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2015 om te kiezen voor de goedkeuring van de verlenging van de huur van de stelling in het J. Brelpark in het kader van de opdracht “2013-T-038 - Paviljoen Joséphine – Realisatie van de beschermingsmaatregelen – Perceel 2: Levering en plaatsing van een stelling”, op basis van artikel 26 §1, 1°, f) van de wet van 15 juni 2006, voor het bedrag van 29.200,00 €, alle belastingen inbegrepen, ingeschreven op artikel 766/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 en voor 80% gefinancierd door een subsidie van Monumenten en Landschappen (artikel van ontvangst 766/665-52/03);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2015 om te kiezen voor de goedkeuring van de verlenging van de huur van de stelling in het J. Brelpark in het kader van de opdracht “2013-T-038 - Paviljoen Joséphine – Réalisation van de beschermingsmaatregelen – Perceel 2: Levering en plaatsing van een stelling”, op basis van artikel 26 §1, 1°, f) van de wet van 15 juni 2006, voor het bedrag van 29.200,00 €, alle belastingen inbegrepen, voor 80% gefinancierd door een subsidie van Monumenten en Landschappen (artikel van ontvangst 766/665-52/03), waarbij het saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 766/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

31 **Marchés publics - 2018-F-034 - Bempt : location, installation et démontage de locaux préfabriqués supplémentaires - Révision de l'estimation du montant du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du conseil communal du 22 mai 2018 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable, absence de concurrence pour des raisons techniques) du marché 2018-F-034 “Bempt : location, installation et démontage de locaux préfabriqués supplémentaires » ;

Considérant que le montant estimé initial de ce marché s'élève à 196.635,60 € hors TVA ou 208.433,70 €, 6% TVA comprise et est ventilé comme suit :

- 34.000 € TVAC pour le transport, le placement et l'enlèvement des préfabriqués,
- 174.433,70 € TVAC pour la location de 24 mois des préfabriqués, soit un montant de location mensuel de 7.268,07 € TVAC ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 5 juillet 2018 revoyant l'estimation à la hausse et attribuant le marché à la société De Meeuw pour un montant de 246.380,04 €, 6% TVA comprise qui est ventilé comme suit :

- 32.075,00 € HTVA, soit 34.000 € TVAC pour le transport, le placement et l'enlèvement des préfabriqués;
- 200.358,96 € HTVA, soit 212.380,50 € TVAC pour la location de 24 mois des préfabriqués, soit un montant de location mensuel de 8.348,29 € HTVA ou de 8.849,20 € TVAC ;

Considérant que l'avis de la Tutelle informant que la décision d'attribution est devenue exécutoire par expiration du délai et rappelant la compétence du Conseil Communal quant à la révision de l'estimation de la dépense est parvenu à la commune de Forest en date du 20 août 2018 ;

Considérant que le Conseil Communal a été informé de la révision de l'estimation en date du 4 septembre 2018;

Considérant qu'en janvier 2019 la receveuse communale juge une information du Conseil Communal insuffisante et exige une décision du Conseil Communal approuvant la révision de l'estimation avant de pouvoir procéder au paiement de la facture du mois de novembre 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir l'estimation à la hausse et de la porter à 246.380,04 €, 6% TVA comprise, ventilé comme suit :

- 32.075,00 € HTVA, soit 34.000 € TVAC pour le transport, le placement et l'enlèvement des préfabriqués;
- 200.358,96 € HTVA, soit 212.380,50 € TVAC pour la location de 24 mois des préfabriqués, soit un montant de location mensuel de 8.348,29 € HTVA ou de 8.849,20 € TVAC ;

Considérant que le montant de 34.000 € TVAC (transport, placement et enlèvement) est disponible à l'article 7201/724-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 (MB4) et que la dépense est financée par un emprunt ;

Considérant que, sous réserve d'approbation des modifications budgétaires, le crédit permettant la dépense relative à la location des préfabriqués sera inscrit à l'article 7201/125-48/03 du budget ordinaire de l'exercice 2018 (44.246,00 € TVAC de août à décembre) et des exercices 2019 (106.190,40 € TVAC) et 2020 (61.944,40 € TVAC de janvier à juillet) ;

DECIDE:

Art 1 : De revoir l'estimation à la hausse et de la porter à 246.381,00 € TVAC;

Art 2 : De financer la dépense de 34.000 € par un emprunt;

Art 3 : D'inscrire la dépense de 34.000 € (transport, placement et enlèvement) à l'article 7201/724-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et à l'article 7201/125-48/03 du budget ordinaire de l'exercice 2018 (44.246,00 € TVAC de août à décembre) et des exercices 2019 (106.190,40 € TVAC) et 2020 (61.944,40 € TVAC de janvier à juillet);

Art 4: De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2018-F-034 - Bempt: huur, installatie en demontage van bijkomende prefablokalen – Herziening van de raming van het opdrachtbedrag.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22 mei 2018 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de plaatsingsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, bij gebrek aan mededinging om technische redenen) van de opdracht “2018-F-034 – Bempt: huur, installatie en demontage van bijkomende prefablokalen”;

Overwegende dat de oorspronkelijke raming van deze opdracht € 196.635,60 excl. BTW of € 208.433,70, incl. 6% BTW, bedraagt en als volgt verdeeld is;

- - € 34.000, BTW inbegrepen, voor het vervoer, de plaatsing en de verwijdering van de prefabs;
- - € 174.433,70, BTW inbegrepen, voor de huur voor 24 maanden van de prefabs, d.w.z. een maandelijks huurbedrag van € 7.268,07, BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 juli 2018 tot herziening van de raming naar boven en tot gunning van de opdracht aan de vennootschap De Meeuw voor een bedrag van € 246.380,04 incl. 6% BTW, dat als volgt is verdeeld:

- - € 32.075,00 excl. BTW of € 34.000, BTW inbegrepen, voor het vervoer, de plaatsing en de verwijdering van de prefabs;
- - € 200.358,96 excl. BTW of € 212.380,50, BTW inbegrepen, voor de huur voor 24 maanden van de prefabs, d.w.z. een maandelijks huurbedrag van € 8.348,29 excl. BTW of € 8.849,20, BTW inbegrepen;

Overwegende dat het advies van de Toezichthoudende Overheid, waarin meegedeeld werd dat de beslissing tot gunning uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn en waarin wordt herinnerd aan de bevoegdheid van de Gemeenteraad aangaande de herziening van de raming van de uitgave, de Gemeente Vorst op 20 augustus 2018 bereikt heeft;

Overwegende dat de Gemeenteraad op 4 september 2018 in kennis werd gesteld van herziening van de raming;

Overwegende dat de Gemeenteontvanger in januari 2019 van mening is dat een kennisgeving aan de Gemeenteraad onvoldoende is en een beslissing van de Gemeenteraad tot goedkeuring van de herziening van de raming eist alvorens over te gaan tot de betaling van de factuur van de maand november 2018;

Overwegende dat het noodzakelijk is de raming naar boven te herzien en te brengen op € 246.380,04, incl. 6% BTW, verdeeld als volgt:

- - € 32.075,00 excl. BTW of € 34.000, BTW inbegrepen, voor het vervoer, de plaatsing en de verwijdering van de prefabs;
- - € 200.358,96 excl. BTW of € 212.380,50, BTW inbegrepen, voor de huur voor 24 maanden van de prefabs, d.w.z. een maandelijks huurbedrag van € 8.348,29 excl. BTW of € 8.849,20, BTW inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van € 34.000, BTW inbegrepen, (vervoer, plaatsing en verwijdering) beschikbaar is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018 (BW4) en dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen, het krediet dat de uitgave met betrekking tot de huur van de prefablokalen mogelijk maakt, ingeschreven zal worden op artikel 7201/125-48/03 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 (€ 44.246,00 incl. BTW van augustus tot en met december) en van de dienstjaren 2019 (€ 106.190,40 incl. BTW) en 2020 (€ 61.944,40 incl. BTW van januari tot en met juli);

BESLIST:

Art 1: De raming naar boven te herzien en op € 246.381,00 incl. BTW te brengen;

Art 2: De uitgave van € 34.000 te financieren door een lening;

Art 3: De uitgave van € 34.000 (vervoer, plaatsing en verwijdering) in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018 en op artikel 7201/125-48/03 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 ((€ 44.246,00 incl. BTW van augustus tot en met december) en de dienstjaren 2019 (€ 106.190,40 incl. BTW) en 2020 (€ 61.944,40 incl. BTW van januari tot en met juli) voor wat de huur van de prefabs betreft;

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

32 **Marchés publics – 2018-T-025 - Travaux de rénovation de la crèche "Le Bercaill" Phase III – Révision de l'estimation du montant du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du conseil communal du 4 septembre 2018 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée directe avec publication préalable) de ce marché ; l'estimation s'élevant à € 470.000,00 hors TVA, soit 568.700,00 €, 21% TVA comprise, ou € 625.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Vu la décision du Collège du 6 novembre 2018 attribuant le marché au soumissionnaire ayant remis

l'offre unique, soit BAKS bvba, Lochtemanweg 112 à 3550 Heusden-Zolder, pour le montant d'offre corrigé de € 492.034,23 hors TVA, soit € 595.361,42, 21% TVA comprise, ou € 625.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant de l'offre retenue dépasse le montant de l'estimation approuvé par le conseil communal du 4 septembre 2018 ;

Considérant qu'il y a donc lieu de revoir l'estimation en question ;

DECIDE:

Art 1 : De revoir sa décision du 4 septembre 2018 quant à l'estimation du montant du marché ;

Art 2 : De porter le montant de l'estimation à € 492.034,23 hors TVA, soit € 595.361,42, 21% TVA comprise, ou € 625.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Art 3 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

**Overheidsopdrachten - 2018-T-025 - Renovatiewerken van het kinderdagverblijf "Le Bercail"
Fase III – Herziening van de raming van het opdrachtbedrag.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 4 september 2018 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de plaatsingsprocedure (vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking) van deze opdracht; de raming bedraagt € 470.000,00 excl. BTW, of € 568.700,00, 21% BTW inbegrepen of € 625.000,00, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van 6 november 2018 waarin de opdracht gegund werd aan de inschrijver die de enige offerte heeft ingediend, namelijk BAKS bvba, Lochtemanweg 112 te 3550 Heusden-Zolder, voor het verbeterde offertebedrag van € 492.034,23 excl. BTW, of € 595.361,42, 21% BTW inbegrepen, of € 625.000,00, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van de weerhouden offerte het geraamde bedrag, goedgekeurd door de gemeenteraad van 4 september 2018, overschrijdt;

Overwegende dat de betrokken raming bijgevolg herzien moet worden;

BESLIST:

Art 1: Zijn beslissing van 4 september 2018 wat betreft de raming van het opdrachtbedrag te herzien;

Art 2 : Het bedrag van de raming te brengen op € 492.034,23 excl. BTW, of € 595.361,42, 21% BTW inbegrepen, of € 625.000,00, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 3 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Instruction publique - Openbaar onderwijs

33 Instruction publique – Changement de nom de quatre écoles communales francophones.

LE CONSEIL,

Considérant que parmi les écoles communales, seules trois de celles-ci portent encore un numéro en guise de nom (école primaire n°3, école maternelle n°3 et école fondamentale n°9) ;

Considérant que les équipes pédagogiques de ces écoles, dans le cadre du travail portant sur le projet d'établissement, ont souhaité renforcer l'identité de leur école ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'école primaire n°3, sise rue Timmermans 53 (FASE 95 516), ainsi que l'école maternelle n°3, sise rue Timmermans 55 (FASE 00 234), le choix s'est porté sur le nom d'école « Kaléidoscope » ;

Considérant que pour l'école fondamentale n°9, sise rue du Monténégro n°159 (FASE 00 237), le choix s'est porté sur le nom d'école « La preuve par 9 » ;

Considérant qu'en ce qui concerne le Groupe scolaire du Vignoble, sis avenue de Monte-Carlo n°91 (FASE 00 236), la dénomination « groupe scolaire » n'a plus de sens, dès lors que l'école ne compte plus qu'une seule implantation et qu'il paraît plus judicieux de la nommer « école du Vignoble » ;

DECIDE :

De modifier, à partir de l'année scolaire 2018-2019, le nom des quatre écoles communales suivantes :

Ancien nom	Nouveau nom
Ecole maternelle n°3 Rue Timmermans 55 (FASE 00 234)	Ecole maternelle Kaléidoscope
Ecole primaire n°3 Rue Timmermans 53 (FASE 95 516)	Ecole primaire Kaléidoscope
Ecole fondamentale n°9 Rue du Montenegro 159 (FASE 00 237)	Ecole fondamentale La preuve par 9
Groupe scolaire du Vignoble Avenue de Monte-Carlo 91 (FASE 00 236)	Ecole fondamentale du Vignoble

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Naamsverandering van vier Franstalige gemeentescholen.

DE RAAD,

Overwegende dat onder de gemeentescholen slechts drie nog een nummer in plaats van een naam dragen (lagere school nr. 3, kleuterschool nr. 3 en basisschool nr. 9);

Overwegende dat de pedagogische teams van deze scholen in het kader van het werk rond het project van onderwijsinstelling de identiteit van hun school wensten te versterken;

Overwegende dat, voor wat betreft lagere school nr. 3, gelegen Timmermansstraat 53 (FASE 95 516), alsook kleuterschool nr. 3, gelegen Timmermansstraat 55 (FASE 00 234), de keuze gevallen is op de naam "Kaléidoscope";

Overwegende dat, voor wat betreft basisschool nr. 9, gelegen Montenegrostraat nr. 159 (FASE 00 237), de keuze gevallen is op de naam "La preuve par 9";

Overwegende dat, voor wat betreft de Scholengroep Le Vignoble, gelegen Monte-Carlolaan nr. 91 (FASE 00 236), de benaming "scholengroep" niet langer zinvol is, aangezien de school nog slechts over een enkele vestiging beschikt, en dat het oordeelkundiger lijkt ze "école du Vignoble" te noemen;

BESLIST:

De naam van de vier volgende gemeentescholen vanaf het schooljaar 2018-2019 te wijzigen:

Oude naam	Nieuwe naam
Kleuterschool nr. 3 Timmermansstraat 55 (FASE 00 234)	Kleuterschool Kaléidoscope
Lagere school nr. 3 Timmermansstraat 53 (FASE 95 516)	Lagere school Kaléidoscope
Basisschool nr. 9 Montenegrostraat 159 (FASE 00 237)	Basisschool La preuve par 9
Scholengroep Le Vignoble Monte-Carlolaan 91 (FASE 00 236)	Basisschool Le Vignoble

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Je félicite le fait du changement de nom de ces écoles j'ai relevé le souhait de la majorité d'une commune sans peur, qui lutte contre le racisme, qui veut féminiser l'espace public.

Elle peut maintenant poser des gestes forts.

Je propose de mettre en avant 2 personnalités :

Ces changements de noms seraient : Nelson Mandela pour l'école 9, Simone Weil pour l'école 3.

En attribuant ces noms de personnes connues, ce serait un grand geste pour eux et marquer une égalité entre homme/femme.

Madame De Ridder :

Ce n'est pas une décision du Collège, mais une demande formulée par les équipes éducatives, ceci il y a plus d'un an.

Ces noms ont été choisis de façon collective à travers un travail fait par les enseignantes et les enfants. Ces noms reflètent leur identité.

Il s'agit de deux noms qui leur semble refléter leurs écoles beaucoup mieux qu'un numéro.

Kaléidoscope : proximité avec l'Altitude Cent, multiculturalité, 8 artères comme kaléidoscope.

Preuve par 9 : Calcul mental.

Monsieur De Beer :

On ne va pas remettre en question le nom donné par les enseignants, mais nous rejoignons le MR pour le nom de Nelson Mandela.

Madame Goldberg :

Le changement de nom aura-t-il un coût ?

Madame De Ridder :

Ça n'occasionne pas de frais.

Monsieur Loewenstein :

Je trouve que l'idée de Nelson Mandela et de Simone Veil est une bonne idée, mais un travail a été fait au sein des écoles et donc nous devons respecter ça, mais gardons l'idée de ces noms pour d'autres projets futurs rues ou places ...?

De heer Pierre-De Permentier:

Ik complimenteer de naamsverandering van deze scholen. Ik merk op dat de meerderheid een gemeente zonder angst wil maken, die de strijd aangaat tegen racisme, die de openbare ruimte wil vervrouwelijken.

Nu heeft ze de kans sterke gebaren te stellen.

Ik stel voor de volgende 2 personen naar voren te schuiven.

Deze naamsveranderingen zouden de volgende zijn: Nelson Mandela voor School 9, Simone Weil voor School 3.

Door deze namen van bekende personen toe te kennen, zouden we voor hen een groot gebaar stellen en een gelijkheid tussen man en vrouw tot uiting brengen.

Mevrouw De Ridder:

Dit is geen beslissing van het College, maar een verzoek die de onderwijsteams meer dan een jaar geleden hebben geformuleerd.

Deze namen werden collectief gekozen op basis van een werk met de onderwijzeressen en de kinderen. Deze namen weerspiegelen hun identiteit.

Het gaat om twee namen die volgens hen een veel betere afspiegeling vormen van hun scholen dan een nummer.

Kaléidoscope: nabijheid van Hoogte Honderd, multiculturaliteit, 8 verkeersaders als een caleidoscoop.

Preuve par 9: Hoofdrekenen.

De heer De Beer:

We zullen de naam die de onderwijzers hebben gegeven niet in vraag stellen, maar we steunen de MR voor wat de naam Nelson Mandela betreft.

Mevrouw Goldberg:

Zal de naamsverandering een prijskaartje hebben?

Mevrouw De Ridder:

Dit leidt niet tot kosten.

De heer Loewenstein:

Ik vind het idee van Nelson Mandela en Simone Veil een goed idee, maar hier werd binnen de scholen rond gewerkt en we moeten dit dus respecteren. Maar laten we het idee van deze namen in het achterhoofd houden voor andere toekomstige straten of pleinen...?

34 Instruction publique – Service de Promotion de la Santé à l’Ecole – Convention-cadre entre le Pouvoir organisateur « enseignement » de Forest et le S.P.S.E. de Forest – Avenant.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l’école ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d’agrément des services de promotion de la santé à l’école (S.P.S.E.) ;

Vu la convention-cadre du 14 janvier 2008 entre la Commune de Forest et le S.P.S.E. de Forest ;

Considérant qu’il y a lieu de prévoir la tutelle sanitaire sur l’école du BEMPT à partir du 1^{er} septembre 2018 ;

Considérant qu’il y a lieu de rajouter à la liste des établissements sous tutelle sanitaire prévue à l’article 1^{er} de la convention-cadre datant du 14 janvier 2008 l’école du BEMPT ;

DECIDE :

De conclure au 1^{er} septembre 2018 l’avenant, joint en annexe, à la convention-cadre entre la Commune de Forest et le S.P.S.E. de Forest datant du 14 janvier 2008 prévoyant la tutelle sanitaire sur l’école du BEMPT à partir du 1^{er} septembre 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Dienst Gezondheidsbevordering op School – Kaderovereenkomst tussen de

Inrichtende macht « onderwijs » van Vorst en de Dienst GBS (S.P.S.E.) van Vorst – Aanhangsel.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001 betreffende de gezondheidsbevordering op school;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de procedure en van de erkenningsvoorwaarden van de diensten voor gezondheidsbevordering op school (S.P.S.E.);

Gelet op de kaderovereenkomst van 14 januari 2008 tussen de Gemeente Vorst en de Dienst GBS (S.P.S.E.) van Vorst;

Overwegende dat het aangewezen is vanaf 1 september 2018 het medische toezicht voor de school van de BEMPT te voorzien;

Overwegende dat het aangewezen is om aan de lijst van de inrichtingen onder medisch toezicht voorzien in artikel 1 van de kaderovereenkomst d.d. 14 januari 2008 de school van de BEMPT toe te voegen;

BESLIST:

Op 1 september 2018 het aanhangsel, opgenomen in bijlage, bij de kaderovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de Dienst GBS (S.P.S.E.) van Vorst d.d. 14 januari 2008 waarin vanaf 1 september 2018 het medische toezicht wordt voorzien voor de school van de BEMPT af te sluiten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

Empreinte scolaire / DAS - Schoolafdruk / PSV

- 35 **Dispositif Accrochage Scolaire - Subside 2018-2021 - Conventions avec les associations et plusieurs écoles.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2018-2021 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que ces projet visent des animations extraordinaires dont les priorités thématiques

permettent l'organisation d'ateliers socioculturels et/ou sports au sein des écoles des enseignements maternel, primaire et secondaire implantées sur la commune de Forest sur base d'un partenariat avec l'associatif ;

Considérant que les projets sont développés sur trois ans et non plus comme habituellement sur une année ;

Vu la lettre du 4 décembre 2018 de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption de vingt-deux projets pour un montant total de 210.434 € ;

Considérant que pour vingt projets, les écoles travaillent en partenariat avec une association ;

Considérant que, pour un projet, l'Institut El Hikma La Sagesse désire que l'intégralité du subside soit directement versé sur le compte de son ASBL qui se chargera de rémunérer les enseignants ;

Considérant que, pour neuf projets, le subside est versé aux écoles qui s'engagent à payer les associations ;

Considérant que, dès lors, il est souhaitable, pour le bon fonctionnement des activités, de prévoir une convention entre la commune de Forest, les différentes associations et plusieurs écoles (voir annexe) ;

DECIDE :

D'approuver les termes des conventions ci-jointes entre la commune de Forest, les différentes associations et plusieurs écoles participant aux activités du Dispositif d'Accrochage Scolaire 2018-2021 ;

De désigner le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la secrétaire communale, pour représenter valablement la commune de Forest lors de la signature desdites conventions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Programma Preventie Schoolverzuim - Subsidie 2018-2021 - Overeenkomsten met de verenigingen en meerdere scholen.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2018-2021 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze projecten buitengewone animatieactiviteiten beogen waarvan de thematische prioriteiten de organisatie van socio-culturele en/of sportieve workshops mogelijk maken binnen de kleuter-, basis- en secundaire scholen gevestigd in de gemeente Vorst op basis van een partnerschap met de verenigingssector;

Overwegende dat de projecten over een periode van drie jaar ontwikkeld worden en niet meer zoals gewoonlijk over één jaar;

Gelet op de brief van 4 december 2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van tweeëntwintig projecten voor een totaalbedrag van 210.434 €;

Overwegende dat voor twintig projecten de scholen samenwerken met een vereniging;

Overwegende dat, voor één project, het Instituut El Hikma La Sagesse wenst dat de volledige subsidie rechtstreeks gestort wordt op de rekening van zijn VZW die ervoor zal zorgen de leerkrachten te vergoeden;

Overwegende dat voor negen projecten de subsidie gestort wordt aan de scholen die er zich toe verbinden de verenigingen te betalen;

Overwegende dat het bijgevolg, voor het goede verloop van de activiteiten, wenselijk is om een overeenkomst te voorzien tussen de gemeente Vorst, de verschillende verenigingen en meerdere scholen (zie bijlage);

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de voorwaarden van hierbijgevoegde overeenkomsten tussen de gemeente Vorst, de verschillende verenigingen en meerdere scholen die deelnemen aan de activiteiten van het Programma Preventie Schoolverzuim 2018-2021;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, aan te stellen om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van voormelde overeenkomsten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Madame Goldberg :

En quoi consiste ce dispositif, quels sont les actions complètes et le timing ?

Madame De Ridder :

On travaille avec des étudiants de l'ULB, ce sont eux qui viennent aider pour aider à faire les devoirs dans les écoles.

On pourrait imaginer que des animateurs de l'extérieur viennent pour faire des activités pendant les congés.

Jusqu'à aujourd'hui c'était un dispositif qui s'étendait sur une année mais depuis fin 2018 il sera échelonné sur 3 ans. Il s'agit d'écoles de tous les réseaux (libres, Fr, Ndl) qui sont sur le territoire communal.

Mevrouw Goldberg:

Waaruit bestaat dit programma? Wat zijn de volledige acties en wat is de timing?

Mevrouw De Ridder:

We werken samen met studenten van de ULB. Zij zijn het die komen helpen met huiswerk in de scholen.

We kunnen ons inbeelden dat er animatoren van buitenaf komen om activiteiten te ontplooiën tijdens de vakantieperiodes.

Tot op heden was dit een programma dat zich over één jaar uitstrekte, maar sinds eind 2018 zal

dit over 3 jaar worden gespreid. Het betreft scholen van alle netten (vrije, FR, NL) op het grondgebied van de gemeente.

40 annexes / 40 bijlagen

36 DAS - Subside 2018-2021 - Convention entre la commune de forest et la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2018-2021 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'un nouveau service a été créé au sein de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le service Ecole a informé la Commune de Forest de l'octroi d'une subvention d'un montant de 210.434 € pour les projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire développés à Forest, à savoir du 1er septembre 2018 au 30 juin 2021 ;

Vu que ce service a rédigé une convention entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale en vue de régler les modalités de la mise à disposition de ladite subvention ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 ;

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention ci-jointe entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire, 2018-2021 ;

De désigner le Bourgmestre assisté de la secrétaire communale pour représenter valablement la commune lors de la signature de ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

PSV - Subsidie 2018-2021 - Overeenkomst tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2018-2021 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een nieuwe dienst werd gecreëerd;

Overwegende dat de dienst Scholen de Gemeente Vorst op de hoogte heeft gebracht van de toekenning van een subsidie voor een bedrag van € 210.434 voor de projecten van het Programma

Preventie Schoolverzuim in Vorst, namelijk van 1 september 2018 t.e.m. 30 juni 2021;

Overwegende dat deze dienst een overeenkomst heeft opgesteld tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op het regelen van de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van voormelde subsidie;

Overwegende het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 november 2018;

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbijgevoegde overeenkomst tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim 2018-2021;

De Burgemeester, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, aan te stellen om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de voormelde overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Logements - Huisvesting

- 37 **Logement – Propriétés communales - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises au 31-12-2017 – Liquidation de la 3ème tranche 2017.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 20 octobre 2015, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de la convention de subventionnement entre la commune de Forest et l'AISF;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 30 mars 2017 autorisant la liquidation de la première tranche du subsidie communal 2017 à l'AISF prévu par la convention susvisée, soit 39.710,82€ ;

Vu la décision du collège échevinal en sa séance du 29 septembre 2017 autorisant la liquidation de la deuxième tranche du subsidie communal 2017 à l'AISF prévu par la convention susvisée, soit

19.855,41 € ;

Vu la décision du Conseil communal du 6 décembre 2016 votant le budget 2017 ;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement d'une troisième tranche sur base des pièces justificatives précisées à l'article 3 ;

Considérant que l' AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriels en date des 19 septembre 2018 et 18 janvier 2019 ;

Vu la décision du Collège échevinal du 14 juillet 2016 mandatant le réviseur d'entreprise BST au contrôle des comptes de l' AISF ;

Vu le courriel en date 7 juillet 2016 indiquant au réviseur que la désignation d'un Commissaire aux comptes par l' AISF le dispensait de l'examen prévu aux points 1, 4 et 7 du cahier des charges de l'audit commandé par le Collège, au motif que l' AISF a désigné un Commissaire aux comptes en mai 2016;

Vu le rapport du 27 août 2018 du Commissaire aux comptes à l'assemblée générale de l' AISF au 31/12/2017 et le rapport financier de l' AISF pour l'année 2017 ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2017/39 du service ordinaire du budget 2018 intitulé subside aux organismes au service des ménages est suffisant pour payer la totalité de la troisième tranche de la subvention 2017 à l' AISF, soit 6.618,47 € ;

DECIDE:

De prendre acte du rapport financier de l' AISF et du rapport du réviseur d'entreprises BST sur les comptes de l' AISF au 31-12-2017 annexés à la présente décision;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2017 à l' AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 21 octobre 2015;

D'inscrire la dépense de 6.618,47 € (six-mille six cent dix-huit euros et quarante-sept cents) à l'article 922/332-02/2017/39 du service ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Huisvesting – Gemeente-eigendommen - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2017 – Uitbetaling van de 3de schijf 2017.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 20 oktober 2015 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkingsovereenkomst en van de subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het SVKV;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 30 maart 2017 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de eerste schijf van de gemeentelijke subsidie 2017 aan het SVKV voorzien door de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 39.710,82€;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 28 september 2017 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de tweede schijf van de gemeentelijke subsidie 2017 aan het SVKV voorzien door de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 19.855,41 €;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 6 december 2016 tot goedkeuring van de begroting 2017;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst de betaling van een derde schijf voorziet op basis van de bewijsstukken vermeld in artikel 3;

Overwegende dat het SVKV voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt via e-mails van 19 september 2018 en 18 januari 2019;

Gelet op de beslissing van het College van 14 juli 2016 waarin de bedrijfsrevisor BST gelast werd met de controle van de rekeningen van het SVKV;

Gelet op de e-mail van 7 juli 2016 waarin aan de revisor gemeld wordt dat de aanstelling van een accountant door het SVKV het vrijstelde van het onderzoek voorzien in punten 1, 4 en 7 van het bestek van de audit besteld door het College, omwille van het feit dat het SVKV in mei 2016 een accountant heeft aangesteld;

Gelet op het verslag van 27 augustus 2018 van de accountant op de algemene vergadering van het SVKV op 31/12/2017 en het financiële verslag van het SVKV voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat het overgedragen krediet ingeschreven op het artikel 922/332-02/2017/39 van de gewone dienst van de begroting 2018 met als titel subsidie aan instellingen ten dienste van de gezinnen voldoende is om totaliteit van de derde schijf van de toelage 2017 aan het SVKV te betalen, namelijk 6.618,47 €;

BESLIST:

Akte te nemen van het financiële verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor BST over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2017, opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2017 aan het SVKV voorzien door de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 21 oktober 2015;

De uitgave van 6.618,47 € (zesduizend zeshonderd achttien euro en zevenenveertig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2017/39 van de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

38 **Logement – Marché public – Fourniture et remplacement des menuiseries extérieures en PVC de la façade arrière du bâtiment rue de Belgrade 78-84 – Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du mode de passation – Revu l’information conseil en séance du 20 novembre 2018.**

LE CONSEIL,

Revu l’information au conseil en séance du 20 novembre 2018 :

« De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 septembre 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «Fourniture et remplacement des menuiseries extérieures en PVC de la façade arrière du bâtiment rue de Belgrade 78-84», le montant estimé s’élevant à 47.169.81€ hors TVA, soit 50.000 €, 6% TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2018 »

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 06 décembre 2018 faisant choix de revoir sa décision du 04 octobre 2018 ;

Considérant qu’une partie de la dépense est financée par le subsidie « rétrocession partielle des amendes régionales pour logements inoccupés » inscrit à l’article 922/665-52/ 39 et que le solde de la dépense sera financé par emprunt ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 06 décembre 2018 faisant choix de revoir sa décision du 04 Octobre 2018, de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «Fourniture et remplacement des menuiseries extérieures en PVC de la façade arrière du bâtiment rue de Belgrade 78-84», le montant estimé s’élevant à 47.169.81€ hors TVA, soit 50.000 €, 6% TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2018, de financer une partie de la dépense par le subsidie « rétrocession partielle des amendes régionales pour logements inoccupés » et de financer le solde de la dépense par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Huisvesting – Overheidsopdracht – Levering en vervanging van het buitenschrijnwerk in pvc van de achtergevel te Belgradostraat 78-84 – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de lastvoorwaarde van de gunningswijze – Herziening van de kennisgeving van de Raad in zitting van 20 november 2018.

DE RAAD,

De kennisgeving aan de Raad in zitting van 20 november 2018 herzien:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 september 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht ‘Levering en vervanging van het buitenschrijnwerk in pvc van de achtergevel te Belgradostraat 78-84’, waarbij de raming

€ 47 169.81 excl. btw ofte € 50 000 incl. 6% btw bedraagt - het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt werd ingeschreven op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 6 december 2018 tot herziening van zijn beslissing van 4 oktober 2018;

Overwegende dat een gedeelte van de uitgave gefinancierd wordt door de subsidie ‘gedeeltelijke wederafstand van de gewestelijke boetes voor onbewoonde woningen’, ingeschreven op artikel 922/665-52/ 39, en dat het saldo van de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 december 2018 tot herziening van zijn beslissing van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht ‘Levering en vervanging van het buitenschrijnwerk in pvc van de achtergevel te Belgradostraat 78-84’, waarbij de raming € 47 169.81 excl. btw ofte € 50 000 incl. 6% btw bedraagt, waarbij het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt werd ingeschreven op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018”, om een gedeelte van de uitgave te financieren door de subsidie “‘gedeeltelijke wederafstand van de gewestelijke boetes voor onbewoonde woningen’ en om het saldo van de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

39 **Logement – Convention 2018 réglant les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d’une subvention de la Région d’un montant de 48.909 € - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l’article 252 de la nouvelle loi communale imposant l’équilibre budgétaire aux communes;

Vu l’arrêté du 25 octobre 2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale octroyant une subvention de 48.909 euros à la Commune de Forest pour la soutenir dans ses dépenses en frais de fonctionnement et en frais d’investissement dans le cadre du développement de sa politique en matière de logement;

Vu le courrier de la Région du 12 décembre 2018 adressé au Bourgmestre communiquant l’arrêté susvisé accompagné d’un projet de convention fixant les modalités de liquidation et de justification de la subvention;

Considérant que l’arrêté et la convention scindent la subvention en 24.454,50 euros relatifs aux frais de fonctionnement et 24.454,50 euros relatifs aux frais d’investissement;

DECIDE,

D'approuver la convention jointe en annexe qui règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 24.454,50 (vingt quatre mille quatre cent cinquante-quatre euros et cinquante cents) en frais de fonctionnement et d'un montant de € 24.454,50 (vingt quatre mille quatre cent cinquante-quatre euros et cinquante cents) en frais d'investissement conformément à l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2018;

D'inscrire la recette de 24.454,50 euros à l'article 922/465-01/39 du budget ordinaire de l'exercice 2018;

D'inscrire la recette de 2.000 euros à l'article 922/665-52/39 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

D'inscrire la recette de 22.454,50 euros à l'article 922/663-51/39 du budget extraordinaire de l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Huisvesting – Overeenkomst 2018 tot regeling van de modaliteiten van de terbeschikkingstelling aan de begunstigde van een toelage van het Gewest voor een bedrag van 48.909 € - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat aan de gemeenten het begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op het besluit van 25 oktober 2018 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een toelage van 48.909 euro aan de Gemeente Vorst om haar te ondersteunen in haar uitgaven inzake werkingskosten en investeringskosten in het kader van de ontwikkeling van haar huisvestingsbeleid;

Gelet op het schrijven van het Gewest van 12 december 2018 gericht aan de Burgemeester waarin het bovenvermelde besluit meegedeeld werd vergezeld van een ontwerp van overeenkomst tot vaststelling van de modaliteiten van uitbetaling en van verantwoording van de toelage;

Overwegende dat het besluit en de overeenkomst de toelage splitsen in 24.454,50 euro m.b.t de werkingskosten en 24.454,50 euro m.b.t de investeringskosten;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst, opgenomen in bijlage, tot regeling van de modaliteiten van de terbeschikkingstelling aan de begunstigde van een toelage van het Gewest voor een bedrag van € 24.454,50 (vierentwintigduizend vierhonderd vierenvijftig euro en vijftig cent) aan werkingskosten en voor een bedrag van € 24.454,50 (vierentwintigduizend vierhonderd vierenvijftig euro en vijftig cent) aan investeringskosten conform het besluit van de Regering van 25 oktober 2018 ;

De ontvangst van 24.454,50 euro in te schrijven op artikel 922/465-01/39 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

De ontvangst van 2.000 euro in te schrijven op artikel 922/665-52/39 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.

De ontvangst van 22.454,50 euro in te schrijven op artikel 922/663-51/39 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB

40 Cohésion sociale - Répartition de l'enveloppe FIPI 2019 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIPI) 2019 lancé par la Commission Communautaire Française en date du 12 octobre 2018 ;

Considérant qu'un montant de cent-quarante-trois mille six cent trente-trois euros (143.633€) a été attribué à la commune de Forest dans le cadre du FIPI communal 2019 ;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 décembre 2018 arrêtant la répartition FIPI 2019 ;

DECIDE,

D'approuver l'allocation des subventions du fonds d'impulsion (FIPI 2019) repris dans le tableau ci-annexé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Sociale cohesie – Verdeling van de IFMB-enveloppe 2019 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (IFMB) 2019, uitgeschreven door de Franse Gemeenschapscommissie op 12 oktober 2018;

Overwegende dat er in het kader van het gemeentelijke IFMB 2019 een bedrag van honderddrieënveertigduizend zeshonderddrieëndertig euro (€ 143.633) toegekend werd aan de gemeente Vorst;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 waarin de IFMB-verdeling 2019 werd vastgelegd;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de toekenning van de subsidies van het impulsfonds (IFMB 2019) zoals weergegeven in de tabel in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

41 Cohésion sociale – Espace collectif rue de Liège 66 – Modification du Règlement d’ordre intérieur (ROI) – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège du 4 septembre 2014 d’approuver le transfert de la gestion du local sis rue de Liège 66 à 1190 Forest au service de Cohésion sociale avec effet au 1^{er} septembre 2014 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 approuvant la modification du Règlement d’ordre intérieur (ROI) de l’espace collectif Rue de Liège 66 ;

Considérant que les demandes d’occupation de la salle rue de Liège n’ont cessé d’augmenter depuis 2014 ;

Considérant que cette salle est occupée quotidiennement tant en semaine que le week-end, soit par des asbl forestoises (principalement), soit par certains services communaux et du CPAS pour y organiser leurs activités (formations, réunions, ateliers et autres) ;

Considérant que les demandes de particuliers et/ou d’asbl situées hors du territoire de la commune sont de plus en plus fréquentes ;

Considérant que pour faire face à l’afflux des demandes en se basant sur des critères objectifs afin que cette salle bénéficie en priorité au public cible, il convient de modifier le ROI de la salle communautaire (voir en annexe) ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE,

D’adopter les modifications apportées au Règlement d’ordre intérieur de l’espace collectif sis rue de

Liège 66 à 1190 Forest (voir en annexe).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Sociale Cohesie - Collectieve ruimte Luikstraat 66 - Wijziging van het Huishoudelijk Reglement (HR) - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 4 september 2014 om de overdracht van het beheer van het lokaal gelegen Luikstraat 66 te 1190 Vorst aan de dienst Sociale Cohesie met ingang van 1 september 2014 goed te keuren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 tot goedkeuring van de wijziging van het Huishoudelijk Reglement (HR) van de collectieve ruimte in de Luikstraat 66;

Overwegende dat het aantal aanvragen voor gebruik van de zaal in de Luikstraat sinds 2014 blijft stijgen;

Overwegende dat deze zaal dagelijks gebruikt wordt zowel tijdens de week als in het weekend, hetzij door Vorstse vzw's (voornamelijk), hetzij door bepaalde diensten van de gemeente en van het OCMW om er hun activiteiten te organiseren (vormingen, vergaderingen, workshops en andere);

Overwegende dat de aanvragen van particulieren en/of van vzw's gelegen buiten het grondgebied van de gemeente steeds frequenter worden;

Overwegende dat het, om het hoofd te bieden aan de toevloed van aanvragen waarbij we ons baseren op objectieve criteria opdat deze zaal met voorrang gebruikt kan worden door het doelpubliek, aangewezen is het HR van de communautaire zaal te wijzigen (zie bijlage);

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De wijzigingen aangebracht aan het Huishoudelijk Reglement van de collectieve ruimte gelegen Luikstraat 66 te 1190 Vorst (zie bijlage) aan te nemen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Coördinateur finance et logistique - Coördinator financiën en logistiek

42 **Prévention – Coordination générale – Convention Ex-CSS 2018-2019 – Approbation. (Ajouté en**

séance)

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité, afin de couvrir les dépenses liées à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et prévention ;

Vu l'arrêté Royal du 02 septembre 2018, relatif à l'octroi d'une allocation contrat de sécurité et de société destinée aux communes ex-contrats de sécurité et de société dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention ;

Considérant qu'une aide financière annuelle de 14.467.000 euros est octroyée pour 2018 et de 14.166.000 euros pour 2019 aux vingt-neuf communes ayant conclu un contrat de sécurité et de société, en application de l'arrêté royal du 27 mai 2002 ;

Considérant que, dans ce cadre, la commune de Forest bénéficie d'une allocation financière de 468.937,48 € pour 2018 et de 459.180,78 € pour 2019 ;

Considérant que pour l'application de l'arrêté Royal du 02 septembre 2018, il convient de conclure une convention entre le ministre de l'Intérieur et la commune de Forest, par laquelle sont déterminés des objectifs que la commune doit atteindre au terme de la période que couvre la convention (cf. l'arrêté Royal du 02 septembre 2018, titre 1^{er}, art. 1 point 3) ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ex-contrats de sécurité et de société ci-jointe conclue pour la période 2018-2019 liant la Commune de Forest et le Service Public Fédéral Intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Overeenkomst Ex-VSC 2018-2019 – Goedkeuring.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 2002 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te genieten in het kader van een overeenkomst betreffende de criminaliteitspreventie, om de kosten die verband houden met de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie te dekken;

Gelet op het koninklijk besluit van 02 september 2018 betreffende de toekenning van een toelage voor een veiligheids- en samenlevingscontract voor gemeenten die vroeger veiligheids- en samenlevingscontracten hadden in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie;

Overwegende dat er een jaarlijkse financiële steun van 14.467.000 euro toegekend wordt voor 2018 en van 14.166.000 euro voor 2019 aan de negentwintig gemeenten die een veiligheids- en samenlevingscontract hebben afgesloten, in toepassing van het koninklijk besluit van 27 mei 2002;

Overwegende dat in dit kader de gemeente Vorst geniet van een financiële toelage van 468.937,48 € voor 2018 en van 459.180,78 € voor 2019;

Overwegende dat voor de toepassing van het koninklijk besluit van 02 september 2018, het aangewezen is een overeenkomst af te sluiten tussen de minister van Binnenlandse Zaken en de gemeente Vorst, waarin doelstellingen worden vastgelegd die de gemeente moet bereiken aan het einde van de periode gedekt door de overeenkomst (zie koninklijk besluit van 02 september 2018, titel 1, art. 1 punt 3);

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst ex-veiligheids- en samenlevingscontracten afgesloten voor de periode 2018-2019 die de Gemeente Vorst en de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bindt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Monsieur Loewenstein :

Je suis déjà intervenu sur ce point à l'époque du précédent Collège, et ce règlement n'a toujours pas été retravaillé.

Pour appliquer le règlement, la définition de la zone n'est pas claire.

Monsieur Hacken :

Expliquez pourquoi y a-t-il cette modification ? Précisez -nous les raisons ...

Madame El Omari :

Pour la modification, elle était déjà là à mon arrivée, la cohésion sociale me l'a transmise et je l'ai approuvée.

La cohésion sociale a limité les inscriptions.

Madame El Hamidine :

Le périmètre dont tu parles c'est le périmètre du contrat de quartier pour pouvoir accéder à la salle de la rue de Liège.

Monsieur Loewenstein :

Il faut le préciser dans le règlement pour se baser sur une zone démographique claire.

Monsieur Spapens :

Ce contrat de quartier n'existe plus, ça n'a plus de sens.

Il faut privilégier l'accès au quartier direct.

Monsieur Loewenstein :

Donc la modification proposée n'a aucun sens puisque le quartier n'est pas défini ?

Monsieur Roberti :

Cela nous permet une flexibilité et de donner la possibilité aux habitants du quartier d'occuper les

lieux.

Cela nous permet aussi d'avoir une vision de qui s'occupe de cette salle.

Madame El Hamidine :

Cette salle a été construite il y a quelques années, et il y a eu un appel à projets.

Le projet était que cette salle allait être utilisée par les gens du quartier.

De heer Loewenstein:

Ik ben reeds over dit punt tussenbeide gekomen ten tijde van het voorgaande College en dit reglement werd nog steeds niet omgewerkt.

Voor de toepassing van het reglement wordt de zone niet duidelijk genoeg gedefinieerd.

De heer Hacken:

Leg het waarom van deze wijziging uit. Verduidelijk ons de redenen ...

Mevrouw El Omari:

Voor wat de wijziging betreft: die was er al toen ik mijn functie opnam. De Sociale Cohesie heeft me ze overgemaakt en ik heb ze goedgekeurd.

De Sociale Cohesie heeft het aantal inschrijvingen beperkt.

Mevrouw El Hamidine:

De perimeter waar je het over hebt, is de perimeter van het wijkcontract, om toegang te kunnen hebben tot de zaal in de Luikstraat.

De heer Loewenstein:

Dit moet in het reglement worden gepreciseerd teneinde zich te baseren op een duidelijk demografisch gebied.

De heer Spapens:

Dit wijkcontract bestaat niet langer; dit houdt geen steek.

We moeten de voorrang geven aan de rechtstreekse toegang tot de wijk.

De heer Loewenstein:

De voorgestelde wijziging is dus zinloos, aangezien de wijk niet afgebakend is?

De heer Roberti:

Dit maakt een flexibiliteit mogelijk en stelt de bewoners van de wijk in staat de ruimten te gebruiken.

Ook stelt dit ons in staat een zicht te hebben op wie zich met deze zaal bezighoudt.

Mevrouw El Hamidine:

Deze zaal werd een aantal jaren gelegen gebouwd en er werd een projectoproep gelanceerd.

Het project bestond erin dat deze zaal gebruikt ging worden door de mensen uit de wijk.

3 annexes / 3 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

- 43 **Motion relative à la gestion du stationnement à Forest et, en particulier, autour de Forest National et du Stade Marien (à la demande de Messieurs Loewenstein, Pierre-De Permentier et Hacken, conseillers communaux).**

CONSEIL COMMUNAL DE FOREST

MOTION RELATIVE À LA GESTION DU STATIONNEMENT À FOREST ET, EN PARTICULIER, AUTOUR DE FOREST NATIONAL ET DU STADE MARIEN

Déposée par : M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) et L. HACKEN (cdH)

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur les zones de stationnement réglementées et les cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu le Plan Régional de Politique du Stationnement ;

Vu le règlement redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique adopté par le conseil communal de Forest en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en séance du 19 septembre 2017 et du 20 février 2018 pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu le régime actuel prévoyant le stationnement payant sur tout le territoire communal via des zones rouges (rue Jean-Baptiste Vanpé, chaussée de Bruxelles (entre la rue des Abbesses et la rue Jean-Baptiste Vanpé), chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon), avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair) et place de l'Altitude 100) et des zones vertes sur toutes les autres voiries ;

Vu que, si un équilibre a été trouvé et convient aujourd'hui à la plupart des habitants (carte riverain valable sur tout le territoire, carte visiteur...), la Région de Bruxelles-Capitale impose désormais aux

communes de diviser leur territoire en secteurs ou mailles ;

Vu que ce changement impliquera que les Forestois ne pourront plus se garer partout à Forest, leur carte riverain n'étant valable à l'avenir que sur leurs propres secteur ou mailles ;

Vu que certaines personnes (âgées, handicapées...) ont des difficultés à se déplacer autrement qu'en voiture, qu'il y a lieu de préserver un incitant pour les Forestois de continuer à consommer à Forest ;

Vu les nuisances de stationnement liées aux évènements organisés par Forest National et aux matches de football du Royal Union Saint-Gilloise au stade Marien ;

Vu que l'actuel règlement redevance ne prévoit aucune mesure visant à préserver les riverains des nuisances générées par ces deux acteurs incontournables de la vie forestoise ;

Que, de surcroît, le stationnement est gratuit en soirée et les dimanches ;

Vu la difficulté de trouver déjà en temps normal une place de stationnement pour les riverains habitants dans les zones de Forest National et du stade Marien ;

Vu la zone évènement consacrée par l'ordonnance du 22 janvier 2009 et prévoyant le paiement du stationnement en soirée à des tarifs plus importants qu'en journée (5€/heure) ;

Que, si cette zone évènement génèrera des recettes supplémentaires pour la commune et la consolation pour certains riverains que les visiteurs occupant les places de stationnement paient pour ce faire, cela ne résoudra pas le problème des riverains qui ne disposeront pas de davantage de places de stationnement libres près de chez eux lors des évènements à Forest National et au stade Marien ;

Vu que l'ordonnance du 22 janvier 2009 prévoit également la possibilité d'installer des zones bleues, gratuites pour les détenteurs d'une carte riverain, limitée à deux heures pour les non-détenteurs d'une carte riverain ;

Vu que cette limite dans le temps de deux heures est portée, par exemple, à quatre heures dans la commune d'Anderlecht ;

Que la durée de la limitation peut donc être fixée sur la base d'une étude et d'une concertation avec les riverains et commerçants ;

Vu que la limitation du stationnement dans le temps pour les non-riverains les contraigne à recourir aux parkings de dissuasion (Stalle ou Audi) ou aux transports publics ;

Vu que la mise en place de zones bleues en soirée lors d'évènements à Forest National et au stade Marien libèrera de facto des places de stationnement pour les riverains ;

Vu, plus largement, les chiffres de Parking.brussels démontrant que les zones vertes ne rapportent pas plus que des zones bleues ;

Qu'à peine 10% des recettes en zone verte proviennent de l'alimentation des horodateurs, environ 80% des cartes riverains, environ 7% des redevances et environ 3% des dérogations (personnes handicapées...);

Vu l'obligation de la commune de se mettre en conformité avec l'ordonnance régionale et ses arrêtés

d'exécution ;

Vu que cette obligation doit constituer une opportunité pour la commune de Forest d'évaluer et revoir sa politique de stationnement au bénéfice de ses habitants ;

Vu que le règlement redevance expire le 31 décembre 2019 ;

Vu la nécessité d'évaluer et revoir la politique de stationnement en concertation avec les habitants et acteurs économiques forestois ;

DEMANDE AU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS :

- d'étudier, avec Parking.brussels, la mise en place d'une zone bleue en soirée et les dimanches lors d'évènements à Forest National et au stade Marien, en proposant plusieurs variantes liées à la zone à couvrir, au type d'évènement, à la limite de temps de stationnement en zone bleue... ;

- de proposer des modèles de révision plus large du plan communal de stationnement afin de se mettre en conformité avec la législation régionale en tenant compte :

o des différents types de zones prévues par l'ordonnance du 22 janvier 2009 (bleues, vertes, grises, oranges, rouges et spéciales) ;

o du caractère résidentiel de Forest, commune de seconde couronne ;

o de la nécessité de revitaliser la commune aux niveaux de ses commerces ;

- d'organiser une concertation avec les habitants et acteurs économiques tant sur la solution à apporter aux nuisances liées à Forest National et au stade Marien, que sur la révision plus générale du plan communal de stationnement ;

- de présenter une modification du plan communal de stationnement au début du dernier quadrimestre 2019 afin qu'une large information soit communiquée vers les habitants dans la foulée et qu'il puisse prendre effet au 1er janvier 2020, soit le lendemain du terme de l'actuel règlement communal.

Le point est reporté.

36 votants : 36 votes positifs.

Motie betreffende het parkeerbeheer in Vorst en, in het bijzonder, rond Vorst Nationaal en het Mariënstadion (op vraag van Mijnheren Loewenstein, Pierre-De Permentier en Hacken, gemeenteraadsleden).

Het punt wordt verdaagd.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Marc Loewenstein :

La commune de Forest dispose d'un règlement redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique, règlement qui vient à expiration le 31 décembre 2019.

Le régime actuel prévoit du stationnement payant sur tout le territoire communal via des zones rouges et des zones vertes sur toutes les autres voiries entre 9h et 18 avec une heure gratuite à midi.

Quant aux riverains détenteurs d'une carte habitant, ils peuvent aujourd'hui se garer sur tout le territoire de la commune. La commune a également prévu des cartes visiteurs/sports. Ce qui a permis d'avoir un dispositif plus ou moins équilibré.

Aujourd'hui, l'ordonnance et les arrêtés stationnement ont été revus et imposent désormais aux communes de diviser leur territoire en secteurs ou mailles. Ce qui aura pour effet que les Forestois détenteurs d'une carte habitant ne pourront plus se garer que sur leurs propres secteurs ou mailles.

Par ailleurs, depuis longtemps, les problèmes de stationnement autour de Forest National et de l'Union Saint Giloise n'ont encore fait l'objet d'aucune solution. L'actuel règlement redevance ne prévoit en effet aucune mesure visant à préserver les riverains des nuisances générées par ces deux acteurs incontournables de la vie forestoise. De surcroît, le stationnement est gratuit en soirée et les dimanches, ce qui peut créer un sentiment d'injustice pour les habitants qui peinent à trouver une place de stationnement en rentrant chez eux alors qu'ils paient eux leur carte habitant, carte qui ne leur garantit pas une place mais tout de même.

Une solution pourrait être de prévoir une zone événement à 5€ de l'heure les soirs de spectacle, mais cela n'aidera pas à changer les comportements, le public de Forest National préférera venir se garer tout prêt quitte à payer et cela ne résoudra donc pas le problème de stationnement des Forestois.

Une autre solution prévue par l'ordonnance du 22 janvier 2009 est l'installation de zones bleues, gratuites pour les détenteurs d'une carte riverain, limitée à deux heures pour les non-détenteurs d'une carte riverain.

L'intérêt de ce système est de changer les comportements des visiteurs, de les contraindre à recourir aux parkings de dissuasion (Stalle ou Audi) ou aux transports publics et de libérer du stationnement pour les riverains.

Plus largement, les chiffres de Parking Brussels démontrant que les zones vertes ne rapportent pas plus que des zones bleues : à peine 10 % des recettes en zone verte proviennent de l'alimentation des horodateurs, environ 80 % des cartes riverains, environ 7 % des redevances et environ 3 % des dérogations (personnes handicapées...).

Avec la sectorisation, la donne a changé aujourd'hui et, vu les chiffres, une remise en question du système actuel doit se faire, dans l'intérêt des Forestois.

Aujourd'hui, vu le terme du règlement communal actuel, la commune va devoir se mettre en conformité avec l'ordonnance régionale et ses arrêtés d'exécution. Une belle opportunité pour évaluer le système actuel et revoir sa politique de stationnement au bénéfice de ses habitants. Et cette opportunité doit être partagée avec les habitants et acteurs économiques forestois.

Dès lors, la motion qui vous est présentée aujourd'hui demande au collègue :

- d'étudier, avec Parking Brussels, la mise en place d'une zone bleue en soirée et les dimanches lors d'événements à Forest National et au stade Marien, en proposant plusieurs variantes liées à la zone à couvrir, au type d'événement, à la limite de temps de stationnement en zone bleue ...
- de proposer des modèles de révision plus large du plan communal de stationnement afin de se mettre en conformité avec la législation régionale en tenant compte des différents types de zones prévues par l'ordonnance du 22 janvier 2009 (bleues, vertes, grises, oranges, rouges et spéciales), du caractère résidentiel de Forest, commune de seconde couronne et de la nécessité de revitaliser la commune aux niveaux de ses commerces
- d'organiser une concertation avec les habitants et acteurs économiques tant sur la solution

à apporter aux nuisances liées à FN et à l'Union, que sur la révision plus générale du plan communal de stationnement

- de présenter une modification du plan de stationnement en septembre afin d'assurer une large information vers les habitants dans la foulée et qu'il puisse prendre effet au 1^{er} janvier 2020

Réplique :

On travaille dans l'intérêt des Forestois. A nous de démontrer que notre projet tient la route.

Illégalité n'est pas un argument relevant :

1. L'argument selon lequel il y aurait des zones à régime différent sur un même territoire n'est pas pertinent. Le principe de la zone événement en est la meilleure preuve.
2. Le stationnement en soirée n'est pour l'instant pas réglementé. On passerait d'une zone « blanche » à une zone bleue.
3. Vu le rendement de la zone verte par rapport à la zone bleue, on peut conclure que le système actuel n'est pas le plus approprié, ce qui donne des ouvertures à des adaptations au bénéfice des Forestois.

Au niveau du réseau ICR forestois, si plusieurs chantiers ont déjà été réalisés en exécution du permis d'urbanisme délivré à la fin de l'année 2012, certains aménagements sont toujours en attente et la Région/Bruxelles Mobilité ne semble pas avoir aujourd'hui les moyens de les concrétiser à court terme.

Parmi ces travaux encore à réaliser, il y en a certains qui sont en attente d'autres projets en cours, c'est le cas de notamment :

- du carrefour Massenet – Lainé (ce projet est en attente car il dépend du chantier du bassin d'orage),
- du carrefour Patinage / IIème Armée Britannique / Saint-Denis (en attente car lié au chantier de la SBGE pour le collecteur d'égout),
- des carrefours Saint-Denis / Chaussée de Bruxelles + Liège / Vanpé + Vanpé / Kersbeek (liés au contrat de quartier),
- ou encore du réaménagement de façade à façade de l'avenue Alexandre Bertrand (projet suspendu suite à une concertation entre le cabinet Smet, Bruxelles Mobilité, la commune et les riverains et pour lequel un projet redessiné est encore attendu).

D'autres ne sont pas concrétisés faute de moyens. C'est le cas notamment de deux carrefours particulièrement dangereux que sont les carrefours Haveskercke/Jonc et Haveskercke/Denayer. La signalisation ICR n'est également toujours pas réalisée à Forest alors qu'elle l'est dans les autres communes.

Mes questions :

- Est-ce que des contacts ont été pris avec Bruxelles Mobilité pour que cette signalisation ICR soit enfin installée ?
- Est-ce que vous avez des informations actualisées sur l'exécution des chantiers ICR à Forest ?
- Dans l'attente de la suite de l'exécution du permis ICR par Bruxelles Mobilité sur les 2

carrefours aujourd'hui non-sécurisés (Denayer/Haveskercke – Jonc-Haveskercke), la commune pourrait installer un aménagement de sécurité temporaire sur la base des plans régionaux ?

Monsieur Hacken :

Pour compléter : il est temps d'évaluer le plan de stationnement.

Beaucoup trop de cartes d'entreprises sont octroyées et donc les véhicules prennent trop de place dans nos quartiers. On parle de zone bleue, mauve ou verte ... la zone bleue limite le stationnement à 2h et donc beaucoup trop peu pour pouvoir participer à un concert par exemple.

Monsieur Mugabo :

On est d'accord avec vous, c'est une question importante, cet élément est repris dans le règlement de police général.

Nous sommes conscients des problèmes liés à Forest National et à l'Union St Gilloise.

Malheureusement on ne peut pas revoir un plan global rien que pour cela.

Il y a une volonté de la part de la commune pour y réfléchir dans un cadre global car on ne va pas revoir juste pour une partie le plan communal.

Autant tout revoir. Il a été voté de diminuer la mobilité automobile et la pression automobile. Pour revenir à votre motion, une question importante est la légalité.

Nous avons demandé à Parking Brussels de faire éventuellement une zone verte de 9 à 18h et à partir de 18 une zone bleue.

Je propose de reporter cette motion jusqu'à ce que parking Brussels nous donne un avis sur les projets.

Monsieur Loewenstein :

La motion n'est pas contradictoire avec la motion climat. On travaille dans l'intérêt des Forestois.

La zone verte permet toujours de payer 1€ pour se garer. Je tiens à ce que ce point soit revu au prochain conseil pour ne pas avoir à attendre des mois et des mois avant d'avoir une réponse de Parking Brussels.

Je note aussi que les conditions d'application vont changer vu qu'on va devoir aller à l'organisation de mailles, mais je suis disposé à ce qu'on reporte à la prochaine séance.

Monsieur Hacken :

On attend donc la réponse de parking Brussels ...

Monsieur Mugabo :

La comparaison avec Anderlecht est erronée : autour du Parc Astrid il y a zone bleue pendant la journée et la zone s'étend le soir lors des événements.

Monsieur Hacken :

Il serait possible de rendre payante la zone verte le soir.

Monsieur Mugabo :

D'après Parking Brussels ce n'est pas légal.

Marc Loewenstein:

De Gemeente Vorst beschikt over een retributiereglement voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg, een reglement dat op 31 december 2019 afloopt.

De huidige regeling voorziet betalend parkeren op heel het gemeentelijke grondgebied via de rode zones en groene zones op alle andere wegen tussen 9u en 18u, met een uur gratis tijdens de middag.

Wat de bewoners die houder zijn van een bewonerskaart betreft: zij kunnen nu op heel het grondgebied van de gemeente parkeren. De gemeente heeft tevens bezoekers-/sportkaarten voorzien. Dit heeft een min of meer evenwichtig systeem mogelijk gemaakt.

Nu werden de ordonnantie en de besluiten inzake parkeren herzien en deze verplichten de gemeenten nu hun grondgebied in sectoren of deelsectoren op te delen. Dit zou als gevolg hebben dat de Vorstenaren die houder zijn van een bewonerskaart enkel nog zullen kunnen parkeren in hun eigen sector of deelsector.

Bovendien werd er nog steeds geen oplossing gevonden voor de parkeerproblemen rond Vorst Nationaal en Union saint-gilloise. Het huidige retributiereglement voorziet geen enkele maatregel om de buurtbewoners tegen de overlast ten gevolge van deze twee belangrijke spelers van het Vorstse leven te beschermen. Bovendien is parkeren 's avonds en op zondag gratis, wat kan zorgen voor een gevoel van onrechtvaardigheid bij de bewoners die amper een parkeerplaats kunnen vinden wanneer ze thuiskomen, ook al betalen ze voor hun bewonerskaart, een kaart die hun weliswaar geen plaats garandeert, maar toch ...

Een oplossing zou erin kunnen bestaan dat er een evenementenzone van € 5 per uur wordt voorzien op avonden met spektakels, maar dat zal niet helpen om het gedrag te veranderen. Het publiek van Vorst Nationaal zal het verkiezen dichtbij te parkeren en desnoods te betalen, en dit zal het parkeerprobleem van de Vorstenaren dus niet oplossen.

Een andere oplossing die door de ordonnantie van 22 januari 2009 wordt voorzien, is de instelling van blauwe zones die gratis zijn voor de houders van een buurtbewonerskaart en beperkt zijn tot twee uur voor wie geen houder is van een buurtbewonerskaart.

Het voordeel van dit systeem is dat het gedrag van de bezoekers kan veranderen, hun dwingen een beroep te doen op de pendelparkings (Stalle of Audi) of het openbaar vervoer en parkeerplaatsen vrij te laten voor de buurtbewoners.

Ruimer gesteld tonen de cijfers van parking.brussels aan dat de groene zones niet meer opleveren dan de blauwe zones: amper 10% van de ontvangsten in groene zones is afkomstig van de parkeermaters, ongeveer 80% van de bewonerskaarten, ongeveer 7% van de retributies en ongeveer 3% van de vrijstellingskaarten (gehandicapte personen ...).

Met de opdeling in sectoren is de situatie veranderd en, gezien de cijfers, moet het huidige systeem in vraag worden gesteld, in het belang van de Vorstenaren.

Vandaag moet de gemeente zich op het vlak van het gemeentelijke verordening in overeenstemming brengen met de gewestelijke ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten. Een mooie kans om het huidige systeem te evalueren en haar parkeerbeleid te herzien ten voordele van haar inwoners. En deze kans moet gedeeld worden gedeeld met de inwoners en de Vorstse economische actoren.

Bijgevolg vraagt de motie die u vandaag wordt voorgelegd van het College:

- samen met parking.brussels de invoering van een blauwe zone 's avonds en op zondag tijdens evenementen in Vorst Nationaal en het Marienstadion te onderzoeken en daarbij verschillende varianten voor te stellen in verband met de te dekken zone, de beperking in de tijd van de mogelijkheid om in een blauwe zone te parkeren, ...;**

- ruimere modellen voor te stellen voor de herziening van het gemeentelijke parkeerplan teneinde zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke wetgeving, rekening houdend met de verschillende zones die worden voorzien door de ordonnantie van 22 januari 2009 (blauwe, groene, grijze, oranje, rode en bijzondere), met het residentiële karakter van Vorst, een gemeente van de tweede gordel, en met de noodzaak om de gemeente op het vlak van haar handelszaken te doen heropleven;
- overleg te organiseren met de inwoners en de economische actoren, zowel aangaande de oplossing voor de overlast verbonden met Vorst Nationaal en Union saint-gilloise als over de algemenere herziening van het gemeentelijk parkeerplan;
- in september een wijziging van het parkeerplan voor te leggen teneinde meteen daarna een bredere informering van de bewoners te garanderen en opdat dit op 1 januari 2020 in werking kan treden.

Repliek:

We werken in het belang van de Vorstenaars. Het is aan ons om aan te tonen dat ons project steek houdt.

Onwettigheid is geen relevant argument:

1. Het argument dat er zones zijn met een verschillend stelsel op eenzelfde grondgebied doet niet ter zake. Het principe van de evenementenzone is er het beste bewijs van.
2. Parkeren 's avonds is voorlopig niet gereguleerd. We zouden van een 'blanco' zone naar een blauwe zone gaan.
3. Gelet op het rendement van de groene zone vergeleken met de blauwe zone kunnen we besluiten dat het huidige systeem niet het geschiktste is, wat ruimte schept voor aanpassingen ten voordele van de Vorstenaars.

Wat betreft het Vorstse GFR-netwerk: ook al werden meerdere werkzaamheden reeds gerealiseerd in uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt aan het einde van het jaar 2012, staan sommige inrichtingen nog steeds op de wachtlijst en het Gewest/Brussel Mobiliteit lijkt vandaag niet de middelen te hebben om deze op korte termijn te concretiseren.

Onder deze nog uit te voeren werken zijn sommige in afwachting van andere lopende projecten.

Dit is inzonderheid het geval voor:

- het kruispunt Massenet-Lainé (dit project wacht, aangezien het afhangt van de werkzaamheden voor het stormbekken);
- het kruispunt Schaatsstraat/Brits Tweedelegerlaan/Sint-Denijsstraat (wacht, want verbonden met de werkzaamheden van de BMWB voor de rioolcollector);
- de kruispunten Sint-Denijs/Brusselsesteenweg + Luikstraat/Vanpéstraat + Vanpéstraat/Kersbeeklaan (verbonden met de wijkcontracten);
- of nog de heraanleg van gevel tot gevel van de Alexandre Bertrandlaan (project hangende ten gevolge van een overleg tussen het kabinet-Smet, Brussel Mobiliteit, de gemeente en de buurtbewoners en waarvoor er nog een herwerkt project wordt verwacht).

Andere werden niet geconcretiseerd bij gebrek aan middelen. Dit is onder meer het geval van twee bijzonder gevaarlijke kruispunten, namelijk de kruispunten Haveskercke/Biezen en Haveskercke/Denayer.

Ook de GFR-signalisatie is in Vorst nog steeds niet gerealiseerd terwijl dit in de andere gemeenten wel het geval is.

Mijn vragen:

- Werd er contact opgenomen met Brussel Mobiliteit opdat deze GFR-signalisatie eindelijk geplaatst wordt?
- Heeft u geactualiseerde informatie over de uitvoering van de GFR-werkzaamheden in Vorst?
- Of de gemeente, in afwachting van de uitvoering van de GFR -vergunning door het gewest op de 2 voormelde kruispunten die vandaag niet beveiligd zijn (Denayer/Haveskercke – Biezen/Haveskercke), een tijdelijke veiligheidsinrichting zou kunnen installeren op basis van de gewestelijke plannen?

De heer Hacken:

Ter aanvulling: het is tijd het parkeerplan te evalueren.

Er worden al te veel bedrijfskaarten toegekend en dus nemen de voertuigen te veel plaats in onze wijken in. Er is sprake van blauwe, mauve en groene zones ... De blauwe zones beperken de parkeerduur tot 2u, wat veel te kort is om bijvoorbeeld een concert te kunnen bijwonen.

De heer Mugabo:

We zijn het met u eens. Dit is een belangrijke vraag. Dit element is opgenomen in het Algemeen Politiereglement.

We zijn ons bewust van de problemen verbonden met Vorst Nationaal en Union saint-gilloise. Helaas kunnen we een globaal plan niet louter daarom herzien.

De gemeente wenst hierover in een globaal kader na te denken, aangezien we het gemeentepan niet louter voor een stukje zullen herzien.

Dan kunnen we evengoed alles herzien. De vermindering van het autoverkeer en de autodruk werd bij stemming aangenomen. Om terug te komen op uw motie: een belangrijke vraag is die van de wettelijkheid.

We hebben parking.brussels gevraagd eventueel een groene zone in te stellen van 9u tot 18u en vanaf 18u een blauwe zone.

Ik stel voor deze motie uit te stellen tot parking.brussels ons een advies over de projecten overmaakt.

De heer Loewenstein:

De motie is niet in tegenspraak met de klimaatmotie. We werken in het belang van de Vorstenaren. De groene zone laat het altijd toe €1 te betalen om te parkeren. Ik sta erop dat dit punt wordt herzien tijdens de volgende raad om geen maanden en maanden te moeten wachten op een antwoord van parking.brussels.

Ik merk ook op dat de toepassingsvoorwaarden zullen veranderen, aangezien we deelsectoren zullen moeten organiseren. Maar ik aanvaard dat we dit overdragen naar de volgende zitting.

De heer Hacken:

We wachten dus op het antwoord van parking.brussels ...

De heer Mugabo:

De vergelijking met Anderlecht is verkeerd: rond het Astridpark is er overdag een blauwe zone en deze wordt tijdens evenementen 's avonds verlengd.

De heer Hacken:

Het is mogelijk de groene zone 's avonds betalend te maken.

De heer Mugabo:

Volgens parking.brussels is dit niet wettelijk.

2 annexes / 2 bijlagen

Nabil Boukili quitte la séance / verlaat de zitting.

44 **Réaménagement du Parc de Forest (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale).
(Complémentaire)**

Interpellation au Conseil Communal du 26/02/2019

Objet : Réaménagement du Parc de Forest

Le réaménagement du parc de Forest a été mis à l'étude par Beliris en 2010 et sera donc financé par ce fonds Fédéral. Le projet étant classé, le projet prend pour référence les perspectives esthétiques de la période des années 1930, ce qui exige notamment d'abattre des arbres de la butte.

Au total, le parc de Forest contient 803 arbres dont 47 arbres remarquables. Le projet de réaménagement par Beliris prévoit l'abattage de 125 arbres dont :

- 56 malades, en train de dépérir ou dangereux,
- 15 tilleuls autour du Chalet qui seront remplacés pour rajeunissement et dans un souci d'uniformité,
- 5 arbres dans le cadre de reconstruction de la maison des jardiniers,
- et 49 pour la restauration des vues

Sur ces 125 arbres abattus, 107 seront plantés.

Nous avons pu découvrir dans la presse que le Bourgmestre ne souhaitait pas d'abattage d'arbres qui, selon le permis d'urbanisme adopté, doit permettre d'offrir une vue dégagée sur la ville.

Pourriez-vous m'indiquer :

- Est-ce que la position d'Ecolo dans la presse est la position du Collège dans son intégralité ?
- Quel est l'impact de cette nouvelle position de ne pas abattre d'arbres sur la réalisation de ce projet financé par Beliris ? Est-ce que cela remet en cause toute la procédure en cours ? Quand Beliris a-t-il prévu de débiter les travaux ?

Dominique Goldberg

Conseillère communale DéFI.

**Herinrichting van het Park van Vorst (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)**

Interpellatie van de Gemeenteraad van 26/02/2019

Betreft: Herinrichting van het Park van Vorst

De herinrichting van het park van Vorst werd in 2010 door Beliris bestudeerd en zal dus door dit federale fonds gefinancierd worden. Aangezien het project geklasseerd is, neemt het als referentie de esthetische perspectieven van de periode van de jaren 1930, wat ondermeer inhoudt dat bomen op de heuvel geveld moeten worden.

In totaal telt het park van Vorst 803 bomen waarvan 47 opmerkelijke bomen. Het herinrichtingsproject van Beliris voorziet het vellen van 125 bomen waaronder:

- 56 zieke bomen, die gevaarlijk of aan het wegwijnen zijn,
- 15 lindebomen rond de Chalet die zullen worden vervangen voor verjonging en om de uniformiteit te bevorderen,
- 5 bomen in het kader van de heropbouw van het huis van de tuiniers,
- en 49 bomen om de uitzichten te herstellen

Op deze 125 geveld bomen, zullen er 107 aangeplant worden.

We hebben in de pers kunnen ontdekken dat de Burgemeester geen velling van bomen wenste wat, volgens de aangenomen stedenbouwkundige vergunning, het mogelijk moet maken om een vrij uitzicht op de stad te bieden.

Kan u mij verduidelijken:

- Is de positie van Ecolo in de pers dezelfde als de positie van het integrale College?
- Wat is de impact van deze nieuwe positie om geen bomen te vellen op de uitvoering van dit project gefinancierd door Beliris? Brengt dit de hele lopende procedure in gevaar? Wanneer heeft Beliris voorzien om van start te gaan met de werken?

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DéFI.

Monsieur Roberti :

J'étais au courant de ce projet. C'est effectivement ce que j'ai déclaré dans la presse, je vous confirme que les arbres malades il faut soit il faut les abattre soit les soigner.

L'avis de les abattre émane du précédent Collège. Les choses ont bien changé, les riverains espèrent un parc où le patrimoine végétal est préservé.

Beliris a pris contact avec les services et le projet ne devrait pas prendre trop de retard.

Madame Goldberg :

Il y a-t-il un planning ?

Monsieur Roberti :

Une réunion avec le service des travaux est prévue.

Je ne suis pas au courant du planning mais je peux me renseigner et vous envoyer l'état d'avancement.

Monsieur Loewenstein :

Tous les chefs de groupe seront intéressés de recevoir le planning.

De heer Roberti:

Ik was op de hoogte van dit project. Dat is effectief wat ik in de pers gezegd heb, ik bevestig dat de zieke bomen hetzij geveld hetzij verzorgd moeten worden.

Het bericht om ze te vellen is afkomstig van het vorige College. De zaken zijn grondig gewijzigd, de buurtbewoners hopen op een park waar het plantaardige erfgoed behouden wordt.

Beliris heeft contact opgenomen met de diensten en het project zou niet te veel vertraging mogen oplopen.

Mevrouw Goldberg:

Is er een planning?

De heer Roberti:

Er is een vergadering met de dienst werken voorzien.

Ik ben niet op de hoogte van de planning maar ik kan inlichtingen vragen en u de vorderingsstaat doorsturen.

De heer Loewenstein:

Alle fractieleiders zullen geïnteresseerd zijn om de planning te ontvangen.

2 annexes / 2 bijlagen

45 **Intervention Vivaqua dans le quartier Ulysse-Télémaque-Minerve-Pénélope-Neptune (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale). (Complémentaire)**

Interpellation CC 26 02 19

Objet : Intervention Vivaqua dans le quartier Ulysse-Télémaque-Minerve-Pénélope-Neptune

Vivaqua a entamé la rénovation des égoûts dans le quartier Ulysse-Télémaque-Minerve-Pénélope-Neptune.

Ces travaux sont l'occasion de faire le point sur l'état déplorable des trottoirs de ces avenues, que les racines des arbres soulèvent et déforment. Sous l'ancienne majorité des rénovations ponctuelles ont été effectuées par le service des travaux. Des interventions bien utiles et appréciées mais qui ne règlent pas le problème de fond des racines des arbres. En 2011, l'avant-dernière majorité avait introduit un projet visant à abattre les arbres de ces voiries et d'en replanter d'autres. Un permis d'urbanisme a d'ailleurs été octroyé mais n'a jamais été exécuté vu la levée de boucliers des habitants. Selon mes informations, la majorité précédente a prévu d'inscrire ces voiries dans le prochain plan triennal d'investissement (après celui entamé et concernant les voiries Verrerie-Kersbeek-Bempt), programme régional subsidiant à 50% les rénovations de voiries de façades à façades, le montant total du budget pourrait ainsi s'élever à 1,5 millions d'euros).

Questions :

- La rénovation de ces voiries sont-elles bien toujours inscrites au plan triennal d'investissement à venir ?
- La majorité actuelle va -t-elle prendre en compte l'attente énorme des habitants de ce quartier afin de considérer le problème de l'état précaire récurrent de ces voiries dans son ensemble et d'y apporter une solution en profondeur ?

Interventie van Vivaqua in de wijk Ulysse-Telemachus-Minerva-Penelope-Neptunus (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Interpellatie GR 26 02 19

Betreft: Interventie van Vivaqua in de wijk Ulysse-Telemachus-Minerva-Penelope-Neptunus

Vivaqua is begonnen met de renovatie van de rioleringen in de wijk Ulysse-Telemachus-Minerva-Penelope-Neptunus.

Deze werkzaamheden vormen de aanleiding om de balans op te maken van de slechte staat van de voetpaden van deze lanen, die door de wortels van de bomen worden opgetild en oneffen gemaakt. Onder de vorige meerderheid voerde de Dienst Openbare Werken gerichte renovatiewerken uit. Deze interventies waren nuttig en werden gewaardeerd, maar regelden het onderliggende probleem met de wortels van de bomen niet. In 2011 diende de meerderheid daàrvoor een project in om de bomen in deze wegen te vellen en er nieuwe te planten. Er werd bovendien een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd, maar deze werd nooit uitgevoerd vanwege de stroom van protest door de bewoners. Volgens de inlichtingen waar ik over beschik, was de vorige meerderheid van plan deze wegen op te nemen in het volgende driejarige investeringsprogramma (na het reeds begonnen programma en met betrekking tot de Glasblazerij-, Kersbeek- en Bemptlaan), een gewestelijk programma dat de renovatie van wegen van gevel tot gevel voor 50% subsidieert, waarbij het budget in totaal 1,5 miljoen euro mag bedragen.

Vragen:

- Is de renovatie van deze wegen nog steeds opgenomen in het toekomstige driejarige investeringsprogramma?
- Zal de huidige meerderheid rekening houden met de enorme verwachtingen van de bewoners van deze wijk teneinde het probleem van de herhaaldelijk zorgwekkende staat van deze wegen in zijn geheel te onderzoeken en er een grondige oplossing voor aan te brengen?

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DÉFI

Madame Père :

J'accueille avec intérêt votre interpellation. Il y a une série de travaux qui ont commencé dont le changement par VIVAQUA des conduites d'eau eau potable.

Ensuite ce sera le changement des câbles électriques et Proximus.

Les services travaillent en fonction de la cartographie établie.

Le collègue n'a pas pris de décisions au niveau du plan triennal, certaines rues ont été rénovées, mais le plan triennal au niveau de la voirie va être travaillé en profondeur.

En fonction de l'analyse du service de la voirie qui présentera son plan fin mars début avril, le collègue prendra la décision si le quartier Neptune rentrera dans le projet triennal. Dès qu'on a des informations nous en parlerons dans une commission.

Monsieur Loewenstein :

Une cartographie a été faite dans tout Forest. Il restait les voiries arborées du quartier Neptune qui devaient bénéficier de rénovation lourde, notamment vu à la présence des arbres.

Madame Goldberg :

La majorité précédente avait prévu d'inscrire ces travaux dans le plan triennal.

Mevrouw Père:

Uw interpellatie wekt veel interesse bij mij op. Er werd een reeks werkzaamheden opgestart waaronder de vervanging door VIVAQUA van de drinkwaterleidingen.

Vervolgens is het de beurt van de vervanging van de elektriciteitskabels en Proximus.

De diensten werken in functie van de opgestelde cartografie.

Het college heeft geen beslissingen genomen wat betreft het driejarige plan, bepaalde straten werden gerenoveerd, maar het driejarige plan met betrekking tot de wegenis gaat diepgaand herwerkt worden.

In functie van de analyse van de dienst wegenis die zijn plan eind maart begin april zal voorleggen, zal het college beslissen of de Neptunus wijk deel zal uitmaken van het driejarige project. Zodra we meer informatie hebben, zullen we hierover spreken in een commissie.

De heer Loewenstein:

Er werd een cartografie opgesteld in heel Vorst. Er bleven wegen met bomen over in de Neptunuswijk die een diepgaande renovatie moesten ondergaan, onder meer de aanwezigheid van bomen.

Mevrouw Goldberg:

De vorige meerderheid had voorzien om deze werkzaamheden in te schrijven in het driejarige plan.

2 annexes / 2 bijlagen

46 L'exécution des chantiers ICR et la sécurisation des carrefours (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)

« L'exécution des chantiers ICR et la sécurisation des carrefours »

Au niveau du réseau ICR forestois, si plusieurs chantiers ont déjà été réalisés en exécution du permis d'urbanisme délivré à la fin de l'année 2012, certains aménagements sont toujours en attente et la Région/Bruxelles Mobilité ne semble pas avoir aujourd'hui les moyens de les concrétiser à court terme.

Parmi ces travaux encore à réaliser, il y en a certains qui sont en attente d'autres projets en cours (contrats de quartier, SBGE...), d'autres ne sont pas concrétisés faute de moyens. C'est le cas notamment de deux carrefours particulièrement dangereux que sont les carrefours Haveskercke/Jonc et Haveskercke/Denayer.

La signalisation ICR n'est également toujours pas réalisée à Forest alors qu'elle l'est dans les autres communes.

Mon interpellation visera à savoir :

- Si des contacts ont été pris avec Bruxelles Mobilité pour que cette signalisation ICR soit enfin installée
- Si vous avez des informations actualisées sur l'exécution des chantiers ICR à Forest
- Si, dans l'attente de l'exécution du permis ICR par la région sur les 2 carrefours précités, la commune pourrait installer un aménagement de sécurité temporaire sur la base des plans régionaux.

Marc Loewenstein

Chef de Groupe DÉFI au conseil communal de Forest.

De uitvoering van de GFR werkzaamheden en de beveiliging van de kruispunten (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadsled). (Aanvullend)

“De uitvoering van de GFR werkzaamheden en de beveiliging van de kruispunten”

Wat betreft het Vorstse GFR netwerk, ook al werden meerdere werkzaamheden reeds gerealiseerd in uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt aan het einde van het jaar 2012, staan sommige inrichtingen nog steeds op de wachtlijst en het Gewest/Brussel Mobiliteit lijkt vandaag niet de middelen te hebben om deze op korte termijn te concretiseren.

Onder deze nog uit te voeren werken zijn sommige in afwachting van andere lopende projecten (wijkcontracten, BMWB...), andere werden niet geconcretiseerd bij gebrek aan middelen. Dit is ondermeer het geval van twee bijzonder gevaarlijke kruispunten, namelijk de kruispunten Haveskercke/Biezen en Haveskercke/Denayer.

Ook de GFR signalisatie is in Vorst nog steeds niet gerealiseerd terwijl dit in de andere gemeenten wel het geval is.

Met mijn interpellatie wens ik te weten te komen:

- Of er contact werd opgenomen met Brussel Mobiliteit opdat deze GFR signalisatie eindelijk geplaatst zou worden
- Of u geactualiseerde informatie heeft over de uitvoering van de GFR werkzaamheden in Vorst
- Of de gemeente, in afwachting van de uitvoering van de GFR vergunning door het gewest op de 2 voormelde kruispunten, een tijdelijke veiligheidsinrichting zou kunnen installeren op basis van de gewestelijke plannen.

Marc Loewenstein

Fractieleider DÉFI in de gemeenteraad van Vorst

Monsieur Loewenstein :

Au niveau du réseau ICR forestois, si plusieurs chantiers ont déjà été réalisés en exécution du permis d'urbanisme délivré à la fin de l'année 2012, certains aménagements sont toujours en attente et la Région/Bruxelles Mobilité ne semble pas avoir aujourd'hui les moyens de les concrétiser à court terme.

Parmi ces travaux encore à réaliser, il y en a certains qui sont en attente d'autres projets en cours, c'est le cas de notamment :

du carrefour Massenet – Lainé (ce projet est en attente car il dépend du chantier du bassin d'orage),

du carrefour Patinage / IIème Armée Britannique / Saint-Denis (en attente car lié au chantier de la SBGE pour le collecteur d'égout),

des carrefours Saint-Denis / Chaussée de Bruxelles + Liège / Vanpé + Vanpé / Kersbeek (liés au contrat de quartier),

ou encore du réaménagement de façade à façade de l'avenue Alexandre Bertrand (projet suspendu suite à une concertation entre le cabinet Smet, Bruxelles Mobilité, la commune et les riverains et pour lequel un projet redessiné est encore attendu).

D'autres ne sont pas concrétisés faute de moyens. C'est le cas notamment de deux carrefours particulièrement dangereux que sont les carrefours Haveskercke/Jonc et Haveskercke/Denayer. La signalisation ICR n'est également toujours pas réalisée à Forest alors qu'elle l'est dans les autres communes.

Mes questions :

Est-ce que des contacts ont été pris avec Bruxelles Mobilité pour que cette signalisation ICR soit enfin installée ?

Est-ce que vous avez des informations actualisées sur l'exécution des chantiers ICR à Forest ?

Dans l'attente de la suite de l'exécution du permis ICR par Bruxelles Mobilité sur les 2 carrefours aujourd'hui non-sécurisés (Denayer/Haveskercke – Jonc-Haveskercke), la commune pourrait installer un aménagement de sécurité temporaire sur la base des plans régionaux ?

Monsieur Mugabo :

On a pris contact avec Bruxelles mobilité mais je n'ai pas pu avoir toute les infos. J'ai eu une personne en ligne qui m'a promis qu'il allait m'envoyer les infos avant le Conseil, mais je ne les ai pas reçues. Dès que je reçois les infos, je vous les transmettrai.

Madame Père :

Nous avons sollicité Bruxelles mobilité.

Au niveau de la Région, nous avons pris contact avec le nouveau directeur et demandé un rendez-vous afin d'évoquer avec lui la situation de Forest afin de savoir si nous pouvons obtenir des moyens. L'intention de la Région était de ne pas subventionner les travaux. En ce qui concerne les 2 carrefours, j'ai été sollicitée par 2 riverains pour voir si on pouvait déposer une plainte. Ce point est à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité de concertation. On y réfléchit, on y travaille et on essaiera de trouver une solution pour les riverains.

Monsieur Loewenstein :

Chaque année un budget est prévu au budget régional. Si l'intervention est demandée, elle devra être exécutée par Bruxelles Mobilité (BM). BM n'a pas exécuté les projets cet années par manque de moyens humains pour les suivre. Les plans existent, il suffit aujourd'hui de faire des marquages et installer un dispositif temporaires dans l'attente du chantier définitif de BM.

De heer Loewenstein :

Wat betreft het Vorstse GFR-netwerk: ook al werden meerdere werkzaamheden reeds gerealiseerd in uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt aan het einde van het jaar 2012, staan sommige inrichtingen nog steeds op de wachtlijst en het Gewest/Brussel Mobiliteit lijkt vandaag niet de middelen te hebben om deze op korte termijn te concretiseren.

Onder deze nog uit te voeren werken zijn sommige in afwachting van andere lopende projecten.

Dit is inzonderheid het geval voor:

het kruispunt Massenet-Lainé (dit project wacht, aangezien het afhangt van de werkzaamheden voor het stormbekken);

het kruispunt Schaatsstraat/Brits Tweedelegerlaan/Sint-Denijsstraat (wacht, want verbonden met de werkzaamheden van de BMWB voor de rioolcollector);

de kruispunten Sint-Denijs/Brusselsesteenweg + Luikstraat/Vanpéstraat + Vanpéstraat/Kersbeeklaan (verbonden met de wijkcontracten);

of nog de heraanleg van gevel tot gevel van de Alexandre Bertrandlaan (project hangende ten gevolge van een overleg tussen het kabinet-Smet, Brussel Mobiliteit, de gemeente en de buurtbewoners en waarvoor er nog een herwerkt project wordt verwacht).

Andere werden niet geconcretiseerd bij gebrek aan middelen. Dit is onder meer het geval van twee bijzonder gevaarlijke kruispunten, namelijk de kruispunten Haveskercke/Biezen en Haveskercke/Denayer.

Ook de GFR-signalisatie is in Vorst nog steeds niet gerealiseerd terwijl dit in de andere gemeenten wel het geval is.

Mijn vragen:

Werd er contact opgenomen met Brussel Mobiliteit opdat deze GFR-signalisatie eindelijk geplaatst wordt?

Heeft u geactualiseerde informatie over de uitvoering van de GFR-werkzaamheden in Vorst?

Of de gemeente, in afwachting van de uitvoering van de GFR -vergunning door het gewest op de 2 voormelde kruispunten die vandaag niet beveiligd zijn (Denayer/Haveskercke – Biezen/Haveskercke), een tijdelijke veiligheidsinrichting zou kunnen installeren op basis van de gewestelijke plannen?

De heer Mugabo:

We hebben contact opgenomen met Brussel Mobiliteit maar ik heb niet alle informatie gekregen. Ik heb iemand aan de lijn gehad die me beloofd heeft de informatie vóór de Raad door te sturen, maar ik heb ze niet ontvangen. Zodra ik de informatie ontvang, zal ik ze u doorsturen.

Mevrouw Pèrè:

We hebben een beroep gedaan op Brussel Mobiliteit.

Op gewestelijk niveau hebben we contact opgenomen met de nieuwe directeur en een afspraak gevraagd om samen met hem de situatie van Vorst ter sprake te brengen teneinde te weten of we

middelen kunnen verkrijgen. Het Gewest had niet de intentie om de werken te subsidiëren. Wat de 2 kruispunten betreft, hebben 2 buurtbewoners me gecontacteerd om te kijken of we een klacht konden indienen. Dit punt staat op de agenda van de volgende vergadering van het overlegcomité. We denken erover na, we werken eraan en we zullen een oplossing trachten te vinden voor de buurtbewoners.

De heer Loewenstein:

Elk jaar wordt er een budget voorzien in de gewestelijke begroting. Indien de interventie gevraagd wordt, moet ze worden uitgevoerd door Brussel Mobiliteit (BM). Dit jaar heeft BM de projecten niet uitgevoerd wegens een gebrek aan menselijke middelen om ze op te volgen. Er bestaan plannen; het volstaat markeringen aan te brengen en een tijdelijke voorziening in te stellen, in afwachting van de definitieve werkzaamheden van BM.

1 annexe / 1 bijlage

47 **Motion pour le maintien des boîtes rouges et une amélioration du service universel de bpost (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale). (Complémentaire)**

Motion pour le maintien des boîtes rouges et une amélioration du service universel de bpost

bpost a annoncé fin 2018 la suppression de 3000 boîtes rouges dans toute la Belgique.

Dans la Région de Bruxelles-capitale, 252 boîtes rouges disparaîtront, dont 10 à Forest :

AVENUE ALEXANDRE BERTRAND 50, 1190 VORST / FOREST
AVENUE BRUGMANN 119-121, 1190 VORST / FOREST
AVENUE CLÉMENTINE 24, 1190 VORST / FOREST
AVENUE DE MONTE CARLO 94, 1190 VORST / FOREST
AVENUE DU DOMAINE 167-169, 1190 VORST / FOREST
AVENUE KERSBEEK 209, 1190 VORST / FOREST
DRÈVE DES FUTAILLES 25, 1190 VORST / FOREST
RUE BERKENDAEL 88, 1190 VORST / FOREST
RUE JEAN-BAPTISTE VANPÉ 63, 1190 VORST / FOREST
RUE SAINT-DENIS 282-284, 1190 VORST / FOREST

Cela représente plus d'un tiers des boîtes forestoises.

Cette mesure impactera directement les citoyen.e.s, à commencer par les publics les plus fragilisés. Il s'agit de plusieurs milliers de lettres qui, chaque jour, ne pourront plus être déposées dans leur boîte habituelle. Il faudra pour cela aller plus loin.

Or, poster son courrier reste une absolue nécessité. Comment feront demain les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, si la boîte rouge au coin de leur rue disparaît ?

Cette mesure va par ailleurs à l'encontre du principe de relocalisation de l'économie, si important sur le plan écologique.

Enfin, elle impactera l'emploi chez bpost, alors que le personnel ne cesse déjà de diminuer depuis 20 ans, et que l'entreprise réalise pourtant de très beaux bénéfices.

Plusieurs communes ont déjà réagi suite à l'annonce de suppression de boîtes rouges sur leur territoire.

C'est pourquoi nous proposons que le Conseil communal adopte la motion suivante :
"Vu le rôle social de premier plan joué par bpost ;
Vu l'importance de développer des infrastructures publiques de proximité, notamment pour des raisons écologiques ;
Vu les dommages que la diminution des boîtes rouges causeraient, en particulier pour les populations les plus fragilisées ;
Vu les besoins en termes d'emploi ;
Considérant les bénéfices réalisés par bpost pour l'année 2018 ;
Considérant le fait que bpost demeure une entreprise publique contrôlée à 51 % par l'Etat belge ;
Considérant l'absence de concertation avec les pouvoirs locaux, pourtant directement concernés,

La commune de Forest déclare :

S'opposer à la diminution du nombre de boîtes rouges par bpost sur son territoire;
Être solidaires avec les autres communes victime d'une diminution des boîtes rouges;
Vouloir un service postal public fort, moderne et efficace, dans l'intérêt de ses habitants."
De transmettre la présente décision aux ministres de l'Intérieur, au ministre de la poste et au Directeur général de la poste.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Motie voor het behoud van de rode bussen en een verbetering van de universele dienst van bpost (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Motie voor het behoud van de rode bussen en een verbetering van de universele dienst van bpost

Eind 2018 heeft bpost aangekondigd dat er in heel België 3000 rode brievenbussen verwijderd zullen worden.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zullen er 252 rode brievenbussen verdwijnen, waarvan 10 in Vorst:

ALEXANDRE BERTRANDLAAN 50, 1190 VORST / FOREST
BRUGMANNLAAN 119-121, 1190 VORST / FOREST
CLEMENTINALAAN 24, 1190 VORST / FOREST
MONTE-CARLOLAAN 94, 1190 VORST / FOREST
DOMEINLAAN 167-169, 1190 VORST / FOREST
KERSBEEKLAAN 209, 1190 VORST / FOREST
FUSTENDREEF 25, 1190 VORST / FOREST
BERKENDAELSTRAAT 88, 1190 VORST / FOREST
JEAN-BAPTISTE VANPÉSTRAAT 63, 1190 VORST / FOREST
SINT-DENIJSSTRAAT 282-284, 1190 VORST / FOREST

Dit vertegenwoordigt meer dan een derde van de brievenbussen in Vorst.

Deze maatregel zal rechtstreekse gevolgen hebben voor de burger en in de eerste plaats voor het kwetsbaarste publiek. Het gaat dagelijks om verschillende duizenden brieven die niet langer in hun gebruikelijke brievenbus gestoken zullen kunnen worden. Voortaan zal men dat verderop moeten doen.

Maar je brieven kunnen opsturen, blijft een absolute noodzaak. Wat zullen de ouderen en de mensen met beperkte mobiliteit moeten doe wanneer de rode brievenbus op de hoek van hun straat verdwijnt? Deze maatregel is bovendien in strijd met het principe van herlokalisering van de economie, wat zo belangrijk is op ecologisch vlak.

Tot slot zal dit ook een weerslag hebben op de werkgelegenheid bij bpost, terwijl het personeelsbestand al 20 jaar afneemt hoewel de onderneming zeer mooie winsten boekt.

Verschillende gemeenten hebben al gereageerd naar aanleiding van de aankondiging van de verwijdering van rode brievenbussen op hun grondgebied.

Daarom stellen we voor dat de Gemeenteraad de volgende motie aanneemt:

“Gelet op de eersterangsrol die bpost op sociaal vlak speelt;

Gelet op het belang van de ontwikkeling van openbare buurtinfrastructuur, onder meer om ecologische redenen;

Gelet op de schade die de vermindering van de rode brievenbussen zal berokkenen, in het bijzonder voor de kwetsbaarste bevolkingsgroepen;

Gelet op de noden inzake tewerkstelling;

Overwegende de winsten die bpost in het jaar 2018 geboekt heeft;

Overwegende dat bpost een overheidsbedrijf blijft dat voor 51 % in handen is van de Belgische Staat;

Overwegende het ontbreken van overleg met de lokale overheden, die nochtans rechtstreeks betrokkenen zijn;

Verklaart de Gemeente Vorst:

Zich te verzetten tegen de vermindering van het aantal rode brievenbussen door bpost op haar grondgebied;

Solidair te zijn met de andere gemeenten die het slachtoffer zijn van een vermindering van het aantal rode brievenbussen;

Een sterke, moderne en efficiënte openbare postdienst te willen, in het belang van haar inwoners.”

De huidige leslissing over te maken aan de Minister van Binnenlandse zaken en Minister van de Post en de Algemene Directeur van de Post.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

2 annexes / 2 bijlagen

48 **Avenir des parcs Duden et Jupiter (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Sujet : Avenir des parcs Duden et Jupiter

Madame la Secrétaire communale,

Je vous prie de trouver ci-joint une demande d'interpellation pour le prochain conseil communal (26/2) :

Un bureau d'études a été mandaté pour réaménager les parcs Duden et Jupiter. L'objet de ces réaménagements sera notamment de développer les espaces de jeux, de prévoir des dispositifs de collecte des eaux de pluie ou encore de prévoir un nouvel accès au carrefour Jupiter-Fauré.

Lors de l'étude, certains usagers du parc ont été consultés. Il me paraît essentiel d'aller plus loin dans cette consultation et d'inviter les habitants des quartiers limitrophes à une présentation et une discussion sur l'avenir de leurs parcs.

- Pourriez-vous me préciser combien de personnes ont été consultées à ce jour ?
- Prévoyez-vous d'organiser une réunion plus large d'information sur le projet à venir ? Si oui, quand ?
- Pourriez-vous exposer les grandes lignes du projet ? Où seront situées les différentes plaines de jeux et terrains de sport ? Quelles seront les nouveautés par rapport à la situation existante ?
- Quelles sont les prochaines étapes de la procédure ?
- Quid du financement et de la ventilation des budgets entre les différents intervenants ?

Je vous remercie d'avance.

Xavier JANS
Conseiller communal DÉFI.

Toekomst van het Duden en Jupiterpark (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadsled).
(Aanvullend)

Er werd een studie bureau aangesteld om het Duden- en het Jupiterpark heraan te leggen. De bedoeling van deze heraanleggingswerken is onder meer om speelruimten te ontwikkelen, installaties voor de inzameling van regenwater te voorzien en een nieuwe toegang tot het Jupiter-Fauré-kruispunt te voorzien.

Tijdens de studie werden bepaalde gebruikers van het park geraadpleegd. Het lijkt me van cruciaal belang om in deze raadpleging verder te gaan en de bewoners van de aanpalende wijken uit te nodigen op een presentatie en een discussie over de toekomst van hun parken.

- Kunt u me verduidelijken hoeveel personen er tot op heden werden geraadpleegd?
- Bent u van plan een bredere informatievergadering rond dit toekomstige project te organiseren? Zo ja, wanneer?
- Kunt u ons de grote lijnen van het project toelichten? Waar zullen de nieuwe speelpleinen en sportterreinen worden gevestigd? Welke zullen de nieuwigheden zijn ten opzichte van de huidige situatie?
- Wat zijn de volgende stappen in de procedure?
- Hoe zit het met de financiering en de verdeling van de budgetten tussen de verschillende interveniënten?

Monsieur Mugabo :

La restauration du Parc Duden relève de la Fondation Royale.

Le Parc Jupiter est propriété communale.

Le précédent collège a jugé qu'il était opportun de profiter de la rénovation du parc Duden pour faire les 2 en même temps. Je vais vous envoyer les réactions des riverains demain dans la journée.

Ce projet englobe la participation du Bureau d'Etudes désigné par Belliris, les responsables de Park Design, les comités de quartier, Bruxelles environnement et Saint Gilles.

Le budget s'élève à 3,5 millions.

Il y a 1 million pour le Parc Jupiter et le reste pour Duden.

Monsieur Jans :

Est ce qu'il y a moyen d'inviter Beliris pour une séance d'info ?

Monsieur Mugabo :

Il y a effectivement lieu de mettre en œuvre cette proposition.

De heer Mugabo:

De restauratie van het Dudenpark valt onder de bevoegdheid van de Koninklijke Stichting.

Het Jupiterpark is eigendom van de gemeente.

Het vorige college was van oordeel dat het aangewezen was om gebruik te maken van de renovatie van het Dudenpark om de 2 tegelijkertijd uit te voeren. Ik ga u de reacties van de buurtbewoners morgen overdag doorsturen.

Dit project omvat de deelname van het Studiebureau aangesteld door Beliris, de verantwoordelijken van Park Design, de wijkcomités, Leefmilieu Brussel en Sint-Gillis.

Het budget bedraagt 3,5 miljoen.

Er is 1 miljoen voor het Jupiterpark en de rest voor het Dudenpark.

De heer Jans:

Is het mogelijk Beliris uit te nodigen voor een informatiesessie?

De heer Mugabo:

Het is inderdaad aangewezen dit voorstel uit te werken.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation au Collège communal concernant le percement entre les jardins du Brass et Divercity

Monsieur le Bourgmestre,

Le permis d'urbanisme pour l'implantation de l'école De Puzzel au bout du site de Divercity a malheureusement été octroyé fin de l'année dernière. Comme de nombreux citoyens, nous regrettons que le projet condamne le tunnel sous voie qui aurait pu être un beau passage pour la mobilité douce qui aurait relié les deux quartiers.

Pour « compenser » cette condamnation, rappelons que vous avez prévu de réaliser un autre passage à quelques centaines de mètres de là, idée remarquable en termes de bonne affectation des moyens publics !

Il n'y a cela étant pas de lien de temporalité entre la construction de l'école et le percement de ce passage sous les voies, mais j'espère que la majorité actuelle va s'atteler à réaliser le deuxième projet dès que possible.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Le percement va-t-il se faire avant la construction de l'école, en même temps ou après ?
- Qu'en est-il du financement de ce projet ? Sera-ce financé via le contrat de quartier, ou le CRU (mais alors au détriment d'un projet puisque le CRU était bouclé) ?
- Quel est le coût estimé de ce percement ? Et le coût de la construction de l'école ?
- Le projet va-t-il empiéter sur Divercity, autrement dit va-t-il falloir détruire une partie du parc qui vient d'être réalisé ?
- Qu'en est-il de la piste cyclable, par où passera-t-elle, et vers où ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken.

De doorsteek tussen de tuinen van BRASS en Divercity (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Vorst, 20 februari 19

Interpellatie van het Gemeentecollege betreffende de doorsteek tussen de tuinen van BRASS en Divercity

Geachte heer Burgemeester,

Helaas werd de stedenbouwkundige vergunning voor de vestiging van de school De Puzzel achteraan de Divercity-site eind vorig jaar afgeleverd. Net als veel burgers betreuren wij het feit dat dit project de tunnel onder de spoorweg, die anders een mooie doorgang had kunnen vormen voor de zachte mobiliteit die beide wijken met elkaar zou hebben verbonden, afschaft.

Om deze afschaffing te “compenseren”, herinneren we ons dat u voorzag een andere doorgang tot stand te brengen, op een paar honderd meter daarvandaan – een opmerkelijk idee wat de goede aanwending van publieke middelen betreft!

Dat gezegd zijnde, is er geen verband tussen de planning van de bouw van de school en de opening van deze doorgang onder de sporen, maar ik hoop dat de huidige meerderheid zich ervoor zal inzetten dit tweede project zo snel mogelijk tot stand te brengen.

Mijn vragen zijn dus de volgende:

- Zal de opening plaatsvinden voor de bouw van de school, gelijktijdig of erna?
- Hoe staat het met de financiering van dit project? Zal dit gefinancierd worden via het wijkcontract of via het SVC (maar dan ten nadele van een ander project, aangezien het SVC afgerond was)?
- Hoeveel zal de geraamde kostprijs van deze opening bedragen? En de kostprijs van de bouw van de school?
- Zal het project Divercity aantasten – anders gezegd, zal een gedeelte van het net tot stand gebrachte park moeten worden vernietigd?
- Hoe staat het met het fietspad, hoe zal dit lopen, en waarheen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Monsieur Spapens :

Je vous ai déjà répondu sur le fait que ça n’avait rien avoir avec ce tunnel, le percement c’est pour créer un espace public entre les 4 bâtiments.

Ça n’a donc rien avoir, on a choisi d’y construire une école néerlandophone, ce tunnel n’a jamais été ouvert au public, ça ne change donc rien.

C’est un projet qui est dans le cadre du contrat de Quartier.

On espère un début des travaux en 2023. C’est un grand projet.

Il sera financé à raison d’un million dans le cadre du Contrat de quartier et d’un million dans le CRU. C’est encore un budget approximatif.

Il y a 3 projet différents pour les pistes cyclables :

RER Vélo jusque Gare du Midi

Parc des 2 Rives

Vers le site du Charroi (passage dans Divercity).

De heer Spapens:

Ik heb u reeds geantwoord op het feit dat dit niets te maken heeft met deze tunnel, de doorsteek is om een openbare ruimte tussen de 4 gebouwen te creëren.

Het heeft er dus niets mee te maken, we hebben ervoor gekozen een Nederlandstalige school te bouwen, deze tunnel werd nooit opengesteld voor het publiek, dat verandert dus niks.

Dit project kadert in het Wijkcontract.

We hopen op een aanvang van de werken in 2023. Het is een groot project.

Het zal voor een miljoen worden gefinancierd in het kader van het Wijkcontract en voor een miljoen in het kader van het SVC. Het is nog een benaderend budget.

Voor de fietspaden zijn er 3 verschillende projecten:

GEN Fiets tot het Zuidstation

Tweeoeverspark

Naar de Gerij-site (doorgang in Divercity).

2 annexes / 2 bijlagen

50 **La prime pour les jeunes propriétaires (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Forest, le 20 février 19

Interpellation au Collège communal concernant la prime pour les jeunes propriétaires

Monsieur le Bourgmestre,

Je voudrais évaluer avec vous la mesure lancée il y a 5 ans maintenant : la prime pour les jeunes propriétaires. Pour rappel, cette prime avait été lancée au moment de l'augmentation substantielle du précompte immobilier pour tous les Forestois, une sorte de petite compensation pour une certaine catégorie de ménages.

- Quelle est le nombre de primes octroyées depuis le lancement de cette prime ?
- Assiste-t-on à une augmentation du nombre de primes par année ?
- Si le chiffre est très faible, comment expliquez-vous ce non succès ? Est-ce que les conditions d'octroi de ne sont pas beaucoup trop limitées, en particulier le plafond de revenus ?
- Des Forestois me sont revenus en me disant que les démarches administratives pour obtenir la prime étaient par ailleurs particulièrement fastidieuses, en particulier pour l'obtention de l'attestation de première propriété ? Il semble que vous ayez eu l'intention de supprimer cette demande de document, mais que la tutelle aurait refusé ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken.

De premie voor jonge eigenaars (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Vorst, 20 februari 19

Interpellatie aan het Gemeentecollege betreffende de premie voor jonge eigenaars

Geachte heer Burgemeester,

Ik wens samen met u de maatregel te evalueren die 5 jaar geleden gelanceerd werd: de premie voor jonge eigenaars. Ter herinnering: deze premie werd gelanceerd toen de onroerende voorheffing voor alle Vorstenaars aanzienlijk werd verhoogd, als een soort kleine compensatie voor een bepaalde categorie huishoudens.

- Hoeveel premies werden er sinds de lancering van deze premies toegekend?
- Stijgt het jaarlijkse aantal premies?
- Indien het cijfer gering is, hoe legt u dit gebrek aan succes uit? Zijn de toekenningsvoorwaarden niet te beperkend, in het bijzonder het inkomensplafond?
- Een aantal Vorstenaars is naar me toegestapt om me te zeggen dat de administratieve stappen om de premie te verkrijgen bovendien bijzonder veel tijd in beslag nemen, in het bijzonder voor het verkrijgen van het bewijs van eerste eigendom. Naar het schijnt heeft u de aanvraag van dit document willen afschaffen, maar heeft de toezichthoudende overheid dit geweigerd.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Madame De Ridder :

Il y a eu à ce jour 151 primes accordées en 2018, ce qui est une grande augmentation depuis 2014. Il faut avoir - de 40 ans, moins de 48.000€ par an, vivre pendant 5 ans dans l'habitation concerné et être propriétaire d'un bien unique.

La commune est en contact avec la Région pour essayer d'alléger les démarches administratives. A ce stade, la commune est toujours en communication avec la Région pour les mises au points.

Mevrouw De Ridder:

Tot op heden werden er 151 premies toegekend in 2018, wat een grote stijging is sinds 2014. Men moet jonger zijn dan 40 jaar, minder dan 48.000€ per jaar verdienen, gedurende 5 jaar in de betrokken woning leven en eigenaar zijn van één enkel goed. De gemeente staat in contact met het Gewest om te trachten de administratieve formaliteiten te verlichten. Op dit ogenblik is de gemeente nog steeds in gesprek met het Gewest voor de aanpassingen.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation au Collège communal concernant les subsides de cohésion sociale

Monsieur le Bourgmestre,

Je voudrais revenir sur un sujet évoqué très rapidement lors du dernier Conseil communal, à savoir les reproches de clientélisme quant à la répartition des subsides dans la politique de cohésion sociale et dans le contrat de quartier Wiels-sur-Senne.

Pouvez-vous nous expliquer ce qu'il vous est reproché, que cela soit avéré ou pas ?

Pouvons-nous disposer de la liste des asbl qui ont été subsidiées cette année dans le cadre de ces deux politiques ?

Pouvons-nous également disposer de la liste des jurys, tant pour la cohésion sociale que pour le contrat de quartier ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken.

De subsidies voor sociale cohesie (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)

Vorst, 20 februari 19

Interpellatie van het Gemeentecollege betreffende de socialecohesiesubsidies

Geachte heer Burgemeester,

Ik wens terug te komen op een onderwerp dat we tijdens de vorige Gemeenteraad kort hebben aangehaald, namelijk de verwijten van cliëntelisme bij de verdeling van de subsidies van het socialecohesiebeleid en het Wijkcontract Wiels aan de Zenne.

Kunt u ons uitleggen wat u wordt verweten, of dit nu blijkt te kloppen of niet?

Mogen wij beschikken over een lijst van de vzw's die dit jaar in het kader van beide beleidsdomeinen gesubsidieerd werden?

Mogen wij tevens beschikken over de lijst van de jury's, zowel voor de sociale cohesie als voor het wijkcontract?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Monsieur Spapens :

Toutes les thématiques et budgets ont été décidés par les association elles-mêmes.

Il y a 5 jurys organisés dont siègent : 1 personne de la Région, 2 personnes du contrat de quartier

...

Une proposition a été validée au Collège du 17/01 et présentée à la commission.

De heer Spapens:

Alle thematieken en budgetten werden beslist door de verenigingen zelf.

Er worden 5 jury's georganiseerd waarin zetelen: 1 persoon van het Gewest, 2 personen van het wijkcontract ...

Tijdens het College van 17/01 werd er een voorstel bekrachtigd en voorgesteld aan de commissie.

1 annexe / 1 bijlage

52 L'implantation de rues scolaires dans notre commune (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal). (Complémentaire)

Forest, le 20 février 19

Interpellation au Collège communal concernant l'implantation de rues scolaires dans notre commune

Monsieur le Bourgmestre,

De nombreux parents ont manifesté en septembre dernier pour demander que les abords des écoles soient moins pollués dans notre commune.

Vous le savez, le concept de rues scolaires est désormais inscrit dans le code de la route, et permet donc à toute commune d'interdire la circulation des voitures à l'heure de l'arrivée et de la sortie de l'école. La Ministre de l'Environnement et le Ministre de la mobilité de la Région ont d'ailleurs dégagé 2 millions d'€ à destination des communes pour que le coût financier ne puisse pas être une excuse, cette mesure ayant il est vrai un coût en termes d'infrastructures et humains.

Ma question est donc simple : avez-vous demandé à la Région de pouvoir bénéficier d'une partie de cette manne ? Si oui, pour quelles écoles ? Avez-vous réparti les écoles en fonction des réseaux et des Communautés ? Si non, pourquoi refusez-vous d'instaurer cette mesure qui fonctionne très bien dans des communes où les dirigeants ne sont pourtant pas aussi progressistes que vous ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken.

De oprichting van schoolstraten in onze gemeente (op vraag van Mijnheer Hacken,

Interpellatie van het Gemeentecollege betreffende de instelling van schoolstraten in onze gemeente

Geachte heer Burgemeester,

Veel ouders hebben in september jl. gemanifesteerd om minder vervuiling in de omgeving van de scholen in onze gemeente te vragen.

Zoals u weet, is het concept 'schoolstraten' voortaan opgenomen in het verkeersreglement. Dit stelt iedere gemeente dus in staat autoverkeer te verbieden op de ogenblikken waar kinderen naar school en weer naar huis gaan. Bovendien hebben de Minister van Leefmilieu en de Minister van Mobiliteit van het Gewest 2 miljoen euro vrijgemaakt voor de gemeenten opdat de financiële kostprijs geen excuus vormt. Deze maatregel heeft immers inderdaad een kostprijs op het vlak van infrastructuur en menselijke middelen.

Mijn vraag is dus eenvoudig: heeft u het Gewest gevraagd over een deel van dit manna te mogen beschikken? Zo ja, voor welke scholen? Heeft u de scholen verspreid over de netten en Gemeenschappen? Zo niet, waarom weigert u deze maatregel, die zeer goed werkt in gemeenten waarvan de bestuurders anders niet zo progressief zijn als u, in te stellen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Monsieur Mugabo :

Cet appel à projet concerne uniquement des subsides pour les infrastructures.

Il faut faire un diagnostic au préalable, cette période test dure trois 3 mois et n'est pas subsidiée (personnel).

Au niveau du timing : il fallait rentrer le projet avant le 31/01/2019, ce qui était trop juste avec l'installation du nouveau collège.

Mais nous avons bien l'intention d'aménager les rues aux alentours des écoles.

De heer Mugabo:

Deze projectoproep heeft enkel betrekking op subsidies voor de infrastructuur.

Er moet vooraf een diagnostiek opgesteld worden, deze testperiode duurt drie maanden en wordt niet gesubsidieerd (personeel).

Wat de timing betreft: het project moest ingediend worden vóór 31/01/2019, wat te nipt was met de installatie van het nieuwe college.

Maar we hebben wel degelijk de bedoeling om de straten in de omgeving van de scholen in te richten.

1 annexe / 1 bijlage

53 **Mise en place d'un frigo solidaire (à la demande de Monsieur Liberman, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Chère Betty,

En vue du prochain conseil communal, je souhaiterais interpellier l'échevine Fatima El Omari ainsi que le collègue concernant l'éventuelle mise en place d'un frigo solidaire.

Je souhaite connaître la position du collègue concernant ce frigo, ainsi que ce qui pourrait ou non être mis en place dans notre commune.

Je te souhaite une excellente soirée

David Liberman.

Plaatsing van een solidaire koelkast (op vraag van Mijnheer Liberman, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)

Met het oog op de eerstvolgende gemeenteraad wens ik schepen Fatima El Omari alsook het College te interpellieren aangaande de eventuele plaatsing van een solidaire koelkast.

Ik wens de positie van het College betreffende deze koelkast te kennen, alsook wat er in onze gemeente wel of niet zou kunnen worden geplaatst.

Madame El Omari :

Je suis partisante de ce genre de projets, le frigo solidaire est dans mes projets. Ce frigo serait ouvert 24 heures sur 24 en pleine rue, mais il faudra éventuellement faire travailler des gens de la prévention ou même des bénévoles pour gérer le projet.

Avant de concrétiser le projet, il me faut le temps de bien analyser celui-ci, il faut anticiper les abus. Je souhaite me concerter avec d'autres personnes de mon service et voir aussi qui ferait des dons. Il faut faire appel à la solidarité citoyenne.

Je dois me concerter avec l'échevin en charge du commerce.

Il faut étudier les avantages et les inconvénients.

Je propose d'en parler lors d'une commission.

Mevrouw El Omari:

Ik ben voorstander van dit soort projecten, de solidaire koelkast zit in mijn projecten. Deze koelkast zou 24 uur op 24 open zijn op straat, maar we moeten de mensen van de preventie of zelfs vrijwilligers laten werken om het project te beheren.

Alvorens het project te concretiseren, heb ik tijd nodig om het goed te analyseren, er moet geanticipeerd worden op misbruik. Ik wens overleg te plegen met andere personen van mijn dienst en ook te bekijken wie er giften zou doen. Er dient een beroep gedaan te worden op burgersolidariteit.

Ik moet overleggen met de schepen bevoegd voor handel.

De voordelen en de nadelen moeten bestudeerd worden.

Ik stel voor hierover te spreken tijdens een commissie.

1 annexe / 1 bijlage

Evelyne Huytebroeck quitte la séance / verlaat de zitting.

54 **Enseignement (nouvelles classes - gratuité repas - diversité culturelle) (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale). (Complémentaire)**

Bonsoir Betty,

En vue du prochain Conseil Communal, je souhaiterais interpeller l'Echevine Maud de Ridder (et le Collège) sur les points suivants:

- création de nouvelles classes en immersion: de quel cycles parlons-nous ? des écoles ont-elles déjà été identifiées et si oui, de quel réseau ? pouvez-vous préciser ce que vous entendez par « élargissement » des écoles ?
- gratuité des repas scolaires: de quel budget dispose-t-on à cet effet ? garderait-on le même fournisseur de repas que l'actuel ? s'agirait-il de tous les cycles ?
- diversité culturelle: je souhaiterais obtenir des précisions sur les projets « culture-enseignement. »

J'aimerais obtenir davantage d'informations concernant la position du Collège sur ces trois points qui figurent par ailleurs dans la Déclaration de Politique générale.

Grand merci,

Bien à vous,

Isabelle Maduda.

Onderwijs (nieuwe klaslokalen - gratis maaltijden - culturele diversiteit) (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Madame Maduda :

Madame la Présidente,

Je tiens tout d'abord à remercier le Collège pour sa Déclaration de Politique Générale que j'ai lue avec attention, en particulier le volet enseignement et extrascolaire.

Je me pose toutefois quelques questions :

- vous annoncez de nouvelles classes en immersion: de quel cycles parlons-nous ici? des écoles ont-elles déjà été identifiées et si oui, de quel réseau ? pouvez-vous également préciser ce que vous entendez par « élargissement » des écoles ?

- vous parlez de gratuité des repas scolaires: de quel budget dispose-t-on à cet effet ? garderait-on le même fournisseur de repas que l'actuel ? cette mesure sera-t-elle appliquée à tous les cycles ?

- En matière de diversité culturelle: je souhaiterais obtenir des précisions sur les projets que vous dénommez « culture-enseignement. »

Permettez-moi par ailleurs quelques remarques concernant le point que vous définissez comme « intégrer dans le cadre des cours d'histoire des séances d'information et de sensibilisation sur la colonisation et la déconstruction de l'imaginaire. »

Comme vous le savez peut-être, je suis historienne de formation, d'origine congolaise et mon grand-oncle a été le premier Africain salarié du Musée de Tervuren. Vous pouvez dès lors imaginer qu'une telle proposition ne pouvait qu'attirer mon attention.

Je comprends que l'histoire coloniale est encore très sensible et fort présente dans nos esprits. Les journalistes belges, francophones comme néerlandophones, continuent d'ailleurs à suivre avec intérêt l'évolution politique actuelle en République Démocratique du Congo.

Pour la Belgique, la réouverture du Musée de l'Afrique en décembre 2018 a représenté une étape importante dans la manière dont elle regarde l'Afrique : l'Afrique d'hier, mais également celle d'aujourd'hui et de demain. Contrairement à ce que déclarent certains (qui n'ont certainement pas pris la peine de le visiter correctement), le Musée a réalisé un travail monumental pour proposer une vision nuancée et critique de ce qu'était le projet colonial. Si il s'agit d'une démarche nécessaire et attendue, le chemin ne s'arrête pas là pour autant. Cette réouverture a représenté une opportunité pour réfléchir et questionner notre conception du vivre ensemble dans notre pays mais également le vivre ensemble entre pays et entre continents.

Il est nécessaire de réinterroger notre conception du passé et d'appréhender le passé commun d'une manière honnête, ouverte et sereine. Il est nécessaire de reconnaître et prendre ses distances avec la colonisation en tant que système de gouvernance. Assumer son passé est un processus long et complexe qui ne peut être abordé avec simplisme, qui nécessite nuance et profondeur et se doit d'être collectif. Cela suppose un dialogue transparent où toutes les voix peuvent être entendues. La réouverture de ce Musée doit pouvoir nourrir une réflexion sur la manière dont la Belgique et l'Europe regardent l'Afrique. C'est l'occasion de reconnaître l'importance de l'apport de l'Afrique, et de la Belgique afro-descendante, dans l'histoire et le présent de notre pays.

La Belgique a la volonté de donner une place appropriée au passé colonial belge au sein de notre société et de notre pays, en particulier au niveau de l'enseignement mais également de l'espace public. En tant que lieu de mémoire, le Musée a une rôle d'information et d'éducation essentiel, en particulier à destination de la jeunesse. Il joue en cela un rôle sociétal important et représente la porte d'entrée vers l'Afrique pour une partie de la population. C'est notamment dans une optique d'éducation citoyenne que le Musée est soutenu depuis de nombreuses années par la Coopération au développement belge.

Avec plus de 70 scientifiques actifs dans 15 disciplines, dont de nombreux scientifiques afro-descendants, avec des programmes de coopération avec 20 pays et la formation de 130

scientifiques africains chaque année, le Musée est un centre de référence mondiale sur l'Afrique centrale et une institution scientifique reconnue internationalement.

Vu ce qui précède, je pense que le travail de mémoire qui sera proposé aux petits forestois pourrait débiter par la visite du Musée de l'Afrique, d'autant que ce Musée propose des animations ciblées pour les enfants.

Je tiens à préciser que si la critique de la colonisation est légitime, celle-ci ne doit par ailleurs ni occulter ni justifier les formes de mauvaise gouvernance près de 60 ans après les indépendances. Assumer son passé signifie regarder le présent en face et être capable de construire ensemble un avenir commun basé sur le respect mutuel.

Je vous remercie.

Madame De Ridder :

J'ai entamé une tournée des écoles pour voir le besoins de chacune. Intensifier les cours de néerlandais ce n'est pas une priorité, je me pencherai sur cette question plus tard.

Pour la gratuité, jeudi dernier le parlement a voté à l'unanimité un projet à la gratuité.

La Fédération Wallonie Bruxelles a approuvé un projet de décret pour la gratuité des repas dans l'enseignement maternel.

Huit écoles sur dix ont obtenu la gratuité. Nous constatons la diminution des repas chauds. En 2020, nous allons lancer un nouveau marché auquel pourront répondre le plus possible de fournisseurs. On pourra donc changer de fournisseur qui débutera en septembre 2020.

En faisant ma tournée des écoles, j'ai vu des super projets.

Il existe un partenariat musical avec l'école 6 pour un spectacle place Flagey, il y a des photos de l'école Arc-en-Ciel aux Galeries Van Volxem ...

Madame Van Den Bosch :

Des activités sont prévues pour l'école néerlandophone au musée de Tervuren.

Mevrouw Maduda:

Mevrouw de Voorzitter,

Ik wil eerst het College bedanken voor zijn Algemene Beleidsverklaring die ik aandachtig gelezen heb, in het bijzonder het luik onderwijs en buitenschoolse opvang.

Niettemin stel ik me enkele vragen:

- U kondigt nieuwe immersieklassen aan: over welke cycli spreken we hier? Werden er reeds scholen geïdentificeerd en zo ja, van welk net? Kan u tevens verduidelijken wat u verstaat onder "uitbreiding" van de scholen?

- U spreekt over kosteloosheid van de schoolmaaltijden: over welk budget beschikken we hiervoor? Zouden we dezelfde leverancier van maaltijden behouden als de huidige? Zal deze maatregel toegepast worden op alle cycli?

- Inzake culturele diversiteit: ik zou graag verduidelijkingen bekomen over de projecten die u "cultuur-onderwijs" noemt.

Ik zou overigens enkele opmerkingen willen formuleren over het punt dat u definieert als "in het kader van de geschiedenislessen informatie- en sensibiliseringssessies over de kolonisering en het tenietdoen van denkbelden" integreren.

Zoals u misschien weet, ben ik historica van opleiding, van Congolese afkomst en mijn grootoom was de eerste Afrikaanse werknemer van het Museum van Tervuren. U zal bijgevolg wel

begrijpen dat een dergelijk voorstel niet anders dan mijn aandacht kon trekken.

Ik begrijp dat de koloniale geschiedenis nog zeer gevoelig ligt en sterk aanwezig is in onze geesten. De Belgische, zowel Franstalige als Nederlandstalige, journalisten blijven overigens de huidige politieke evolutie in de Democratische Republiek Congo met aandacht volgen.

Voor België vertegenwoordigde de heropening van het Afrika Museum in december 2018 een belangrijke stap in de wijze waarop we naar Afrika kijken: het Afrika van gisteren, maar ook dat van vandaag en van morgen. In tegenstelling tot wat sommigen beweren (die zeker de moeite niet hebben genomen om het correct te bezoeken), heeft het Museum monumentaal werk verricht om een genuanceerde en kritische visie te bieden op wat het koloniale project was. Ook al gaat het om een noodzakelijke en verwachte benadering, de weg stopt daar evenwel niet. Deze heropening vormde een gelegenheid om na te denken en vragen te stellen over onze opvatting van samenleven in ons land maar ook het samenleven tussen landen en werelddelen.

Het is noodzakelijk ons opnieuw vragen te stellen over onze opvatting van het verleden en het gemeenschappelijke verleden op een eerlijke, open en serene wijze te bevatten. Het is noodzakelijk de kolonisering als bestuursstelsel te herkennen en er afstand van te nemen. Het verleden onder ogen zien is een lang en complex proces dat niet simplistisch aangepakt mag worden, dat nuance en diepte nodig heeft en collectief moet zijn. Dat veronderstelt een transparante dialoog waar alle stemmen gehoord mogen worden. De heropening van dit Museum moet stof tot nadenken leveren over de wijze waarop België en Europa naar Afrika kijken. Het is de gelegenheid om het belang van de inbreng van Afrika, en van de Afrikaanse afstammelingen in België te erkennen in de geschiedenis en het heden van ons land.

België heeft de wens om een gepaste plaats te geven aan het Belgische koloniale verleden binnen onze maatschappij en ons land, in het bijzonder op het vlak van onderwijs maar ook van openbare ruimte. In de hoedanigheid van herdenkingsplaats heeft het Museum een essentiële rol van informatie en opvoeding, in het bijzonder bestemd voor de jeugd. Daarbij speelt het een belangrijke maatschappelijke rol en vertegenwoordigt het de toegangspoort naar Afrika voor een deel van de bevolking. Het is ondermeer in een optiek van burgeropvoeding dat het Museum sinds vele jaren gesteund wordt door de Belgische Ontwikkelingssamenwerking.

Met meer dan 70 wetenschappers actief in 15 disciplines, waaronder heel wat wetenschappers van Afrikaanse afkomst, met samenwerkingsprogramma's met 20 landen en de vorming van 130 Afrikaanse wetenschappers elk jaar, is het Museum een wereldwijd referentiecentrum over Midden-Afrika en een internationaal erkende wetenschappelijke instelling.

Met het oog op wat voorafgaat, denk ik dat het herdenkingswerk dat zal worden aangeboden aan de jonge Vorstenaren zou kunnen beginnen met het bezoek aan het Afrika Museum, des te meer daar dit Museum doelgerichte animatieactiviteiten voor kinderen aanbiedt.

Ik wens te verduidelijken dat hoewel de kritiek op de kolonisering legitiem is, deze overigens niet de vormen van slecht bestuur mag verdoezelen noch verantwoorden bijna 60 jaar na de onafhankelijkheden. Het verleden onder ogen zien betekent het heden aanschouwen en in staat zijn om samen een gemeenschappelijke toekomst gebaseerd op wederzijds respect op te bouwen.

Ik dank u.

Mevrouw De Ridder:

Ik ben gestart met een ronde van de scholen om de behoeften van elkeen te bekijken. De lessen

Nederlands intensifiëren is geen prioriteit, ik zal me later over deze kwestie buigen.

Wat betreft de kosteloosheid, vorige donderdag heeft het parlement unaniem gestemd voor een project van kosteloosheid.

De Federatie Wallonië-Brussel heeft een ontwerp van decreet voor de kosteloosheid van de maaltijden in het kleuteronderwijs goedgekeurd.

Acht scholen op tien hebben de kosteloosheid bekomen. We stellen een daling in de warme maaltijden vast. In 2020 gaan we een nieuwe opdracht lanceren waarop zoveel mogelijk leveranciers zullen kunnen antwoorden. We zullen dus van leverancier kunnen veranderen vanaf september 2020.

Bij het doen van mijn ronde in de scholen heb ik super projecten gezien.

Er bestaat een muzikale samenwerking met school 6 voor een spektakel op het Flageyplein, er zijn foto's van de school Arc-en-Ciel in de Galerij Van Volxem ...

Mevrouw Van Den Bosch:

Voor de Nederlandstalige school zijn er activiteiten voorzien in het museum van Tervuren.

2 annexes / 2 bijlagen

55 Motion relative au soutien de la grève des femmes du 08 mars (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale). (Complémentaire)

**Proposition de motion relative au soutien de la grève des femmes du 08 mars
(déposée par le PTB*PVDA)**

Le conseil communal,

Considérant que malgré l'égalité proclamée entre les femmes et les hommes, les femmes sont confrontées encore et toujours à de nombreuses difficultés et discriminations ;

Considérant que les femmes doivent assumer généralement plusieurs journées chaque jour: une journée de travail, où il faut toujours être plus flexible et disponible ; la grande part des tâches ménagères ; ainsi que le soin aux enfants et aux personnes âgées de leur famille ;

Considérant que les femmes sont notamment en charge de 80% des familles monoparentales ;

Considérant que les femmes restent encore aujourd'hui économiquement plus précaires que les hommes. Elles doivent se contenter de temps partiels souvent non volontaires et la différence de salaire entre hommes et femmes est encore de 20%. Que les femmes bénéficient dès lors en grande majorité d'une pension plus faible que les hommes : 59% d'entre elles sont en dessous du seuil de pauvreté. Que, par ailleurs, les femmes sont régulièrement victimes de discriminations dans l'accès à l'emploi. Cette situation ne permet pas aux femmes d'être économiquement indépendantes ni de pouvoir s'impliquer dans une vie publique, artistique ou sportive épanouissante ;

Considérant que les femmes sont majoritaires parmi les victimes de violences intrafamiliales et

sexuelles : 1 femme sur 3 est ainsi victime de violence de la part de son conjoint ou un membre de sa famille, 1 sur 4 a été forcée à avoir un rapport sexuel avec son conjoint. De même, dans l'espace public, les femmes sont malheureusement encore trop souvent l'objet tant de remarques sexistes que de faits de violence ou de harcèlement sexuel ;

Considérant que les femmes ne se laissent pas faire et des mouvements féministes se développent dans de nombreux pays pour réclamer une réelle égalité. Ainsi, en Espagne, en 2018, une grève générale a rassemblé 5 à 6 millions de femmes. En Inde, en janvier dernier, 5 millions de femmes ont formé une gigantesque chaîne humaine afin de défendre leurs droits contre une fronde des conservateurs religieux. En Belgique aussi, les femmes se mobilisent afin de combattre les violences faites aux femmes, exiger plus de services publics, des pensions décentes et la fin des discriminations ;

Considérant qu'un appel à la grève est lancé pour le 8 mars prochain et invite toutes les femmes à cesser leurs activités afin d'envoyer un message fort à toute la société: "si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête". Que cet appel soutenu par plusieurs centrales syndicales qui ont déposé un préavis de grève ;

Considérant que le niveau communal a la possibilité de relayer et soutenir l'appel à l'action du 8 mars ;

Considérant que le niveau communal a des leviers directs pour répondre à des besoins urgents et concrets pour les femmes ;

Considérant ainsi que le nombre de places en crèches disponibles sur le territoire de la commune doit être d'urgence augmenté. Tant qu'il n'y aura pas suffisamment de places disponibles et que celles-ci ne sont pas financièrement accessibles, il est illusoire de croire que les femmes pourront réellement décider d'envisager une activité professionnelle, surtout durant les premières années de vie de leurs enfants. Les conséquences se font alors sentir tout au long de leur vie, que ce soit dans les difficultés de trouver un travail par la suite, ou l'obligation d'accepter des temps partiels, et donc de se résoudre à une mauvaise pension.

Considérant qu' à Forest en 2018 on compte 1 place pour 3,5 enfants de moins de 3 ans. Cela n'est pas suffisant et Forest doit prendre des engagements fermes sur ce point afin d'offrir à un plus grand nombre de familles une place dans une crèche publique proche de leur domicile.

Considérant que la commune peut également agir concrètement dans l'aide aux femmes victimes de violence par la création d'un lieu d'aide et d'accueil d'urgence pour les femmes victimes de violences intrafamiliales. La majorité des violences ont effectivement lieu dans le cadre de la famille et les femmes victimes qui tentent d'y échapper font face à de nombreux obstacles en matière d'hébergement, particulièrement les plus précaires d'entre elles. Actuellement, ces lieux d'accueil d'urgence font défaut dans de nombreuses communes, notamment à Forest.

Le conseil communal de Forest demande au collège :

- de relayer l'appel à la grève du Collectif 8 mars et de soutenir les travailleur.se.s de la commune en grève à cette occasion
- de créer plus de places de crèches communales publiques et accessibles pour la fin de la législature communale, afin de tendre vers un taux de couverture de 50%
- de mettre en place un nouveau lieu d'accueil d'urgence dans un bâtiment géré par la Régie communale et permettant d'héberger des femmes victimes de violence

- d'effectuer un audit du personnel communal afin d'établir par services le type d'emploi et d'horaires exercés par des femmes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 23 votes positifs, 11 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.

Motie betreffende de steun aan de vrouwenstaking van 08 maart (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Voorstel van motie betreffende de steun aan de vrouwenstaking van 08 maart (ingediend door PTB*PVDA)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat vrouwen, ondanks de verkondigde gelijkheid tussen vrouw en man, nog steeds te maken hebben met talrijke moeilijkheden en vormen van discriminatie;

Overwegende dat vrouwen over het algemeen iedere dag meerdere dagtaken op zich moeten nemen: een werkdag waar ze steeds flexibeler en beschikbaarder moeten zijn, het leeuwendeel van de huishoudelijke taken alsook de zorg voor de kinderen en ouderen in hun familie;

Overwegende dat vrouwen in het bijzonder aan het hoofd staan van 80% van de eenoudergezinnen;

Overwegende dat vrouwen nog steeds economisch kwetsbaarder zijn dan mannen. Ze moeten genoeg nemen met vaak niet vrijwillig deeltijdse banen en het verschil in wedde tussen mannen en vrouwen bedraagt nog steeds 20%. Dat de overgrote meerderheid van de vrouwen bijgevolg een lager pensioen heeft dan de mannen: 59% ervan bevindt zich onder de armoedegrens. Dat vrouwen bovendien regelmatig het slachtoffer zijn van discriminatie bij de toegang tot werk. Deze situatie stelt de vrouwen niet in staat economisch zelfstandig te zijn, noch om zich voor het openbare, artistieke of sportieve leven, dat de zelfontplooiing stimuleert, in te zetten;

Overwegende dat vrouwen de meerderheid van de slachtoffers van intrafamiliaal en seksueel geweld uitmaken: 1 vrouw op 3 is het slachtoffer van geweld vanwege haar partner of een gezinslid, 1 op 4 is al gedwongen geweest om een seksuele betrekking te hebben met haar partner. Evenzeer maken vrouwen in de openbare ruimte helaas nog al te vaak het voorwerp uit van zowel seksistische opmerkingen als geweld of seksuele intimidatie;

Overwegende dat de vrouwen zich niet laten doen en dat er zich in veel landen feministische bewegingen ontwikkelen om een daadwerkelijke gelijkheid op te eisen. Zo heeft een algemene staking in Spanje in 2018 5 à 6 miljoen vrouwen bijeengebracht. In Indië hebben 5 miljoen vrouwen in januari jl. een gigantische mensenketting gevormd om hun rechten te verdedigen tegen de oppositie van religieuze conservatieven. Ook in België mobiliseren vrouwen zich om de strijd aan te gaan tegen het geweld tegen vrouwen en meer openbare diensten, degelijke pensioenen en de beëindiging van de discriminatie te eisen;

Overwegende dat er een oproep werd gelanceerd voor een staking op 8 maart a.s. en deze alle vrouwen ertoe uitnodigt hun activiteiten te staken teneinde de maatschappij een krachtige boodschap te sturen: “zonder vrouwen staat de wereld stil”. Dat deze oproep gesteund wordt door meerdere vakbondscentrales, die een stakingsaanzegging hebben ingediend;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau de mogelijkheid heeft de oproep tot actie op 8 maart bekend te maken en te steunen;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau over rechtstreekse hefboomen beschikt om tegemoet te komen aan de dringende en concrete noden van de vrouwen;

Overwegende dat het aantal beschikbare plaatsen in kinderdagverblijven op het grondgebied van de gemeente dringend moet worden verhoogd. Zolang er onvoldoende beschikbare plaatsen zijn en deze financieel niet toegankelijk zijn, is het een illusie te denken dat vrouwen echt kunnen beslissen een beroepsactiviteit te overwegen, en zeker gedurende de eerste levensjaren van hun kinderen. De gevolgen laten zich dan gedurende hun hele leven voelen, in de vorm van zowel moeilijkheden bij het vinden van werk nadien als de verplichting deeltijdse banen te aanvaarden en dus genoeg te nemen met een slecht pensioen;

Overwegende dat Vorst in 2018 1 plaats per 3,5 kind jonger dan 3 jaar telt. Dit is onvoldoende en Vorst moet op dit vlak vaste verbintenissen aangaan om zoveel mogelijk kinderen een plaats in een openbaar kinderdagverblijf dicht bij huis te bieden;

Overwegende dat de gemeente tevens concreet kan optreden bij de hulp aan vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld door de oprichting van een noodhulp- en opvangplek voor vrouwen die het slachtoffer zijn van intrafamiliaal geweld. De meeste daden van geweld vinden immers binnen het gezin plaats en de vrouwen die daar het slachtoffer van zijn en hier trachten aan te ontsnappen, hebben te kampen met veel obstakels op het vlak van huisvesting, in het bijzonder de kwetsbaarsten onder hen. Op dit ogenblik is er in veel gemeenten, waaronder Vorst, een tekort aan dergelijke noodopvangplekken;

Vraagt het College:

- de oproep tot staking van het Collectief 8 Maart bekend te maken en de stakende werk(st)ers van de Gemeente tijdens deze gelegenheid te steunen;
- tegen het einde van de gemeentelijke legislatuur meer toegankelijke plaatsen in gemeentelijke openbare kinderdagverblijven te creëren, teneinde te streven naar een dekkingsgraad van 50%;
- een nieuwe noodopvangplek op te richten in een gebouw dat beheerd wordt door de gemeentelijke regie om het mogelijk maken vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld op te vangen;
- een audit van het gemeentepersoneel uit te voeren teneinde per dienst het soort tewerkstelling en uren die vrouwen uitoefenen vast stellen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 23 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Joseph

Madame El Hamidine :

Il existe à Forest un lieu d'accueil d'urgence depuis 2013.

Une convention a été signée avec le Centre contre les Violences.

Il y aussi le service de l'égalité des droits qui suit une formation. Ce service va faire une demande à la secrétaire communale pour parler de la grève du 8/03. Ils vont proposer au collège la charte d'égalité Hommes/Femmes.

Messieurs Cédric Pierre De Permentier et Laurent Hacken déposent un amendement au présent point dont le vote est le suivant : MR et cd H : pour, Défi, PS, PTB et Ecolo : Contre (Suspension de séance le temps de la lecture).

Les chefs de groupe PS et Ecolo déposent également un amendement qui consiste en l'enlèvement du troisième tiret de la motion initiale, dont le texte est repris ci-dessous

**« Proposition de motion relative au soutien de la grève des femmes du 08 mars
(déposée par le PTB*PVDA)**

Le conseil communal,

Considérant que malgré l'égalité proclamée entre les femmes et les hommes, les femmes sont confrontées encore et toujours à de nombreuses difficultés et discriminations ;

Considérant que les femmes doivent assumer généralement plusieurs journées chaque jour: une journée de travail, où il faut toujours être plus flexible et disponible ; la grande part des tâches ménagères ; ainsi que le soin aux enfants et aux personnes âgées de leur famille ;

Considérant que les femmes sont notamment en charge de 80% des familles monoparentales ;

Considérant que les femmes restent encore aujourd'hui économiquement plus précaires que les hommes. Elles doivent se contenter de temps partiels souvent non volontaires et la différence de salaire entre hommes et femmes est encore de 20%. Que les femmes bénéficient dès lors en grande majorité d'une pension plus faible que les hommes : 59% d'entre elles sont en dessous du seuil de pauvreté. Que, par ailleurs, les femmes sont régulièrement victimes de discriminations dans l'accès à l'emploi. Cette situation ne permet pas aux femmes d'être économiquement indépendantes ni de pouvoir s'impliquer dans une vie publique, artistique ou sportive épanouissante ;

Considérant que les femmes sont majoritaires parmi les victimes de violences intrafamiliales et sexuelles : 1 femme sur 3 est ainsi victime de violence de la part de son conjoint ou un membre de sa famille, 1 sur 4 a été forcée à avoir un rapport sexuel avec son conjoint. De même, dans l'espace public, les femmes sont malheureusement encore trop souvent l'objet tant de remarques sexistes que de faits de violence ou de harcèlement sexuel ;

Considérant que les femmes ne se laissent pas faire et des mouvements féministes se développent dans de nombreux pays pour réclamer une réelle égalité. Ainsi, en Espagne, en 2018, une grève générale a rassemblé 5 à 6 millions de femmes. En Inde, en janvier dernier, 5 millions de femmes ont formé une gigantesque chaîne humaine afin de défendre leurs droits contre une fronde des conservateurs religieux. En Belgique aussi, les femmes se mobilisent afin de combattre les violences faites aux

femmes, exiger plus de services publics, des pensions décentes et la fin des discriminations ;

Considérant qu'un appel à la grève est lancé pour le 8 mars prochain et invite toutes les femmes à cesser leurs activités afin d'envoyer un message fort à toute la société: "si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête". Que cet appel soutenu par plusieurs centrales syndicales qui ont déposé un préavis de grève ;

Considérant que le niveau communal a la possibilité de relayer et soutenir l'appel à l'action du 8 mars ;

Considérant que le niveau communal a des leviers directs pour répondre à des besoins urgents et concrets pour les femmes ;

Considérant ainsi que le nombre de places en crèches disponibles sur le territoire de la commune doit être d'urgence augmenté. Tant qu'il n'y aura pas suffisamment de places disponibles et que celles-ci ne sont pas financièrement accessibles, il est illusoire de croire que les femmes pourront réellement décider d'envisager une activité professionnelle, surtout durant les premières années de vie de leurs enfants. Les conséquences se font alors sentir tout au long de leur vie, que ce soit dans les difficultés de trouver un travail par la suite, ou l'obligation d'accepter des temps partiels, et donc de se résoudre à une mauvaise pension.

Considérant qu' à Forest en 2018 on compte 1 place pour 3,5 enfants de moins de 3 ans. Cela n'est pas suffisant et Forest doit prendre des engagements fermes sur ce point afin d'offrir à un plus grand nombre de familles une place dans une crèche publique proche de leur domicile.

Considérant que la commune peut également agir concrètement dans l'aide aux femmes victimes de violence par la création d'un lieu d'aide et d'accueil d'urgence pour les femmes victimes de violences intrafamiliales. La majorité des violences ont effectivement lieu dans le cadre de la famille et les femmes victimes qui tentent d'y échapper font face à de nombreux obstacles en matière d'hébergement, particulièrement les plus précaires d'entre elles. Actuellement, ces lieux d'accueil d'urgence font défaut dans de nombreuses communes, notamment à Forest.

Le conseil communal de Forest demande au collège :

- de relayer l'appel à la grève du Collectif 8 mars et de soutenir les travailleur.se.s de la commune en grève à cette occasion
- de créer plus de places de crèches communales publiques et accessibles pour la fin de la législature communale, afin de tendre vers un taux de couverture de 50%
- d'effectuer un audit du personnel communal afin d'établir par services le type d'emploi et d'horaires exercés par des femmes. »

« de mettre en place un nouveau lieu d'accueil d'urgence dans un bâtiment géré par la Régie communale et permettant d'héberger des femmes victimes de violence » dont le vote est le suivant : Ecolo et PS et PTB : Pour, Mr, Défi et cdH : Contre.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Est-ce que d'autres communes ont déjà lancé un appel à la grève ?

Madame Goldberg :

Il est important de mener une réflexion quant à la position de la femme et leurs conditions de travail, pour que les femmes aient leur place dans le monde du travail.

Mais moi et mon groupe ne peuvent pas relayer l'appel à la grève, cela sort de la compétence du collègue et du conseil communal.

Ce qui pose également problème est le fait que le nouveau lieu d'accueil soit géré par une Régie communale, car celle-ci n'existe pas.

Je me demande aussi si réaliser un audit pour améliorer les conditions de travail est le meilleur moyen. Cela va prendre du temps. Est-ce qu'il ne vaut pas mieux faire un travail de proximité, les femmes pourraient déposer leurs demandes et ressentis au service du personnel par exemple.

Monsieur Stokkink :

Ce n'est pas un appel à une grève mais un soutien !

Monsieur Roberti :

Le collègue n'appelle pas à la grève.

Mevrouw El Hamidine:

Sinds 2013 bestaat er in Vorst een plaats voor dringend onthaal.

Er werd een overeenkomst ondertekend met het Centrum tegen Geweld.

Er is ook de dienst gelijkheid van rechten die een vorming volgt. Deze dienst gaat een aanvraag bij de gemeentesecretaris indienen om te praten over de staking van 8/03. Ze gaan aan het college het handvest voor de gelijkheid Mannen/Vrouwen voorleggen.

De heren Cédric Pierre De Permentier en Laurent Hacken dienen een amendement over het huidige punt in waarvan de stemming er als volgt uitziet: MR en cdH: voor, Défi, PS, PTB en Ecolo: Tegen

(Opschorting van de zitting gedurende de lezing).

De fractieleiders PS en Ecolo dienen tevens een amendement in dat bestaat uit het verwijderen van het derde streepje van de oorspronkelijke motie, waarvan de tekst hierna wordt weergegeven

**“Voorstel van motie betreffende de steun aan de vrouwenstaking van 08 maart
(ingediend door PTB*PVDA)**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat vrouwen, ondanks de verkondigde gelijkheid tussen vrouw en man, nog steeds te maken hebben met talrijke moeilijkheden en vormen van discriminatie;

Overwegende dat vrouwen over het algemeen iedere dag meerdere dagtaken op zich moeten nemen: een werkdag waar ze steeds flexibeler en beschikbaarder moeten zijn, het leeuwendeel van de huishoudelijke taken alsook de zorg voor de kinderen en ouderen in hun familie;

Overwegende dat vrouwen in het bijzonder aan het hoofd staan van 80% van de eenoudergezinnen;

Overwegende dat vrouwen nog steeds economisch kwetsbaarder zijn dan mannen. Ze moeten genoeg nemen met vaak niet vrijwillig deeltijdse banen en het verschil in wedde tussen mannen en

vrouwen bedraagt nog steeds 20%. Dat de overgrote meerderheid van de vrouwen bijgevolg een lager pensioen heeft dan de mannen: 59% ervan bevindt zich onder de armoedegrens. Dat vrouwen bovendien regelmatig het slachtoffer zijn van discriminatie bij de toegang tot werk. Deze situatie stelt de vrouwen niet in staat economisch zelfstandig te zijn, noch om zich voor het openbare, artistieke of sportieve leven, dat de zelfontplooiing stimuleert, in te zetten;

Overwegende dat vrouwen de meerderheid van de slachtoffers van intrafamiliaal en seksueel geweld uitmaken: 1 vrouw op 3 is het slachtoffer van geweld vanwege haar partner of een gezinslid, 1 op 4 is al gedwongen geweest om een seksuele betrekking te hebben met haar partner. Evenzeer maken vrouwen in de openbare ruimte helaas nog al te vaak het voorwerp uit van zowel seksistische opmerkingen als geweld of seksuele intimidatie;

Overwegende dat de vrouwen zich niet laten doen en dat er zich in veel landen feministische bewegingen ontwikkelen om een daadwerkelijke gelijkheid op te eisen. Zo heeft een algemene staking in Spanje in 2018 5 à 6 miljoen vrouwen bijeengebracht. In Indië hebben 5 miljoen vrouwen in januari jl. een gigantische mensenketting gevormd om hun rechten te verdedigen tegen de oppositie van religieuze conservatieven. Ook in België mobiliseren vrouwen zich om de strijd aan te gaan tegen het geweld tegen vrouwen en meer openbare diensten, de gelijke pensioenen en de beëindiging van de discriminatie te eisen;

Overwegende dat er een oproep werd gelanceerd voor een staking op 8 maart a.s. en deze alle vrouwen ertoe uitnodigt hun activiteiten te staken teneinde de maatschappij een krachtige boodschap te sturen: “zonder vrouwen staat de wereld stil”. Dat deze oproep gesteund wordt door meerdere vakbondscentrales, die een stakingsaanzegging hebben ingediend;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau de mogelijkheid heeft de oproep tot actie op 8 maart bekend te maken en te steunen;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau over rechtstreekse hefboomen beschikt om tegemoet te komen aan de dringende en concrete noden van de vrouwen;

Overwegende dat het aantal beschikbare plaatsen in kinderdagverblijven op het grondgebied van de gemeente dringend moet worden verhoogd. Zolang er onvoldoende beschikbare plaatsen zijn en deze financieel niet toegankelijk zijn, is het een illusie te denken dat vrouwen echt kunnen beslissen een beroepsactiviteit te overwegen, en zeker gedurende de eerste levensjaren van hun kinderen. De gevolgen laten zich dan gedurende hun hele leven voelen, in de vorm van zowel moeilijkheden bij het vinden van werk nadien als de verplichting deeltijdse banen te aanvaarden en dus genoeg te nemen met een slecht pensioen;

Overwegende dat Vorst in 2018 1 plaats per 3,5 kind jonger dan 3 jaar telt. Dit is onvoldoende en Vorst moet op dit vlak vaste verbintenissen aangaan om zoveel mogelijk kinderen een plaats in een openbaar kinderdagverblijf dicht bij huis te bieden;

Overwegende dat de gemeente tevens concreet kan optreden bij de hulp aan vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld door de oprichting van een noodhulp- en opvangplek voor vrouwen die het slachtoffer zijn van intrafamiliaal geweld. De meeste daden van geweld vinden immers binnen het gezin plaats en de vrouwen die daar het slachtoffer van zijn en hier trachten aan te ontsnappen, hebben te kampen met veel obstakels op het vlak van huisvesting, in het bijzonder de kwetsbaarsten onder hen. Op dit ogenblik is er in veel gemeenten, waaronder Vorst, een tekort aan dergelijke noodopvangplekken;

Vraagt het College:

- de oproep tot staking van het Collectief 8 Maart bekend te maken en de stakende werk(st)ers van de Gemeente tijdens deze gelegenheid te steunen;
- tegen het einde van de gemeentelijke legislatuur meer toegankelijke plaatsen in gemeentelijke openbare kinderdagverblijven te creëren, teneinde te streven naar een dekkingsgraad van 50%;
- een audit van het gemeentepersoneel uit te voeren teneinde per dienst het soort tewerkstelling en uren die vrouwen uitoefenen vast stellen. »

“een nieuwe plaats voor dringend onthaal in te richten in een gebouw beheerd door de Regie van de gemeente en die het mogelijk maakt onderdak te voorzien voor vrouwen slachtoffer van geweld” waarvan de stemming er als volgt uitziet: Ecolo en PS en PTB: Voor, MR, Défi en cdH: Tegen.

De heer Pierre-De Permentier:

Hebben andere gemeenten reeds een stakingsoproep gedaan?

Mevrouw Goldberg:

Opdat vrouwen hun plaats krijgen op de werkplek, is het belangrijk na te denken over de positie van de vrouw en haar arbeidsomstandigheden.

Maar ik en mijn groep kunnen deze stakingsoproep niet verspreiden; dit behoort niet tot de bevoegdheden van het College en de Gemeenteraad.

Wat tevens een probleem vormt, is het feit dat de nieuwe onthaalplaats beheerd wordt door een gemeentelijke regie, want deze bestaat niet.

Ik vraag me ook af of het uitvoeren van een audit om de arbeidsomstandigheden te verbeteren de beste manier is. Dit zal tijd in beslag nemen. Zou het niet beter zijn buurtwerk te verrichten?

Vrouwen zouden bijvoorbeeld hun noden en ondervindingen aan de Personeelsdienst kunnen overmaken.

De heer Stokkink:

Het is geen stakingsoproep maar een steun!

De heer Roberti:

Het college roept niet op tot staken.

2 annexes / 2 bijlagen

**56 La propreté des voiries régionales, la Convention avec Bruxelles-Propreté et sur les sites recypark. (à la demande de Monsieur Pierre de Permentier, conseiller communal).
(Complémentaire)**

Chère Betty,

J'espère que tu vas bien.

Tu trouveras ici mes interpellations (1/5) pour le prochain conseil.

1) Je souhaite interpellier M. Tahri sur la propreté des voiries régionales, la Convention avec Bruxelles-Propreté et sur les sites recypark.

A) Pourriez-vous nous expliquer en quelques mots la teneur de la convention conclue entre la Commune et l'Agence Bruxelles-Propreté en matière de nettoyage.

B) Quelle est votre évaluation de l'application sur le terrain de cette convention. Estimez-vous que les artères régionales sont plus souvent nettoyées ?

C) Par ailleurs, notre commune accueille également deux déchèteries, quelle est votre évaluation de la collaboration Commune-Région au niveau de la déchèterie aujourd'hui régionalisée ?

Merci de l'inscrire à l'ordre du jour.

Bien à toi,

Cédric.

De netheid van de gewestwegen, de Overeenkomst met Net Brussel en over de sites Recypark. (op vraag van Mijnheer Pierre De Permentier gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Ik wens dhr. Tahri te interpellieren over de netheid van de gewestwegen, de Overeenkomst met Net Brussel en de Recypark-sites.

A) Kunt u ons in een paar woorden de inhoud uitleggen van de overeenkomst tussen de Gemeente en het Agentschap Net Brussel aangaande de schoonmaak?

B) Hoe beoordeelt u de toepassing op het terrein van deze overeenkomst? Bent u van oordeel dat de gewestelijke verkeersaders vaker worden schoongemaakt?

C) Bovendien bevinden er zich in onze gemeente twee containerparken. Hoe beoordeelt u de samenwerking tussen de Gemeente en het Gewest op het vlak van het nu geregionaliseerde containerpark?

Monsieur Tahri :

**Par rapport à la convention elle s'inscrit dans le cadre de 6^{ème} réforme de l'Etat.
La commune aura un subside de la Région.**

Etant échevin depuis seulement quelques semaines, je ne peux juger de la pertinence.

De heer Tahri:

Wat de overeenkomst betreft, deze kadert in de 6^{de} Staatshervorming.

De gemeente zal een subsidie van het Gewest ontvangen.

Aangezien ik pas sinds enkele weken schepen ben, kan ik niet oordelen over de relevantie.

1 annexe / 1 bijlage

Michael Francis Van Vlasselaer quitte la séance / verlaat de zitting.

57 **L'incendie de la Guinguette de Forest. (à la demande de Monsieur Pierre de Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

Chère Betty,

J'espère que tu vas bien.

Tu trouveras ici mes interpellations (2/5) pour le prochain conseil.

2) Je souhaite interpellier M. Roberti sur l'incendie de la Guinguette de Forest.

A) Avez-vous des informations sur l'origine de l'incendie ?

B) S'il s'agit d'un incendie criminel, l'auteur a-t'il été identifié ?

C) Qu'en est-il de l'état de la Guinguette ?

D) Quelle est la durée estimée des travaux de rénovation ?

Merci de l'inscrire à l'ordre du jour.

Bien à toi,

Cédric.

De brand in de Guinguette van Vorst. (op vraag van Mijnheer Pierre de Permentier gemeenteraadslid). (Aanvullend)

2) Ik wens dhr. Roberti te interpellieren over de brand in de "Guinguette" van Vorst.

A) Heeft u inlichtingen over de oorzaak van de brand?

B) Indien het om brandstichting gaat: werd de dader geïdentificeerd?

C) In welke staat bevindt de Guinguette zich nu?

D) Hoe lang is de geraamde duur van de renovatiewerken?

Monsieur Roberti :

D'après nos infos il s'agit d'un incendie d'origine accidentelle, il n'y a pas de travaux prévus, la Guinguette nécessite juste un rafraichissement.

Le parc sera renouvelé par Beliris.

Le Collège se prononcera dans les semaines qui viennent sur la collaboration éventuelle avec la Guinguette qui devrait reprendre ses activités en avril.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Et quid de la sécurisation ?

Monsieur Roberti :

Il n y a jamais eu de problème sur place, donc on verra pour que le nécessaire soit fait au cas où.

De heer Roberti:

Volgens onze inlichtingen gaat het om een brand van onvrijwillige oorsprong, er zijn geen werken voorzien, de Guinguette dient enkel opgefrist te worden.

Het park zal worden vernieuwd door Beliris.

Het College zal zich in de komende weken uitspreken over de eventuele samenwerking met de Guinguette die haar activiteiten in april zou moeten hervatten.

De heer Pierre-De Permentier:

En hoe zit het met de beveiliging?

De heer Roberti:

Er is ter plaatse nooit enig probleem geweest, dus we zullen erop toezien dat het nodige gedaan wordt in geval van.

1 annexe / 1 bijlage

58 **Le rôle de l'ASBL MARGE (à la demande de Monsieur Pierre de Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

Chère Betty,

J'espère que tu vas bien.

Tu trouveras ici mes interpellations (3/5) pour le prochain conseil.

3) Je souhaite interpeller Mme De Ridder sur le rôle de l'ASBL MARGE.

A) Quels sont les projets de la majorité concernant l'ASBL M.A.R.G.E. au regard du subside alloué par la commune.

B) Quel est le rôle de M.A.R.G.E. ?

C) En quoi consiste son rôle d'intermédiaire auprès des écoles en matière de marchés publics ?

Merci de l'inscrire à l'ordre du jour.

Bien à toi,

Cédric.

**De rol van de VZW MARGE (op vraag van Mijnheer Pierre de Permentier, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)**

Ik wens mevr. De Ridder te interpellieren over de rol van vzw MARGE.

A) Wat zijn de projecten van de meerderheid betreffende vzw M.A.R.G.E., gelet op de subsidie die de gemeente toekent?

B) Wat is de rol van M.A.R.G.E.?

C) Waarin bestaat haar bemiddelingsrol ten aanzien van de scholen op het gebied van overheidsopdrachten?

Madame De Ridder :

L'asbl essaie d'acheter des choses et d'avoir des activités sans passer par la commune, sinon ça peut attendre 5 à 6 mois ...

Monsieur Pierre-De Permentier :

Si je comprends bien l'asbl c'est pour détourner la loi ?

Monsieur Roberti :

L'asbl existe depuis plusieurs législatures. Aujourd'hui Marge fonctionne. S'il y a des choses à revoir on rencontrera les responsables de l'asbl. Je n'ai jamais dit que Marge devait arrêter ces fonctions.

Mevrouw De Ridder:

De vzw tracht dingen te kopen en activiteiten te organiseren zonder een beroep te doen op de gemeente, want dat kan 5 tot 6 maanden op zich laten wachten ...

De heer Pierre-De Permentier:

Indien ik het goed begrijp, is de vzw er om de wet te omzeilen?

De heer Roberti:

De vzw bestaat sinds meerdere legislaturen. Vandaag werkt Marge. Indien er dingen herzien moeten worden, zullen we de verantwoordelijken van de vzw ontmoeten. Ik heb nooit gezegd dat Marge haar functies moest neerleggen.

1 annexe / 1 bijlage

59 **Le site de la Communauté française située rue de Bourgogne (à la demande de Monsieur Pierre de Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

Chère Betty,

J'espère que tu vas bien.

Tu trouveras ici mes interpellations (4/5) pour le prochain conseil.

4) Je souhaite interpellier M. Roberti sur le site de la Communauté française située rue de Bourgogne.

A) Disposez-vous d'informations quant à l'occupation actuelle du site ?

B) Avez-vous des informations sur les projets de la Communauté française pour ce site ?

C) Serait-il envisageable d'entamer des pourparlers avec celle-ci en vue de l'installation de projets communaux sur le site ?

Merci de l'inscrire à l'ordre du jour.

Bien à toi,

Cédric

De site van de Franse Gemeenschap gelegen Boergondiëstraat (op vraag van Mijnheer Pierre de Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Ik wens dhr. Roberti te interpellieren over de site van de Franse Gemeenschap in de Boergondiëstraat.

A) Beschikt u over inlichtingen over het huidige gebruik van de site?

B) Heeft u inlichtingen over de projecten van de Franse Gemeenschap voor deze site?

C) Is het denkbaar met de Franse Gemeenschap gesprekken aan te knopen met het oog op de vestiging van gemeentelijke projecten op deze site?

Monsieur Roberti :

J'ai été visité ce site. Il y a 4 bâtiments :

- **Logement jeunes**
- **ADEPS**
- **Etudiants de jour**
- **Logements vides et insalubres.**

- On interpellera la Communauté française pour la question de l'occupation des lieux.

De heer Roberti:

Ik heb een bezoek gebracht aan deze site. Er zijn 4 gebouwen:

- **Huisvesting jongeren**
- **ADEPS**
- **Dagstudenten**
- **Lege en onbewoonbare huisvesting.**

- We zullen de Franse Gemeenschap interpellieren over de kwestie van het gebruik van de plaatsen.

1 annexe / 1 bijlage

60 **Le projet d'IPPJ située chaussée de Bruxelles (à la demande de Monsieur Pierre de Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

Chère Betty,

J'espère que tu vas bien.

Tu trouveras ici mes interpellations (5/5) pour le prochain conseil.

5) Je souhaite interpeller M. Mugabo sur le projet d'IPPJ située chaussée de Bruxelles (suite à la décision de la commission de concertation)

A) Pouvez-vous nous détailler la suite de la procédure ?

B) Lors de la séance d'information, le bourgmestre s'est avancé en parlant d'exigences fortes de la nouvelle majorité en matière d'urbanisme. Pourriez-vous nous indiquer quelles seront ces exigences particulières que la commune exigera pour le dossier IPPJ ?

C) Enfin, lors de la commission de concertation, il est apparu que le 7ème étage et les 4 kots prévus posaient un véritable problème urbanistique, serait-il envisageable que la commune s'oppose à leur création ?

Merci de l'inscrire à l'ordre du jour.

Bien à toi,

Cédric

Het project van IPPJ gelegen Brusselsesteenweg (op vraag van Mijnheer Pierre de Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Ik wens dhr. Mugabo te interpellieren over het IPPJ-project in de Brusselsesteeweg (naar aanleiding van de beslissing van de overlegcommissie)

A) Kunt u ons het vervolg van de procedure toelichten?

B) Tijdens de informatiesessie sprak de burgemeester over sterke eisen van de nieuwe meerderheid op het vlak van stedenbouw. Kunt u ons toelichten welke deze bijzondere vereisten zijn die de gemeente zal stellen voor het IPPJ-dossier?

C) Tot slot: tijdens de overlegcommissie is gebleken dat de 7e verdieping en de 4 voorziene koten een waar stedenbouwkundig probleem vormen. Is het denkbaar dat de gemeente zich tegen hun totstandbrenging verzet?

Monsieur Roberti :

Le Collège a toujours eu la même position, à savoir qu'une IPPJ en Région Bruxelloise est nécessaire, mais sous des conditions précises.

L'IPPJ serait implanté dans un bien appartenant à la Communauté française.

Il n'y a aucune volonté de cacher quelque chose.

Une commission de concertation s'est réunie ce jour.

Monsieur Mugabo vous expliquera la question du PU.

Monsieur Pierre-De Permentier :

Est-ce que les décisions seront communiquées aux riverains ?

Monsieur Mugabo :

Une enquête publique a été organisée à la demande du collègue en janvier 2019.

Une séance d'information a été organisée le 07 janvier dernier.

La Communauté Française a pu venir expliquer le projet. Il y a une commission de concertation qui a permis de répondre aux exigences des habitants.

Trente jours après, le Collège doit rentrer un avis, la commission de concertation s'est réunie ce jour au matin pour donner cet avis. Un avis très exigeant a été rendu. Le collège, en concertation avec la Région a décidé que le bâtiment D sera démoli, de ne pas rehausser le bâtiment B et de maintenir les grilles car elles font partie du patrimoine ...

De heer Roberti:

Het College heeft steeds hetzelfde standpunt gehad, namelijk dat een IPPJ in het Brusselse gewest noodzakelijk is, maar onder nauwkeurige voorwaarden.

De IPPJ zou worden gevestigd in een goed dat eigendom is van de Franse Gemeenschap.

Er is geen enkele wens om iets te verbergen.

Er is vandaag een overlegcommissie bijeengekomen.

De heer Mugabo zal u de kwestie van de SV uitleggen.

De heer Pierre-De Permentier:

Zullen de beslissingen worden meegedeeld aan de buurtbewoners?

De heer Mugabo:

Op verzoek van het college werd er een openbaar onderzoek georganiseerd in januari 2019.

Op 07 januari laatstleden werd er een informatiesessie georganiseerd.

De Franse Gemeenschap is mogen komen om het project uit te leggen. Er is een overlegcommissie die het mogelijk gemaakt heeft te antwoorden op de eisen van de bewoners.

Dertig dagen later moet het College advies indienen, de overlegcommissie is vanochtend bijeengekomen om dit advies te verstrekken. Er werd een zeer veeleisend advies verstrekt. Het college heeft, in overleg met het Gewest, beslist dat gebouw D gesloopt zal worden, gebouw B niet te verhogen en de hekken te behouden want ze maken deel uit van het erfgoed ...

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

La Présidente,
De Voorzitster,
Séverine De Laveleye